Statistiques économiques

La situation économique au Québec

Édition 1988

Les PUBLICATIONS DU QUÉBEC

Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Le contenu de cette publication a été réalisé
par le Bureau de la statistique du Québec

Cette publication a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1988
ISBN 2-551-08266-8

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de Les Publications du Québec

Au cours des dernières années, le Bureau de la statistique du Québec a mis en place un dispositif d'information et d'analyse qui lui permet de rendre compte de l'évolution de l'économie québécoise. La publication en mi-année de La situation économique constitue un résultat de ces travaux.

Cette publication est complémentaire au Profil économique que publie en début d'année le BSQ. Alors que le Profil effectue un survol d'ensemble de l'économie québécoise pour l'année qui vient à peine de se terminer, à partir de données partielles ou préliminaires, la présente publication brosse un tableau plus élaboré de l'activité économique de cette même année, à partir toutefois de données plus complètes ou revisées tout en dégageant l'évolution des cinq dernières années.

Le premier chapitre présente une vue d'ensemble de l'économie du Québec en 1987, en commentant d'abord les derniers chiffres disponibles sur les principaux indicateurs économiques généraux et en décrivant ensuite à grands traits la répartition sectorielle de l'activité économique.

Les trois chapitres suivants passent en revue de manière détaillée l'évolution de la production, de l'emploi, des immobilisations et des exportations au sein des grands domaines d'activité liés à chacun des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

La conclusion contient un aperçu de la situation économique au Québec au cours du premier semestre de 1988. À partir des données disponibles à la fin de juillet, une brève analyse d'ensemble et sectorielle est présentée, suivie d'un survol des perspectives révisées de quelques organismes pour l'année 1988.

La directrice générale

Nicole P.-Gendreau

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	n'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Donnée infime
p	Donnée provisoire
x	Donnée confidentielle

Abréviations et symboles

n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage
t	Tonne
kg	Kilogramme
kW	Kilowatt
kWh	Kilowattheure
'000	En milliers
'000 000	En millions
'000 000 000	En milliards

Cette publication a été réalisée par:

Yvon Chouinard
de la Direction de la méthodologie
et de l'information

Avec la collaboration de:

Mario Bérubé
Yvon Boudreau
Simon Thivierge

Et le soutien technique de:

Pierre Lachance
Micheline Lapalme
Vivianne Ratté

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction de la méthodologie et de l'information
117, rue St-André, 5e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél: (418) 643-1493

Chapitre 1
Vue d'ensemble de l'économie 11

Les principaux indicateurs généraux 11
L'évolution sectorielle de l'activité économique 12
Le marché de l'emploi 12
La demande des ménages 13
La demande des administrations publiques 14
La demande extérieure 14
Les dépenses en immobilisations 15
La situation financière des entreprises 17
Le produit intérieur brut par secteur d'activité 18
La productivité sectorielle 19

Chapitre 2
Le secteur primaire et la construction 35

L'ensemble des secteurs 35
L'évolution sectorielle 36
L'agriculture 36
L'exploitation forestière 37
La pêche et le piégeage 38
L'exploitation minière 40
La production d'énergie électrique 42
L'industrie de la construction 44

Chapitre 3
Le secteur de la fabrication 63

L'ensemble du secteur 63
Les vingt grands groupes 66
L'industrie du bois 66
L'industrie du meuble 68
L'industrie de la première transformation des métaux 70
L'industrie des produits métalliques 72
L'industrie de la machinerie 73
L'industrie du matériel de transport 75
L'industrie des produits électriques et électroniques 77
L'industrie des produits minéraux non métalliques 79
L'industrie des aliments et l'industrie des boissons 81
L'industrie du tabac 83
L'industrie des produits en matière plastique 85
L'industrie du cuir 86
L'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles 88
L'industrie de l'habillement 91
L'industrie du papier et des produits connexes 93
L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes 95
L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon 96
L'industrie chimique 97

Chapitre 4
Le secteur tertiaire 117

L'ensemble du secteur 117
L'évolution sectorielle 117
Les transports, les communications et les autres services d'utilité publique 117
Le commerce de gros et de détail 118
Les finances, les assurances et les affaires immobilières 118
Les services socio-culturels,commerciaux et personnels 120
L'administration publique et la défense 121

Conclusion 133

Aperçu de la situation économique au cours des premiers mois de 1988 133
L'évolution sectorielle de l'activité économique 134
Perspectives 137

Liste des tableaux

1.1 Principaux indicateurs de l'économie, Québec, 1983-1987 21

1.2 Emploi par secteur, Québec, 1983-1987 22

1.3 Principaux produits d'exportation internationale, Québec, 1983-1987 25

1.4 Immobilisations des secteurs privé et public, Québec, 1983-1987 26

1.5 Immobilisations par secteur, Québec, 1983-1987 27

1.6 Financement des entreprises privées, Canada, 1983-1987 29

1.7 PIB au coût des facteurs par secteur, Québec, 1983-1987 31

2.1 Statistiques principales de l'agriculture, Québec, 1983-1987 47

2.2 Recettes monétaires agricoles, Québec, 1983-1987 48

2.3 Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole, Québec, 1983-1987 49

2.4 Statistiques principales du secteur de la forêt (abattage), Québec, 1983-1987 51

2.5 Statistiques principales de la pêche et du piégeage, Québec, 1983-1987 52

2.6 Valeur et volume des principales espèces capturées, pêche maritime et piégeage, Québec, 1983-1987 53

2.7 Statistiques principales des mines, carrières et puits de pétrole, Québec, 1983-1987 54

2.8 Valeur brute de la production de l'industrie minière au niveau de la transformation, Québec, 1983-1987 55

2.9 Prix moyen de quelques minéraux, Québec, 1983-1987 57

2.10 Statistiques principales du secteur de l'énergie électrique, Québec, 1983-1987 58

2.11 Statistiques principales de l'industrie de la construction, Québec, 1983-1987 59

2.12 Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction, Québec, 1983-1987 61

2.13 Valeur des permis de bâtir par région administrative, Québec, 1983-1987 62

3.1 Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien, 1970-1987 99

3.2 Statistiques principales des industries manufacturières, Québec, 1983-1987 100

3.3 Valeur de la production, par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 105

3.4 Valeur des expéditions des manufacturiers, par industrie, Québec, 1983-1987 106

3.5 Part du Québec dans la valeur des expéditions des manufacturiers canadiens par industrie, 1983-1987 107

3.6 Indice des prix de vente par industrie manufacturière, Canada, 1983-1987 108

3.7 Employés salariés par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 109

3.8 Valeur ajoutée par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 110

3.9 Valeur ajoutée par heure-personne par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 111

3.10 Rémunération hebdomadaire moyenne par industrie manufacturière, Québec, 1984-1987 112

3.11 Salaires et traitements par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 113

3.12 Jours-personnes perdus en arrêts de travail par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 114

3.13 Immobilisations par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 115

3.14 Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, par industrie, Canada, 1983-1987 116

4.1 Statistiques principales des transports, communications et autres services d'utilité publique, Québec, 1983-1987 123

4.2 Statistiques principales du commerce de gros et de détail, Québec, 1983-1987 124

4.3 Statistiques principales des finances, assurances et affaires immobilières, Québec, 1983-1987 125

4.4 Encours du crédit à la consommation des principaux intermédiaires financiers, Canada, 1983-1987 126

4.5 Évolution des types de prêts des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre, 1983-1987 127

4.6 Statistiques principales des services socio-culturels, commerciaux et personnels, Québec, 1983-1987 128

4.7 Statistiques principales des administrations publiques et défense, Québec, 1983-1987 129

5.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise, 1988 (Données non corrigées des variations saisonnières) 139

Liste des graphiques

1A Variation annuelle de l'emploi par secteur d'activité, Québec, 1983-1987 23

1B Évolution des mises en chantier, Québec, 1975-1987 23

1C Dépenses totales en biens et services des administrations publiques, Québec, 1983-1987 24

1D Dépenses en formation brute de capital fixe des administrations publiques, Québec, 1983-1987 24

1E Variation annuelle des exportations internationales selon la destination, Québec, 1986 et 1987 26

1F Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par secteur d'activité, 1983-1987 28

1G Évolution de l'encours des prêts des banques à charte aux entreprises québécoises, 1983-1987 28

1H Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans l'affectation du produit intérieur brut, Québec et Canada, 1983-1987 30

1I Évolution du passif des faillites commerciales par secteur, Québec, 1986 et 1987 30

1J Répartition du produit intérieur brut par industrie, Québec, 1971, 1981 et 1987 32

1K Productivité du travail, Québec, Ontario et Canada, 1976-1986 33

1L Taux de croissance annuel moyen de la productivité par secteur d'activité, Québec, 1976-1986 33

1M Écart de productivité du Québec et de l'Ontario par rapport au Canada, par secteur d'activité, 1986 34

2A Variation annuelle des recettes monétaires agricoles, Québec, 1983-1987 50

2B Évolution de l'indice de la valeur de la production minérale, Québec, 1977-1987 56

2C Évolution de l'indice des prix des principaux produits miniers, Québec, 1977-1987 56

2D Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction, Québec, 1982-1987 60

3A Évolution de la valeur des expéditions des manufacturiers, Québec, Ontario et Canada, 1983-1987 99

3B Évolution mensuelle de la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière, Québec, 1983-1987 101

3C Dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication, Québec 1977-1987 101

3D Variation de la valeur des expéditions des manufacturiers québécois et des prix de vente industriels du Canada, 1987/1986 102

3E Variation des dépenses en immobilisations par industrie, Québec, 1987/1986 103

3F Variation de l'emploi et de la valeur ajoutée par industrie, Québec, 1987/1986 104

4A	Variation des ventes au détail, Québec, 1987/1986	125
4B	Variation des dépenses de l'Administration publique provinciale selon la fonction, Québec, 1987/1986	130
4C	Évolution des immobilisations du secteur tertiaire par industrie, Québec, 1977-1987	131
4D	Variation de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire moyenne du secteur tertiaire, Québec, 1987/1986	132

LES PRINCIPAUX INDICATEURS GÉNÉRAUX

Le produit intérieur brut du Québec aux prix du marché atteint 130,4 milliards de dollars en 1987. L'économie québécoise enregistre ainsi une hausse de 9,2% comparativement à 9,5% en 1986 et à 8,0% en 1985. Pour une troisième année consécutive, ce taux de croissance est supérieur au Québec à celui observé dans l'ensemble du Canada, qui est respectivement de 7,7%, 5,8% et 8,5% en 1985, 1986 et 1987. (Voir tableau 1.1)

Cette vigueur de l'économie québécoise a des répercussions sur le marché du travail où l'on enregistre la plus importante hausse de l'emploi de la présente décennie. En effet, on observe la création de 100 000 emplois au Québec en 1987 (3,5% de plus qu'en 1986), soit une hausse de 104 000 des emplois à plein temps et une baisse de 4 000 des emplois à temps partiel. Une augmentation moindre de la population active (85 000 ou 2,6%) favorise un recul du taux de chômage qui passe de 11,0% en 1986 à 10,3% en 1987. En dépit des craintes inflationnistes, les hausses de prix, qu'entraîne généralement une croissance soutenue de l'activité économique, ne se concrétisent pas en 1987. Au contraire, l'indice des prix à la consommation à Montréal augmente de 4,5% en 1987 comparativement à 4,9% en 1986, alors que sur le plan salarial, la rémunération hebdomadaire moyenne affiche une faible hausse de 2,2% en 1987 au Québec (2,6% en 1986).

Du côté de la demande, le fait marquant est assurément la croissance exceptionnelle, pour une troisième année consécutive, de la construction résidentielle. En effet, les dépenses en construction résidentielle, qui dépassent le cap des 10 milliards de dollars en 1987, augmentent de 24,2% comparativement à 25,4% en 1986 et 11,3% en 1985. De plus, les mises en chantier de logements atteignent un nouveau sommet en 1987, soit 74 179 unités (60 348 en 1986). Au Canada, les dépenses en construction résidentielle connaissent également une forte croissance en 1987, soit de 26,4% en regard de 1986. Les investissements des entreprises en capital fixe contribuent également à cette vigueur de l'économie québécoise en enregistrant une hausse de 13,0% en 1987; ces dépenses augmentaient de 7,9% en 1986. Les investissements des entreprises canadiennes à ce titre augmentent moins fortement qu'au Québec en 1987, soit de 8,1%. Quant aux dépenses personnelles en biens et services de consommation, elles s'accroissent de 9,2% en 1987 comparativement à 8,5% en 1986. Les dépenses de consommation des ménages canadiens augmentent également moins fortement qu'au Québec en 1987, soit de 8,6% en regard de 1986.

Les dépenses publiques en biens et services s'accroissent plus fortement en 1987, soit de 7,8% comparativement à 2,9% en 1986. Toutefois, les dépenses gouvernementales en construction non résidentielle connaissent un recul de 10,7% en 1987 (-10,5% en 1986), alors que les dépenses en machinerie et matériel augmentent de 22,1% en

1987 (3,7% en 1986). En ce qui a trait au marché extérieur, la valeur des exportations internationales du Québec enregistre une légère hausse de 1,2% en 1987 (7,2% en 1986). Des principaux produits exportés, ce sont les machines et matériel de bureau (48,4%), les pâtes de bois et pâtes similaires (32,1%) et l'aluminium et ses alliages (24,9%) qui connaissent les plus fortes hausses de leur valeur en 1987.

Du côté des revenus, la croissance provient particulièrement des sociétés, dont les bénéfices avant impôts (11,7 milliards de dollars) augmentent de 20,3% et des entrepreneurs individuels, dont le revenu net (7,7 milliards) augmente de 10,5% en 1987. L'amélioration de la situation financière des entreprises favorise en particulier la poursuite de leurs projets d'investissement. La rémunération des salariés (incluant les soldes et indemnités militaires) atteint 71,3 milliars de dollars, en hausse de 7,6%, alors que les revenus d'intérêt et de placement (10,6 milliards) s'accroissent de 10,3% en regard de 1986. Quant au revenu net des exploitants agricoles, il atteint 1,1 milliards de dollars en 1987, une hausse de 4,7%. Finalement, une hausse de 6,5% du revenu personnel disponible en 1987 (5,0% en 1986) et une réduction de 18,7% de l'épargne courante (-18,5% en 1986) supportent la croissance appréciable des dépenses en consommation des ménages québécois. Ainsi, la part de l'épargne brute dans le revenu personnel disponible passe de 12,8% en 1985, à 9,9% en 1986 et à 7,6% en 1987.

L'année 1987 prend fin dans une certaine confusion liée à la débâcle qu'enregistrent les marchés boursiers à travers le monde le 19 octobre 1987. Cette incertitude est alors accentuée par la difficulté de cerner les facteurs responsables de l'ampleur du krach: simple correction inévitable, perte de confiance des agents dans les économies occidentales, transactions électroniques, etc. Les effets de cette crise sur la richesse des ménages, sur les possibilités de financement des entreprises et sur l'attitude attentiste qu'elle peut créer chez les investisseurs suscitent la crainte d'une croissance moins prononcée, ou même d'une récession des économies occidentales dans les mois suivants. Toutefois, l'année 1987 se termine dans un contexte de forte croissance tant pour le Québec que pour le Canada et les données du premier semestre de 1988 indiquent que cette croissance demeure importante, amenant la plupart des prévisionnistes à réviser à la hausse leurs perspectives pour l'ensemble de 1988.

L'ÉVOLUTION SECTORIELLE DE L'ACTIVITÉ

Le marché de l'emploi

La création de 100 000 emplois en 1987 reflète des gains dans les secteurs secondaire et tertiaire, alors que le secteur primaire connaît une baisse pour une deuxième année consécutive. (Voir graphique 1A et tableau 1.2)

C'est le secteur tertiaire qui enregistre la plus forte croissance de l'emploi en 1987 avec un gain de 82 100 emplois ou 4,0% alors que son effectif atteint 2 114 900. L'emploi s'accroît particulièrement dans les secteurs suivants: les finances, assurances et affaires immobilières (8,8% ou 13 700), les transports, communications et autres services d'utilité publique (6,1% ou 13 400), l'administration publique et la défense (5,5% ou 10 800), les services socio-culturels, commerciaux et personnels (4,0% ou 37 500) et le commerce de détail (4,0% ou 15 000). Par contre, le niveau d'emploi du commerce de gros diminue de 4,5% ou 9 000 en 1987.

L'effectif du secteur secondaire atteint 332 600 en 1987, une hausse de 26 900 ou 3,8% par rapport à 1986. Cette croissance est attribuable principalement au secteur de la construction dont l'emploi augmente fortement pour une deuxième année consécutive, soit de 18 700 ou 13,3% en 1987, alors que l'emploi du secteur manufacturier s'accroît de 8 200 ou 1,4% en regard de 1986. L'emploi du secteur primaire enregistre une baisse de 9 300 ou 7,3% en 1987 et s'établit à 118 110; le niveau d'emploi diminue tant dans l'agriculture (-5 900 ou -7,1%), l'exploitation forestière (-1 000 ou -5,0%) que dans les mines et carrières (-2 000 ou -8,7%).

Ce recul de l'emploi du secteur primaire en 1987 accentue l'écart de l'effectif de ce secteur en regard de son effectif avant la récession de 1982, soit 12 600 emplois de moins en 1987 par rapport à 1981. Ce déficit atteint 2 400 emplois dans l'agriculture, 4 000 emplois dans l'exploitation forestière et 8 000 emplois dans les mines et carrières. La forte croissance de l'emploi de la construction permet au secteur secondaire d'afficher pour la première fois un gain (14 900 emplois) en regard de 1981. Finalement, le secteur tertiaire, avec 238 000 emplois de plus qu'en 1981, enregistre le plus important gain d'emplois.

La demande des ménages

Les dépenses des ménages influencent grandement l'activité économique, tant par l'achat de biens de consommation que par l'achat d'une propriété. Si les ventes au détail constituent une mesure des dépenses personnelles en biens de consommation, elles révèlent également l'importance de l'activité commerciale. La valeur des ventes au détail s'élève à 38 865,8 millions de dollars en 1987, une hausse de 12,4% par rapport à 1986. Avec 1984 (12,5%), il s'agit des plus fortes croissances qu'aient connues ces ventes depuis la dernière reprise économique. Parmi les catégories de commerces dont la valeur des ventes est importante, mentionnons: les magasins d'alimentation (8,5%), les concessionnaires d'automobiles (18,5%) et les stations-service, garages et marchands de pièces et de voitures d'occasion (16,4%).

Par ailleurs, la forte activité qu'a connue la construction résidentielle en 1986 se poursuit

en 1987 alors que le nombre de logements mis en chantier (74 179) s'accroît de 22,9% comparativement à 14,6% en 1985 et 25,6% en 1986. L'effervescence que connaît le secteur de la construction se répercute plus particulièrement sur les ventes au détail des quincailleries (en hausse de 19,2% en 1987) et des marchands de meubles, téléviseurs et appareils ménagers (16,6%). (Voir graphique 1B)

La demande des administrations publiques

La bonne santé des économies québécoise et canadienne favorise une croissance plus importante des dépenses publiques sans affecter pour autant la volonté des deux paliers de gouvernement de réduire les déficits gouvernementaux. Les dépenses publiques en biens et services s'élèvent à 26,9 milliards de dollars en 1987 au Québec, une hausse de 7,8% en regard de 1986. Il s'agit d'une hausse supérieure à celle de 2,9% en 1986, mais inférieure à celle de 8,1% en 1985. Quant aux dépenses en formation brute de capital fixe (2,7 milliards de dollars), elles enregistrent une diminution de 4,9% en 1987. Ces dépenses augmentaient de 25,8% en 1985 et diminuaient de 8,2% en 1986. (Voir graphiques 1C et 1D)

La demande extérieure

La valeur des exportations internationales du Québec (dont les données sont corrigées partiellement par le Bureau de la statistique du Québec pour tenir compte des échanges interprovinciaux) atteint 20,2 milliards de dollars en 1987, une hausse de 1,2% par rapport à 1986. Il s'agit d'une augmentation inférieure à celles des dernières années, c'est-à-dire de 7,2% en 1985 et en 1986. (Voir tableau 1.3)

L'appréciation de 4,8% du dollar canadien face à la devise américaine en 1987 affaiblit la compétitivité des produits québécois sur le marché des États-Unis, principal partenaire commercial du Québec. Cependant, la dépréciation du dollar canadien face à la livre sterling (-6,1% en 1987), au franc français (-9,0%), au mark allemand (-13,2%) et au yen japonais (-10,1%) améliore la compétitivité des produits du Québec sur ces autres importants marchés. La valeur des exportations québécoises sur le marché américain totalise 15,6 milliards de dollars en 1987, une hausse de 1,0% en regard de 1986, alors que les exportations destinées à la Communauté économique européenne augmentent de 7,9% et atteignent 2,2 milliards. La part des exportations québécoises destinées aux États-Unis passe ainsi de 64,5% en 1982, à 77,5% en 1986 et à 77,3% en 1987. (Voir graphique 1E)

L'analyse des exportations québécoises par produit permet de juger de l'importance du marché extérieur selon le secteur d'activité. Parmi les produits reliés à l'activité agricole, la valeur des exportations de viandes fraîches, réfrigérées et congelées accuse une baisse de 5,1% en 1987 et celle des produits laitiers, une forte baisse de

29,5% en regard de 1986. Quant aux activités de la pêche, les exportations de poissons et d'animaux marins sont en hausse de 4,2% en 1987. Dans le secteur minier, la valeur des exportations de minerai, concentrés et déchets de fer diminue de 41,7% en 1987, celle de l'amiante non manufacturé de 15,6% et celle des autres minéraux non métalliques bruts de 5,3% en regard de 1986.

Les exportations reliées à l'exploitation forestière et aux industries manufacturières du bois et du papier et des produits connexes augmentent globalement en 1987. Si, en termes de valeur, les exportations de bois d'oeuvre diminuent de 4,8%, celles des pâtes de bois et pâtes similaires augmentent de 32,1% et celles du papier d'impression de 3,9%. Ces trois produits constituent 21,2% de l'ensemble des exportations. L'industrie des métaux primaires, pour sa part, enregistre en 1987 une forte augmentation de 24,9% de ses exportations d'aluminium et ses alliages. L'année précédente, les exportations d'aluminium et ses alliages augmentaient de 39,4%. À lui seul, ce produit représente 9,3% de l'ensemble des exportations du Québec en 1987.

Un autre bloc non négligeable des exportations provient de l'industrie du matériel de transport. La valeur des exportations de moteurs d'avion et pièces augmente de 19,5% en 1987 et celle des assemblages, équipement et pièces d'avion de 5,4%; par contre, les exportations de matériel roulant de chemin de fer diminuent de 12,5% en 1987 et celles des avions entiers avec moteurs de 10,3%. De plus, les exportations d'automobiles et châssis diminuent fortement de 49,1% en 1987 à la suite de la fermeture de plusieurs mois, à des fins de rénovation, de l'usine d'assemblage située à Boisbriand. Ces cinq produits correspondent à 14,0% des exportations québécoises en 1987.

Selon l'enquête la plus récente de Statistique Canada sur la destination des expéditions des manufacturiers québécois, la part de leurs expéditions destinées à l'extérieur du Canada atteint 20,4% en 1984 dans l'industrie du bois, 49,2% dans celle du papier et produits connexes, 45,7% dans celle des métaux primaires et 62,3% dans l'industrie du matériel de transport. Dans l'ensemble, 21,3% des expéditions totales sont acheminées vers l'étranger en 1984.

Finalement, l'électricité, qui peut être considérée comme le produit d'une activité primaire (ressource naturelle) ou comme celui d'un service public (distribution de la ressource), enregistre une forte hausse de ses exportations en 1987, soit 18,2% de plus qu'en 1986.

Les dépenses en immobilisations

L'amélioration de la situation financière des entreprises, reflétée tant par la croissance des bénéfices des sociétés avant impôts que par celle du revenu net des entreprises individuelles, favorise la poursuite de leurs projets d'investissement. Selon l'enquête de Statistique

Canada sur les investissements privés et publics, les dépenses en immobilisations des entreprises commerciales au Québec totalisent 10 529,1 millions de dollars en 1987, en hausse de 13,1%, alors que les dépenses des entreprises publiques (2 226,6 millions) augmentent à un rythme légèrement inférieur, soit 12,5%. La valeur des dépenses en immobilisations excluant l'habitation s'établit à 15 629,5 millions de dollars en 1987, une hausse de 9,8% en regard de 1986. (Voir tableau 1.4)

Chacun des trois grands secteurs d'activité, (primaire, secondaire et tertiaire) affiche une croissance de ses dépenses en immobilisations en 1987. Toutefois, contrairement aux dernières années, c'est le secteur tertiaire qui enregistre la plus forte croissance des ses dépenses en immobilisations au lieu du secteur secondaire. Les dépenses en immobilisations du tertiaire atteignent 10 559,8 millions de dollars en 1987, une hausse de 12,1% en regard de 1986. Cette croissance prononcée est attribuable à deux secteurs: l'électricité, gaz et autres services publics, dont les dépenses en immobilisations s'accroissent de 26,0% en 1987, après cinq baisses consécutives, et les finances, assurances et affaires immobilières, dont la valeur des dépenses augmente de 35,2% en 1987. Les dépenses en immobilisations augmentent moins fortement dans les secteurs des communications (11,1%), du commerce (8,8%) et des services commerciaux et des institutions (7,3%); par contre, elles diminuent dans le transport et l'entreposage (-1,7%) et l'administration publique et la défense (-1,2%). (Voir tableau 1.5)

Quant aux dépenses en immobilisations du secteur secondaire, elles s'élèvent à 4 236,3 millions de dollars en 1987, en hausse de 5,7%, soit la plus faible augmentation des quatre dernières années. Le secteur de la construction affiche une augmentation de ses dépenses (9,3% en regard de 1986) supérieure à celle des industries manufacturières (5,4%). Finalement, après deux années de baisses, les dépenses en immobilisations du secteur primaire s'accroissent légèrement de 2,3% en 1987 et atteignent 833,4 millions de dollars. Cette hausse revient aux mines et carrières dont les dépenses à ce titre augmentent de 22,1% tandis que l'agriculture et la pêche (-10,6%) et l'exploitation forestière (-11,3%) enregistrent des reculs.

Pour une sixième année consécutive, les dépenses en immobilisations du secteur primaire demeurent inférieures au niveau de dépenses antérieur à la récession (1981). C'est le cas notamment de l'exploitation forestière et des mines et carrières. Par ailleurs, à l'exception de 1982, les dépenses en immobilisations des secteurs secondaire et tertiaire dépassent le niveau de 1981 et ne cessent de s'accroître depuis. Cependant, la fin des travaux du chantier de la Baie-James (Phase 1) et du prolongement du gazoduc central ont grandement freiné les dépenses en immobilisations du secteur de l'électricité, gaz et autres

services publics qui se situent, pour une sixième année consécutive, sous le niveau de 1981.

L'année 1987 marque la cinquième année consécutive où les dépenses totales en immobilisations augmentent plus fortement au Québec (15,0%) qu'au Canada (11,8%). Ainsi, la part des dépenses en immobilisations du Québec dans le total canadien atteint 22,3% en 1987 contre 17,1% en 1982 et une moyenne de 21,2% de 1983 à 1987. La part du Québec dans les dépenses excluant l'habitation se situe à 20,6% en 1987 (contre 16,9% en 1982 et 19,6% de 1983 à 1987) et celles des secteurs primaire, secondaire et tertiaire s'établissent respectivement à 8,7%, 25,6% et 21,3% en 1987, comparativement à 7,1%, 18,7% et 20,1% en 1982 et 7,1%, 26,4% et 21,2% de 1983 à 1987. (Voir graphique 1F)

La situation financière des entreprises

Les besoins de financement des entrepriaes sont généralement supérieurs à l'épargne brute qu'elles réalisent, c'est-à-dire les bénéfices non répartis et les provisions pour consommation de capital. Le manque de précision et le manque de données relatives à l'épargne brute et aux besoins de financement des entreprises québécoises ne permettent pas une évaluation de ces valeurs. Toutefois, selon les données résultant de la répartition régionale de l'actif des banques à charte, l'encours des prêts accordés aux entreprises du Québec augmente pour une quatrième année consécutive et atteint 12,5 milliards de dollars en 1987, soit une hausse de 9,7%. (Voir graphique 1G)

Au Canada, la valeur de l'encours des prêts bancaires diminue de 2,9% en 1987 et s'établit à 83,7 milliards de dollars. Cependant, les autres crédits à court terme augmentent fortement, de sorte que l'encours des emprunts à court terme des entreprises canadiennes affiche une croissance de 3,8% en 1987. Les emprunts à long terme des entreprises enregistrent une hausse plus prononcée, soit de 10,8% en 1987, portant ainsi la part du financement à court terme dans le financement total de 56% en 1985, à 55% en 1986 et à 53% en 1987. Quant à la part du financement par actions dans le financement externe de long terme, elle passe de 53% en 1985, à 56% en 1986 et 65% en 1987. Sous l'impulsion d'une augmentation de 23,7% de l'épargne brute et d'une hausse de 10,1% de l'acquisition de capital non financier, le coefficient d'autofinancement (rapport de ces deux valeurs) des entreprises canadiennes s'améliore en 1987 et passe de 93% en 1985 à 83% en 1986 puis à 94% en 1987. La baisse de ce coefficient en 1986 était imputable au recul de 4,2% de l'épargne brute. Cette structure financière, plus favorable en regard de la situation de 1986, se transpose dans l'évolution du rapport des paiements d'intérêt sur les bénéfices avant impôts, lequel est ramené à un niveau similaire à celui de 1985 (47%), soit 44% en 1987 après avoir atteint 60% en 1986. (Voir tableau 1.6)

Par ailleurs, après une légère hausse en 1986, le nombre de faillites commerciales au Québec diminue en 1987, on en dénombre 2 694 contre 2 826 en 1986. Le nombre de faillites diminue tant dans les secteurs primaire (111 en 1987 contre 140 en 1986), secondaire (540 contre 575) que tertiaire (2 043 contre 2 111). Le nombre de faillites baisse particulièrement dans les secteurs de la construction (321 contre 358), des transports, communications et autres services publics (125 contre 136), des finances, assurances et affaires immobilières (46 contre 79) et des services socio-culturels, commerciaux et personnels (848 contre 896). Par contre, on note de légères hausses des faillites commerciales des industries manufacturières (219 contre 217) et des commerces (1 024 contre 1 000). Si le nombre de faillites diminue, le passif total de celles-ci augmente légèrement en 1987 et atteint 458,8 millions de dollars, une hausse de 1,5% par rapport à 1986. Le passif total des faillites enregistrées dans les secteurs primaire et secondaire diminue respectivement de 21,8% et de 33,1% en 1987, alors que le passif total du tertiaire augmente de 23,1% en regard de 1986. Le nombre de faillites commerciales diminue également au Canada où on en dénombre 7 659 en 1987 contre 8 502 en 1986, alors que le passif total s'élève à 1 781,2 millions de dollars, une baisse de 8,4%. (Voir graphique 11)

Le produit intérieur brut par secteur d'activité

Le produit intérieur brut au coût des facteurs[1] qui atteint 114,2 milliards de dollars au Québec en 1987, enregistre une hausse de 9,0% en regard de 1986, soit une augmentation supérieure à celles de 1985 (7,7%) et 1986 (8,2%). Pour une deuxième année consécutive, le produit intérieur brut du secteur secondaire (29,4 milliards de dollars) enregistre la plus forte croissance sectorielle, soit 10,5% de plus qu'en 1986; toutefois les secteurs primaire (4,2 milliards de dollars) et tertiaire (80,6 milliards de dollars) connaissent également une croissance importante en 1987, soit respectivement de 10,4% et 8,3%. (Voir tableau 1.7).

Les industries manufacturières et le secteur de la construction contribuent à cette forte croissance du produit intérieur brut du secteur secondaire en 1987; les industries manufacturières avec une hausse de 10,5% et le secteur de la construction avec une augmentation de 10,3%. La croissance appréciable du produit intérieur brut du secteur primaire provient de fortes croissances observées dans les mines et carrières (15,2%

1. Le produit intérieur brut au coût des facteurs correspond à l'ensemble des revenus dans l'économie, dont la rémunération des salariés, les bénéfices des sociétés et les intérêts et revenus de placement. À titre de comparaison, le produit intérieur brut aux prix du marché correspond à la demande finale, c'est-à-dire à la valeur des dépenses des agents économiques, y compris les taxes indirectes.

en regard de 1986) et la pêche et le piégeage (18,0%), mais également de hausses moins prononcées dans l'exploitation forestière (8,9%) et les activités agricoles (7,3%). Par ailleurs, dans le tertiaire, on note les plus importantes augmentations du produit intérieur brut dans les secteurs des finances, assurances et affaires immobilières (12,2%) et le commerce de gros (9,5%), tandis que l'administration publique (5,5%) et le commerce de détail (5,1%) enregistrent les plus faibles hausses en 1987.

À l'image des économies postindustrielles, le secteur tertiaire occupe une place prépondérante dans l'économie québécoise. La part du tertiaire dans le produit intérieur brut total passe de 71,0% en 1986 à 70,5% en 1987. Cette part était de 64,5% en 1971 et de 67,4% en 1981. Ce gain du tertiaire se répartit entre les secteurs des finances, assurances et affaires immobilières (dont la part dans le produit intérieur brut passe de 13,6% en 1971 à 17,3% en 1987), des services socio-culturels, commerciaux et personnels (21,8% en 1971 à 23,8% en 1987), de l'administration publique et la défense (5,9% à 6,9%) et des transports, communications et autres services publics (11,1% à 11,6%); par contre, la part du commerce diminue (12,1% à 11,0%). (Voir graphique 13)

L'importance grandissante du tertiaire est accompagnée d'un recul du secteur secondaire. Effectivement, la part du secondaire dans l'ensemble passe de 31,1% en 1971, à 28,3% en 1981, à 25,4% en 1986 et à 25,8% en 1987. La part des industries manufacturières passe de 25,1% en 1971 à 20,7% en 1987, alors que celle de la construction passe de 6,1% en 1971 à 5,0% en 1987.

Finalement, la part du secteur primaire dans le produit intérieur brut total demeure relativement stable ces dernières années, soit 3,8% en 1985, 3,6% en 1986 et 3,7% en 1987. Il s'agit toutefois d'un recul en regard de la part de 4,3% que le secteur primaire représentait en 1971 comme en 1981. Si la part des mines et carrières dans le produit intérieur brut fléchit (1,9% en 1971 à 1,4% en 1987), celle des activités agricoles s'accroît (1,7% à 1,8%).

La productivité sectorielle

En 1986, la productivité[2] par travailleur au Québec s'accroît pour une quatrième année consécutive. Ainsi, selon les données du produit intérieur brut réel du Conference Board du Canada, le produit intérieur brut par travailleur au Québec atteint 28 180,36 $ (dollars de 1981) en 1986, une hausse de 0,4% en regard de 1985. De 1976 à 1986, la productivité par travailleur augmente un peu plus fortement, soit de 0,6%. Au Canada,

2. Correspond au rapport entre la valeur du produit intérieur brut réel et le nombre de travailleurs. Les données de 1986 incorporent les dernières révisions disponibles. Par contre, les données préliminaires de 1987 sont sujettes à des révisions trop importantes, notamment au chapitre de leur croissance, pour faire l'objet d'une analyse.

la productivité par travailleur s'établit à 31 332,56 $, en hausse de 0,3% en 1986; en Ontario, elle atteint 31 406,65 $, en hausse de 1,2%. De 1976 à 1986, la productivité s'accroît de 0,4% au Canada et de 0,8% en Ontario. (Voir graphique 1K)

En ce qui concerne les secteurs d'activité, au Québec, on observe les plus importantes hausses de productivité en 1986 dans les mines et carrières (6,5% en regard de 1985), le secteur des finances, assurances et affaires immobilières (5,6%) et celui des transports, communications et autres services publics (4,3%). De 1976 à 1986, on note les plus fortes croissances dans les transports, communications et autres services publics (3,0%), le secteur manufacturier (2,4%) et ceux de la forêt et de la pêche (1,8%), alors qu'un seul secteur enregistre un recul, celui des services socio-culturels, commerciaux et personnels (-1,3%). (Voir graphique 1L)

À l'exception des services socio-culturels, commerciaux et personnels, en 1986, la productivité par travailleur au Québec est inférieure à celle des mêmes secteurs d'activité au Canada. On observe les écarts les plus importants dans les mines et carrières (-64,3%), la forêt et la pêche (-31,0%) et l'agriculture (-23,4%); par contre, c'est dans la construction (-3,5%), le commerce (-3,4%) et les services socio-culturels, commerciaux et personnels (0,04%) qu'on note les écarts les moins prononcés. (Voir graphique 1M).

Comparativement à l'Ontario, la productivité par travailleur est plus forte au Québec dans la construction (8,3%) et les transports, communications et autres services publics (8,9%). L'écart de productivité du secteur manufacturier québécois atteint -15,2% par rapport à l'Ontario en 1986, alors que les écarts de productivité les plus importants sont notés dans les mines et carrières (-25,7%) et la forêts et la pêche (-53,4%).

bleau 1.1
incipaux indicateurs[1] de l'économie, Québec,
83-1987

dicateur	1983	1984	1985	1986	1987	Trimestres 1987			
						I	II	III	IV
venu ('000 000 $)									
munération des salariés[2]	53 738	58 030	62 318	66 248	71 269	16 588	18 076	18 354	18 251
Variation en %[3]	3,8	8,0	7,4	6,3	7,6	5,9	8,7	8,0	7,7
néfices des sociétés avant impôts	6 663	8 156	8 575	9 729	11 702	2 690	2 972	2 908	3 132
Variation en %	35,9	22,4	5,1	13,5	20,3	15,1	21,0	21,5	23,3
térêts et revenus divers de placement	7 506	8 115	8 583	9 575	10 564	2 484	2 612	2 652	2 816
Variation en %	17,7	8,1	5,8	11,6	10,3	-0,4	14,8	12,8	14,8
venu net des exploitants agricoles	543	860	924	1 019	1 067	188	112	392	375
Variation en %	-15,0	58,4	7,4	10,3	4,7	22,9	119,6	0,5	-11,8
venu net des entreprises individuelles	4 501	5 331	6 191	7 009	7 743	1 730	1 972	2 086	1 985
Variation en %	22,7	18,4	16,1	13,2	10,5	18,0	12,4	8,9	4,4
venu personnel disponible ('000 000 $)	65 839	71 963	77 857	81 759	87 112	20 142	22 193	22 196	22 578
Variation en %	4,8	9,3	8,2	5,0	5,5	5,6	7,0	6,9	6,6
ux d'épargne (%)	15,1	14,4	12,8	9,9	7,6	8,3	8,2	9,6	4,4
mande globale ('000 000 $)									
oduit intérieur brut	92 274	100 962	109 076	119 439	130 421	30 510	32 430	33 669	33 812
Variation en %	7,0	9,4	8,0	9,5	9,2	8,1	10,0	8,9	9,7
penses personnelles en biens et services									
consommation	55 075	60 717	66 864	72 539	79 223	18 161	20 064	19 746	21 252
Variation en %	10,1	10,2	10,1	8,5	9,2	8,3	9,7	9,4	9,3
penses publiques	23 401	24 898	27 353	27 799	29 596	7 017	7 517	7 540	7 522
Variation en %	5,8	6,4	9,9	1,6	6,5	3,0	8,3	6,8	7,6
rmation brute de capital fixe (entreprises)	13 691	15 694	17 164	19 701	23 209	5 141	6 030	6 034	6 004
Variation en %	7,5	14,6	9,4	14,8	17,8	20,7	19,2	18,7	13,3
leur de la variation matérielle des stocks	-819	1 630	296	443	368	595	-337	251	-141
in-d'oeuvre et emploi									
pulation active ('000)	3 069	3 123	3 181	3 221	3 306	3 205	3 331	3 399	3 290
Variation en %	2,4	1,8	1,9	1,3	2,6	1,4	3,2	3,4	2,5
ux d'activité (%)	60,9	61,5	62,2	62,4	63,5	61,7	64,0	65,2	62,9
ploi ('000)	2 642	2 722	2 804	2 866	2 966	2 823	2 982	3 069	2 988
Variation en %	2,2	3,0	3,0	2,2	3,5	2,4	3,6	4,2	3,7
ux de chômage (%)	13,9	12,8	11,8	11,0	10,3	11,9	10,5	9,7	9,2
x, salaires et revenus									
ice des prix à la consommation à Montréal									
981=100)	117,8	122,6	128,1	134,4	140,4	138,0	139,7	141,0	142,8
ariation en %	5,6	4,2	4,3	4,9	4,5	4,6	4,7	4,4	4,2
aires et traitements ('000 000 $)	47 012,5	50 717,1	54 435,6	58 276,1	63 278,1	14 697,7	16 029,4	16 301,6	16 249,4
ariation en %	3,6	7,9	7,3	7,1	8,6	7,1	9,7	8,7	8,6
unération hebdomadaire moyenne ($)	-	388,57	400,22	410,48	419,56	411,15	418,04	420,97	427,71
ariation en %	-	-	3,0	2,6	2,2	1,1	2,5	2,0	3,1
res indicateurs									
tes au détail ('000 000 $)	25 783,8	29 005,9	31 782,3	34 593,2	38 865,8	7 919,8	10 357,3	9 887,8	10 701,0
ariation en %	9,7	12,5	9,6	8,8	12,4	9,3	13,2	12,4	13,9
es en chantier (n)	40 318	41 901	48 031	60 348	74 179	12 746	24 176	17 928	19 329
ariation en %	71,6	3,9	14,6	25,6	22,9	51,6	23,7	11,9	18,0
ortations ('000 000 $)	14 961,4	17 373,3	18 631,7	19 981,7	20 239,4	4 469,7	4 945,6	5 190,4	5 633,7
ariation en %	3,8	16,0	7,2	7,2	1,2	-1,4	-2,3	6,6	3,0

Données non désaisonnalisées.
Incluant soldes et indemnités militaires.
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

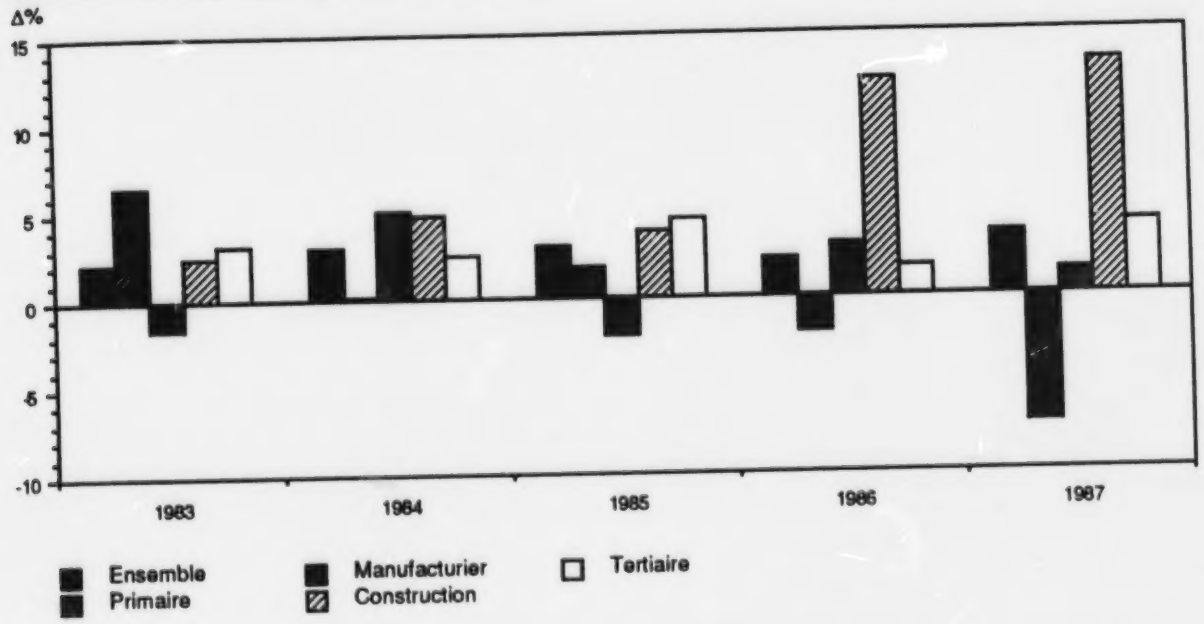
rces: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 1.2
Emploi par secteur, Québec,
1983-1987

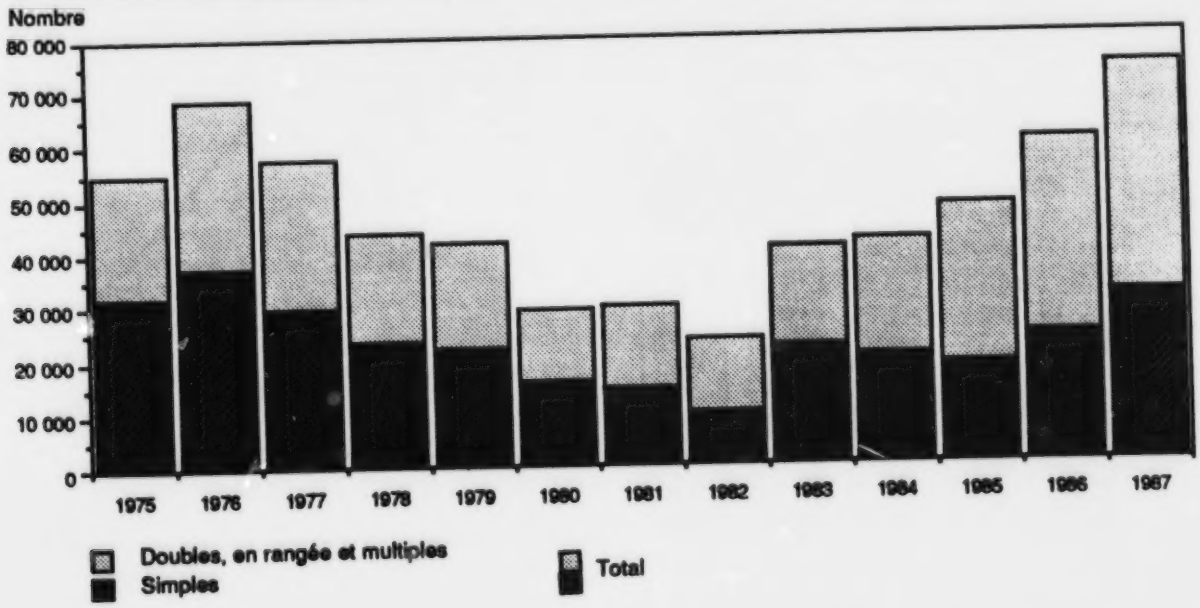
	1983	1984	1985	1986	1987
			'000		
Primaire	**127,5**	**127,7**	**130,1**	**127,4**	**118,1**
Variation en %	**6,5**	**0,2**	**1,8**	**-2,0**	**-7,3**
Agriculture	79,5	76,9	85,1	82,2	76,3
Variation en %	3,6	-3,2	10,5	-3,4	-7,1
Forêts	21,0	21,0	19,0	20,0	19,0
Variation en %	16,7	0,0	-9,5	5,3	-5,0
Pêche et piégeage	2,0	2,0	--	--	--
Mines, carrières et puits de pétrole	25,0	27,0	25,0	23,0	21,0
Variation en %	4,2	8,0	-7,4	-8,0	-8,7
Secondaire	**648,7**	**681,0**	**673,8**	**705,7**	**732,6**
Variation en %	**-0,9**	**5,0**	**-1,0**	**4,7**	**3,8**
Industries manufacturières	532,8	559,6	548,1	564,6	572,8
Variation en %	-1,6	5,0	-2,1	3,0	1,4
Construction	115,9	121,4	125,7	141,1	159,8
Variation en %	2,5	4,7	3,5	12,3	13,3
Tertiaire	**1 866,5**	**1 913,3**	**2 000,6**	**2 032,8**	**2 114,9**
Variation en %	**3,1**	**2,5**	**4,5**	**1,6**	**4,0**
Transports, communications et autres services d'utilité publique	212,2	202,5	221,3	218,2	231,6
Variation en %	-2,8	-4,6	9,1	-1,4	6,1
Commerce	457,1	480,3	491,3	514,9	521,5
Variation en %	3,7	5,1	2,2	4,8	1,3
Finances, assurances et affaires immobilières	142,9	146,5	155,9	155,5	169,2
Variation en %	6,2	2,5	6,5	-0,3	8,8
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	857,8	888,2	937,3	946,5	984,0
Variation en %	3,1	3,5	5,5	1,0	4,0
Administrations publiques et défense	196,6	195,8	194,8	197,8	208,6
Variation en %	6,6	-0,4	-0,4	1,5	5,5
Total	**2 642**	**2 722**	**2 804**	**2 866**	**2 966**
Variation en %	**2,2**	**3,0**	**3,0**	**2,2**	**3,5**

Source: Statistique Canada.

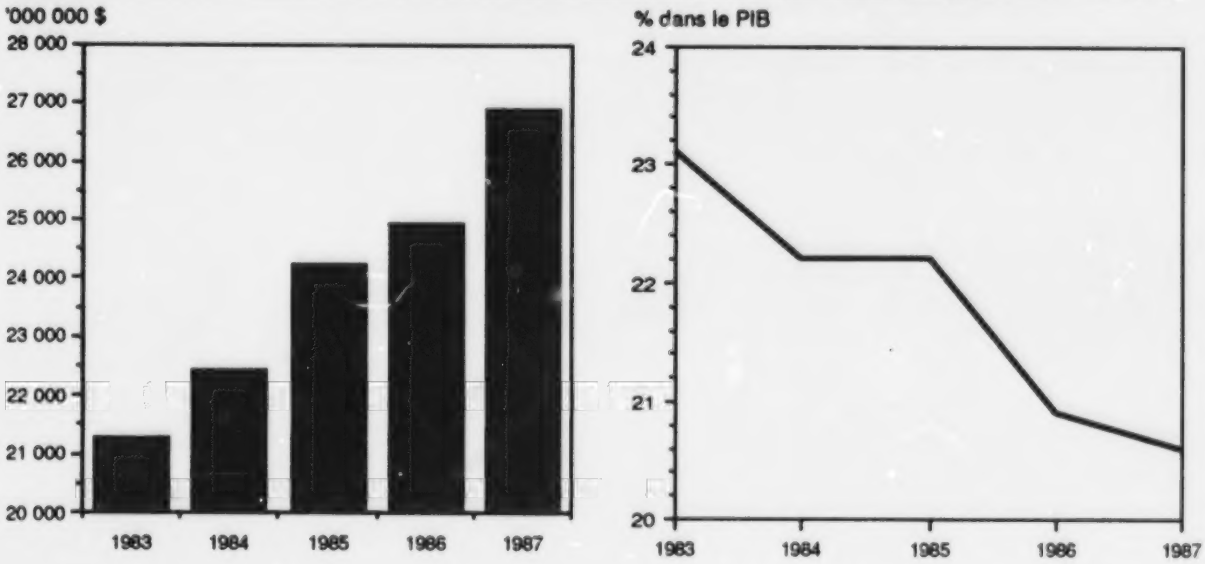
Graphique 1A
Variation annuelle de l'emploi par secteur d'activité, Québec, 1983-1987



Graphique 1B
Évolution des mises en chantier, Québec, 1975-1987



Graphique 1C
Dépenses totales en biens et services des administrations publiques, Québec, 1983-1987



Graphique 1D
Dépenses en formation brute de capital fixe des administrations publiques, Québec, 1983-1987

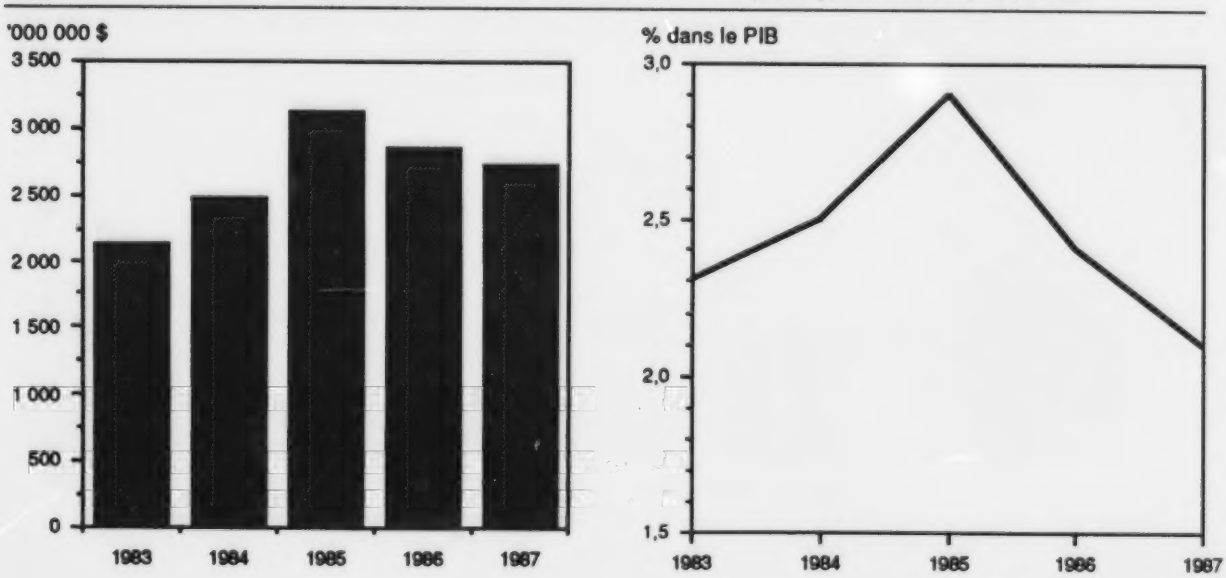
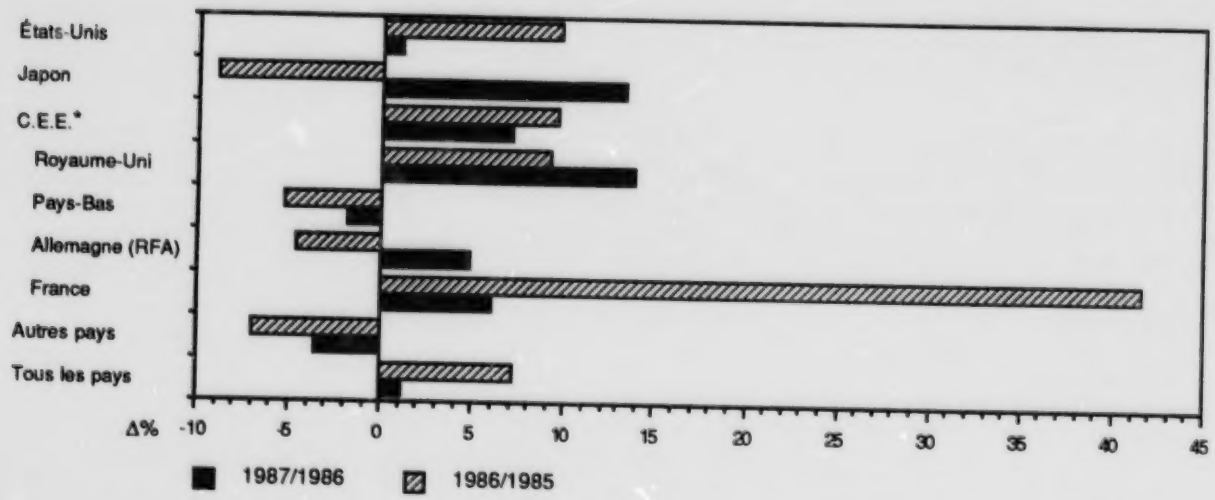


Tableau 1.3
Principaux produits d'exportation internationale, Québec,
1983-1987

Produit	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Papier d'impression	2 120 546	2 540 464	2 674 709	2 935 080	3 050 047
Variation en %	-5,3	19,8	5,3	9,7	3,9
Aluminium et alliages	952 975	1 199 902	1 079 761	1 505 085	1 880 139
Variation en %	48,4	25,9	-10,0	39,4	24,9
Automobiles et châssis	1 352 082	1 388 645	1 954 542	1 914 285	974 615
Variation en %	74,3	2,7	40,8	-2,1	-49,1
Moteurs d'avion et pièces	467 478	626 713	610 905	676 444	808 394
Variation en %	1,3	34,1	-2,5	10,7	19,5
Tubes électroniques et semi-conducteurs	220 988	529 041	623 374	603 003	734 077
Variation en %	59,3	139,4	17,8	-3,3	21,7
Bois d'oeuvre	563 538	642 092	676 963	736 793	701 637
Variation en %	13,6	13,9	5,4	8,8	-4,8
Pâtes de bois et pâtes similaires	268 693	366 912	320 434	400 657	529 358
Variation en %	-11,1	36,6	-12,7	25,0	32,1
Électricité	332 995	392 789	341 107	373 786	441 955
Variation en %	12,6	18,0	-13,2	9,6	18,2
Assemblages, équipement et pièces d'avion	299 973	276 272	333 050	411 476	433 696
Variation en %	14,3	-7,9	20,6	23,5	5,4
Cuivre et alliages	477 291	415 438	343 259	369 114	419 391
Variation en %	30,9	-13,0	-17,4	7,5	13,6
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	332 106	347 716	344 856	407 442	386 909
Variation en %	-18,0	4,7	-0,8	18,1	-5,1
Minerai, concentrés et déchets de fer	496 532	598 782	647 011	625 701	364 968
Variation en %	-8,7	20,6	8,1	-3,3	-41,7
Matériel roulant de chemin de fer	131 795	82 207	152 377	408 946	357 911
Variation en %	-37,2	-37,6	85,4	168,4	-12,5
Matériel commercial de télécommunication	300 620	512 994	484 032	369 243	339 912
Variation en %	38,0	70,6	-5,6	-23,7	-8,0
Machines et matériel de bureau	219 057	237 261	198 179	191 012	283 491
Variation en %	-17,4	8,3	-16,5	-3,6	48,4
Amiante non manufacturé	355 202	358 137	330 886	314 896	265 846
Variation en %	-5,3	0,8	-7,6	-4,8	-15,6
Avions entiers avec moteurs	280 226	250 245	201 109	279 488	250 959
Variation en %	-8,0	-10,7	-19,6	39,0	-10,3
Autres instruments de mesure et de contrôle	121 138	106 500	68 377	194 271	233 399
Variation en %	-7,3	-12,1	-35,8	184,1	20,1
Meubles et accessoires	83 235	130 940	155 100	187 182	233 332
Variation en %	11,9	57,3	18,5	20,7	24,6
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	102 815	157 162	182 798	199 493	223 407
Variation en %	14,4	52,9	16,3	9,1	11,9
Total de tous les produits	**14 961 398**	**17 373 307**	**18 631 687**	**19 981 729**	**20 239 404**
Variation en %	**3,9**	**16,1**	**7,2**	**7,2**	**1,2**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Graphique 1E
Variation annuelle des exportations internationales selon la destination, Québec, 1986 et 1987



* : Le taux de croissance est calculé en excluant l'Espagne et le Portugal qui font partie de la C.E.E. à compter de janvier 1986.

Tableau 1.4
Immobilisations des secteurs privé et public, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $		
Secteur privé	**8 689,5**	**10 543,7**	**13 837,3**	**16 243,6**	**19 210,6**
Variation en %	**10,0**	**21,3**	**31,2**	**17,4**	**18,3**
Entreprises commerciales	5 477,1	6 870,2	8 111,6	9 305,5	10 529,1
Variation en %	-8,8	25,4	18,1	14,7	13,1
Institutions et habitation	3 212,4	3 673,5	5 725,7	6 938,1	8 681,5
Variation en %	69,8	14,4	55,9	21,2	25,1
Secteur public	**5 257,6**	**5 204,1**	**5 402,7**	**4 785,9**	**4 967,9**
Variation en %	**1,1**	**-1,0**	**3,8**	**-11,4**	**3,8**
Entreprises publiques	3 088,7	2 743,3	2 231,6	1 979,1	2 226,6
Variation en %	-7,7	-11,2	-18,7	-11,3	12,5
Institutions publiques	474,1	464,5	575,2	581,4	542,8
Variation en %	27,1	-2,0	23,8	1,1	-6,6
Gouvernements	1 694,8	1 996,3	2 595,9	2 225,4	2 198,5
Variation en %	14,6	17,8	30,0	-14,3	-1,2
Total	**13 947,1**	**15 747,8**	**19 240,0**	**21 029,5**	**24 178,5**
Variation en %	**6,5**	**12,9**	**22,2**	**9,3**	**15,0**

Source: Statistique Canada.

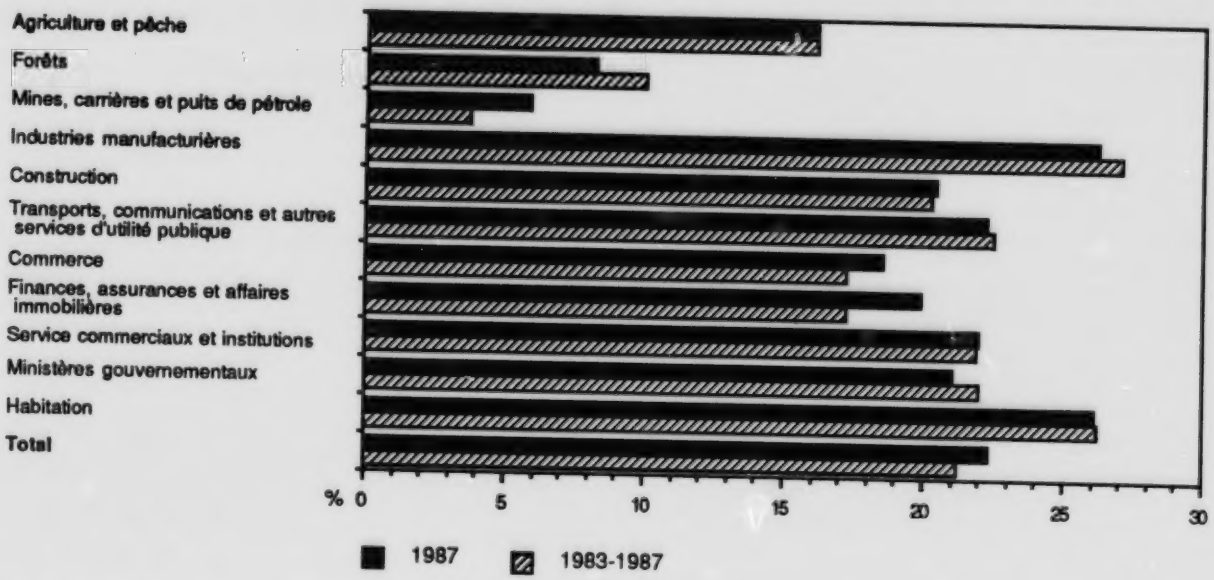
Tableau 1.5
Immobilisations par secteur[1], Québec,
1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $		
Primaire	**907,9**	**1 007,1**	**894,5**	**814,9**	**833,4**
Variation en %	**-14,5**	**10,9**	**-11,2**	**-8,9**	**2,3**
Agriculture et pêche	620,2	669,1	525,5	471,4	421,2
Variation en %	-12,8	7,9	-21,5	-10,3	-10,6
Forêts	19,5	21,2	20,8	21,2	18,8
Variation en %	-17,0	8,7	-1,9	1,9	-11,3
Mines, carrières et puits de pétrole	268,2	316,8	348,2	322,3	393,4
Variation en %	-18,0	18,1	9,9	-7,4	22,1
Secondaire	**2 338,9**	**3 020,2**	**3 639,5**	**4 008,5**	**4 236,3**
Variation en %	**-2,3**	**29,1**	**20,5**	**10,1**	**5,7**
Industries manufacturières	2 087,8	2 751,0	3 394,5	3 713,9	3 914,4
Variation en %	-3,3	31,8	23,4	9,4	5,4
Construction	251,1	269,2	245,0	294,6	321,9
Variation en %	7,3	7,2	-9,0	20,2	9,3
Tertiaire	**7 585,3**	**8 186,9**	**9 142,4**	**9 415,9**	**10 559,8**
Variation en %	**-3,2**	**7,9**	**11,7**	**3,0**	**12,1**
Transports et entreposage	755,9	774,7	612,5	473,9	465,7
Variation en %	-14,7	2,5	-20,9	-22,6	-1,7
Communications	549,4	618,7	682,0	777,9	864,3
Variation en %	-25,4	12,6	10,2	14,1	11,1
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	2 368,1	2 032,6	1 666,8	1 515,5	1 910,0
Variation en %	-11,6	-14,2	-18,0	-9,1	26,0
Commerce	325,7	408,7	415,4	465,3	506,3
Variation en %	14,0	25,5	1,6	12,0	8,8
Finances, assurances et affaires immobilières	536,8	603,2	912,9	1 319,4	1 784,0
Variation en %	-6,2	12,4	51,3	44,5	35,2
Services commerciaux et institutions	1 354,6	1 752,7	2 256,9	2 638,5	2 831,0
Variation en %	13,3	29,4	28,8	16,9	7,3
Administrations publiques et défense	1 694,8	1 996,3	2 595,9	2 225,4	2 198,5
Variation en %	14,6	17,8	30,0	-14,3	-1,2
Habitation	**3 115,0**	**3 533,6**	**5 563,6**	**6 790,2**	**8 549,0**
Variation en %	**72,3**	**13,4**	**57,4**	**22,0**	**25,9**
Total	**13 947,1**	**15 747,8**	**19 240,0**	**21 029,5**	**24 178,5**
Variation en %	**6,5**	**12,9**	**22,2**	**9,3**	**15,0**

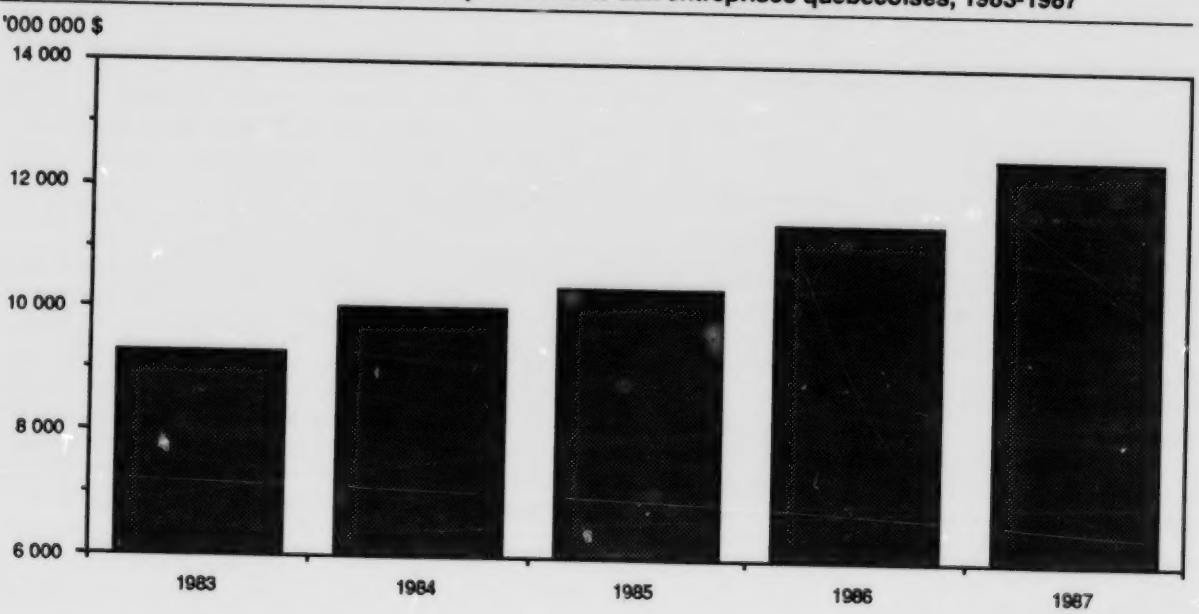
1. Les données de Statistique Canada sur les investissements privés et publics au Canada diffèrent légèrement des données des Comptes économiques en raison de différences conceptuelles. Dans le domaine de l'habitation en particulier, les Comptes économiques tiennent compte des commissions payées aux courtiers.

Source: Statistique Canada.

Graphique 1F
Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par secteur d'activité, 1983-1987



Graphique 1G
Évolution de l'encours des prêts de banques à charte aux entreprises québécoises, 1983-1987



ableau 1.6
inancement des entreprises privées, Canada,
983-1987

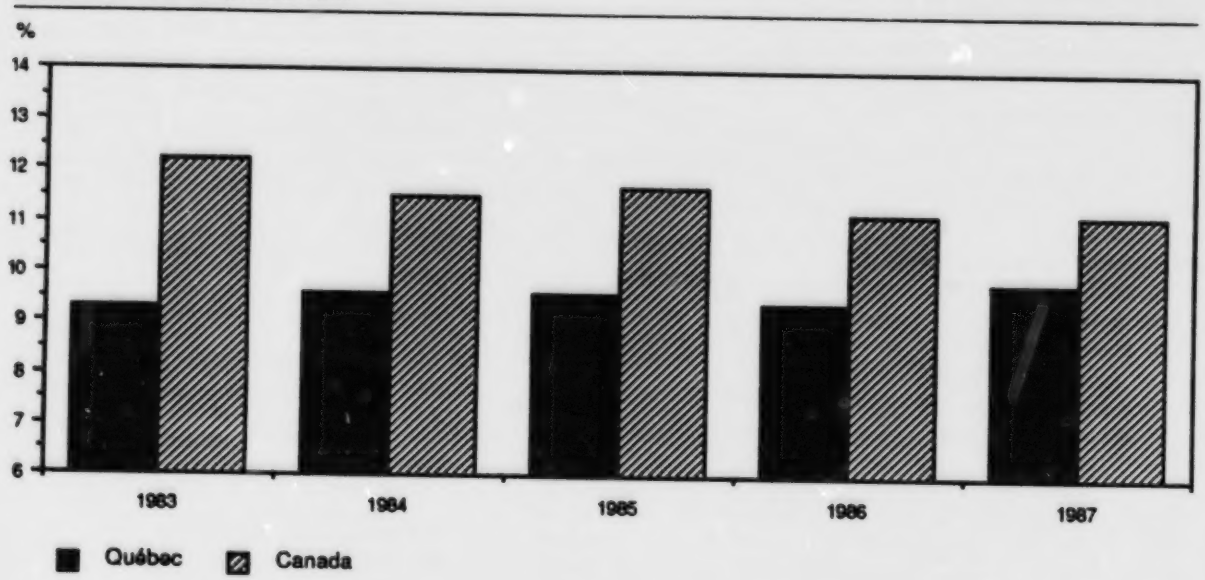
	1983	1984	1985	1986	1987
cquisition de capital non financier (000 000 $)	30 032	39 525	44 374	47 269	52 023
Variation en %	21,7	31,6	12,3	6,5	10,1
pargne brute[1] (000 000 $)	31 064	38 319	41 174	39 450	48 783
Variation en %	65,7	23,4	7,5	-4,2	23,7
oefficient d'autofinancement[2]	1,03	0,97	0,93	0,83	0,94
art du financement par actions dans le financement externe à long terme[3]	0,39	0,60	0,53	0,56	0,65
art du financement à court terme dans le financement total	0,57	0,56	0,56	0,55	0,53
aiements d'intérêt par rapport aux bénéfices avant impôts	0,59	0,51	0,47	0,60	0,44
oefficient d'endettement[4]	1,64	1,59	1,52	1,50	1,47
Disponibilités-stocks)/exigibilités	0,76	0,80	0,83	0,85	0,86

. Bénéfices non répartis et provisions pour consommation de capital.
. Rapport entre l'épargne brute et l'acquisition de capital non financier.
. Le financement à long terme comprend les émissions nettes d'actions et d'obligations.
. Rapport entre le passif total et l'avoir total des actionnaires.

ources: Statistique Canada.
Banque du Canada.

Graphique 1H

Part de la formation brute de capital fixe des entreprises* dans l'affectation du produit intérieur brut, Québec et Canada, 1983-1987



* : Excluant la construction résidentielle.

Graphique 1I

Évolution du passif des faillites commerciales par secteur, Québec, 1986 et 1987

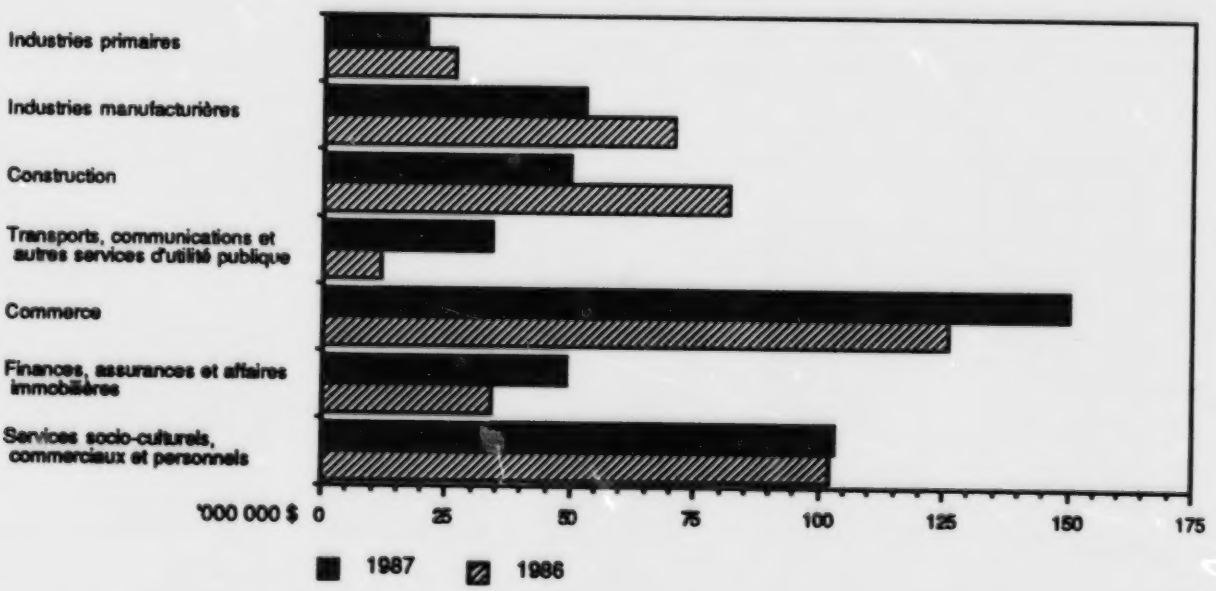
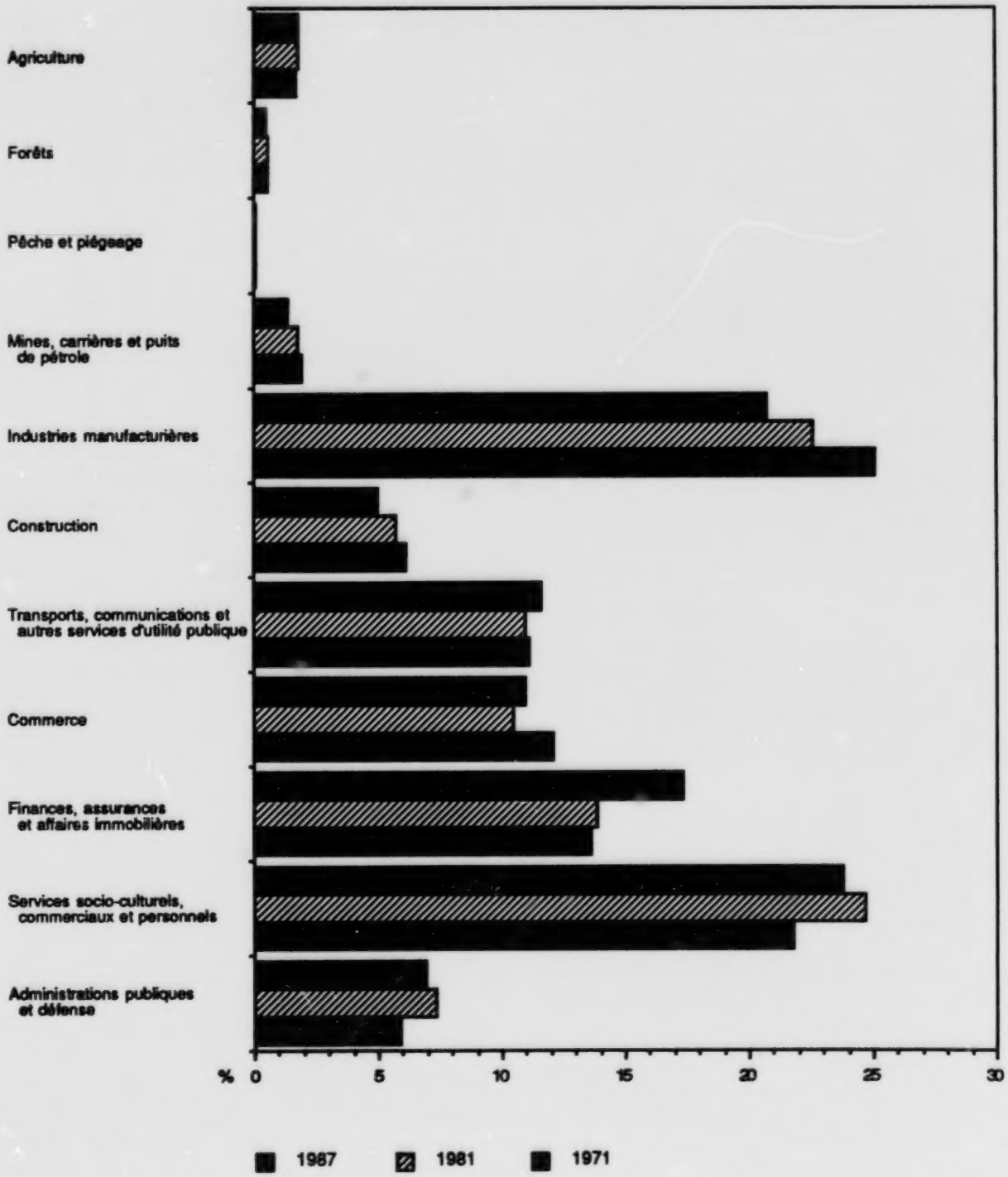


Tableau 1.7
PIB au coût des facteurs par secteur, Québec,
1983-1987

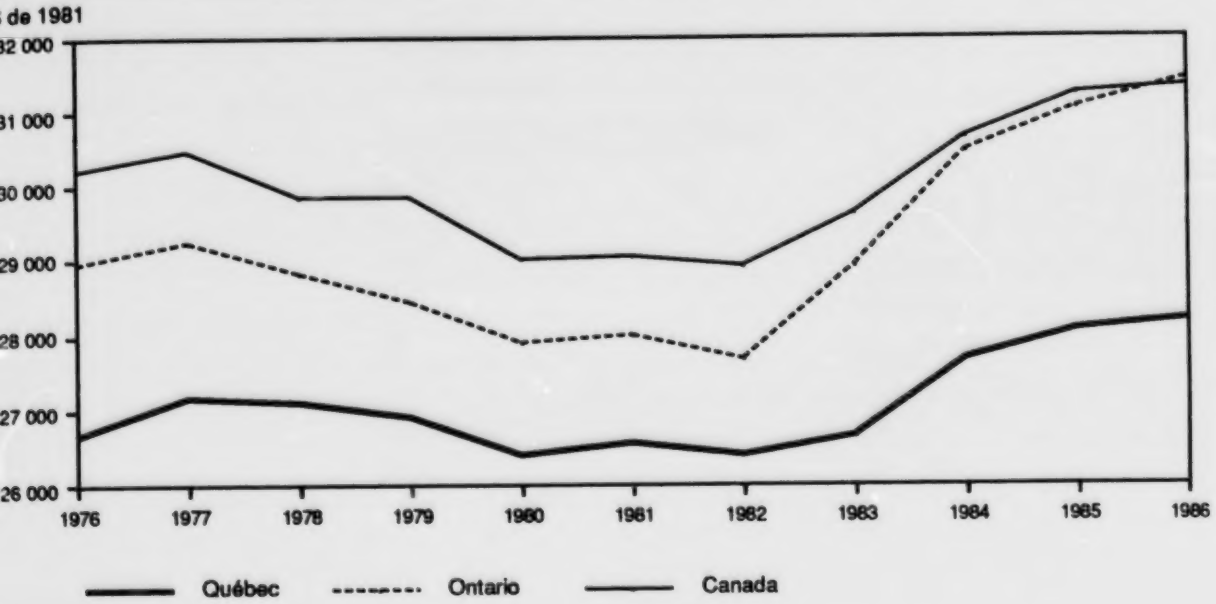
	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $		
Primaire	**2 997**	**3 423**	**3 659**	**3 826**	**4 225**
Variation en %	**-11,1**	**14,2**	**6,9**	**4,6**	**10,4**
Agriculture	1 400	1 744	1 822	1 938	2 079
Variation en %	-7,4	24,6	4,5	6,4	7,3
Forêts	461	514	473	485	528
Variation en %	-0,2	11,5	-8,0	2,5	8,9
Pêche et piégeage	48	48	52	61	72
Variation en %	-11,1	0,0	8,3	17,3	18,0
Mines, carrières et puits de pétrole	1 088	1 117	1 312	1 342	1 546
Variation en %	-19,0	2,7	17,5	2,3	15,2
Secondaire	**20 229**	**22 623**	**24 355**	**26 620**	**29 417**
Variation en %	**8,0**	**11,8**	**7,7**	**9,3**	**10,5**
Industries manufacturières	16 206	18 438	19 588	21 423	23 683
Variation en %	10,8	13,8	6,2	9,4	10,5
Construction	4 023	4 185	4 767	5 197	5 734
Variation en %	-2,1	4,0	13,9	9,0	10,3
Tertiaire	**58 694**	**63 936**	**68 887**	**74 396**	**80 585**
Variation en %	**7,8**	**8,9**	**7,7**	**8,0**	**8,3**
Transports	4 089	4 543	4 712	4 948	5 280
Variation en %	6,2	11,1	3,7	5,0	6,7
Entreposage	141	151	157	163	177
Variation en %	5,2	7,1	4,0	3,8	8,6
Communications	2 789	3 126	3 134	3 305	3 539
Variation en %	6,0	12,1	0,3	5,5	7,1
Électricité, gaz et eau	3 162	3 004	3 370	3 948	4 284
Variation en %	12,6	-5,0	12,2	17,2	8,5
Transports, communications et autres services d'utilité publique	10 181	10 824	11 373	12 364	13 280
Variation en %	8,0	6,3	5,1	8,7	7,4
Commerce de gros	3 548	3 926	4 189	4 771	5 224
Variation en %	-1,1	10,7	6,7	13,9	9,5
Commerce de détail	5 185	5 786	6 392	6 911	7 264
Variation en %	8,3	11,6	10,5	8,1	5,1
Finances, assurances et affaires immobilières	13 097	14 505	15 818	17 620	19 773
Variation en %	17,5	10,8	9,1	11,4	12,2
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	20 295	22 012	23 946	25 239	27 139
Variation en %	4,3	8,5	8,8	5,4	7,5
Administrations publiques et défense	6 388	6 883	7 169	7 491	7 905
Variation en %	5,9	7,7	4,2	4,5	5,5
Total	**81 920**	**89 982**	**96 901**	**104 842**	**114 227**
Variation en %	**7,0**	**9,8**	**7,7**	**8,2**	**9,0**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Édition 1988.

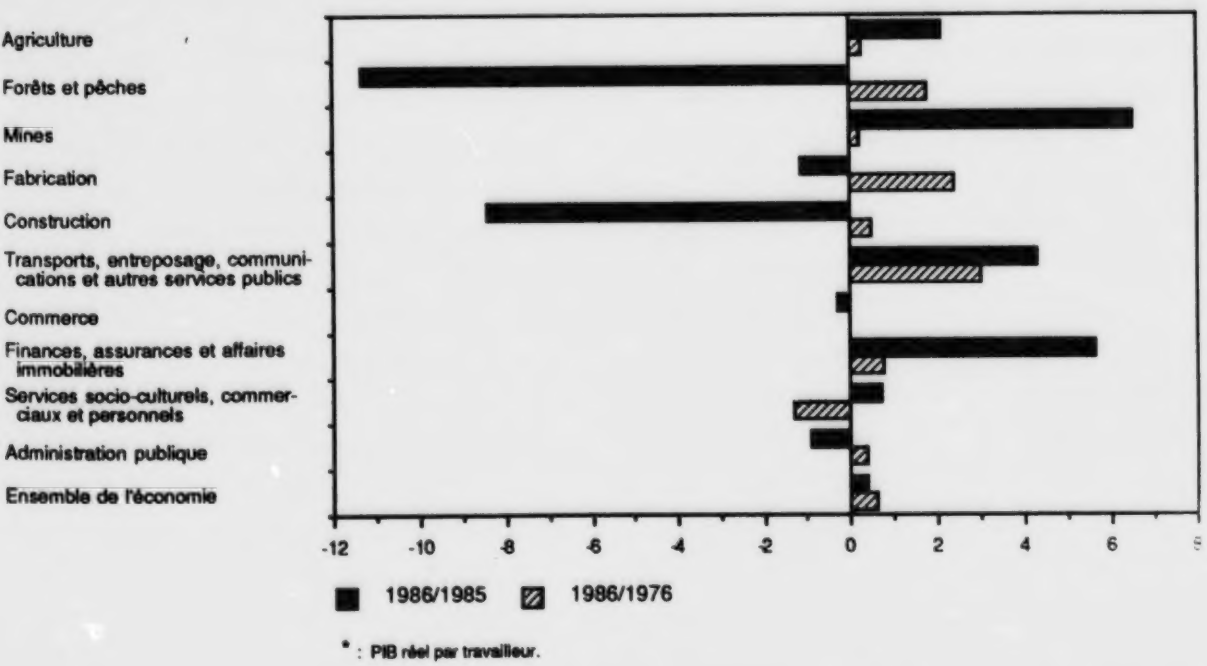
Graphique 1J
Répartition du produit intérieur brut par industrie, Québec,1971, 1981 et 1987



Graphique 1K
Productivité du travail, Québec, Ontario et Canada, 1976-1986



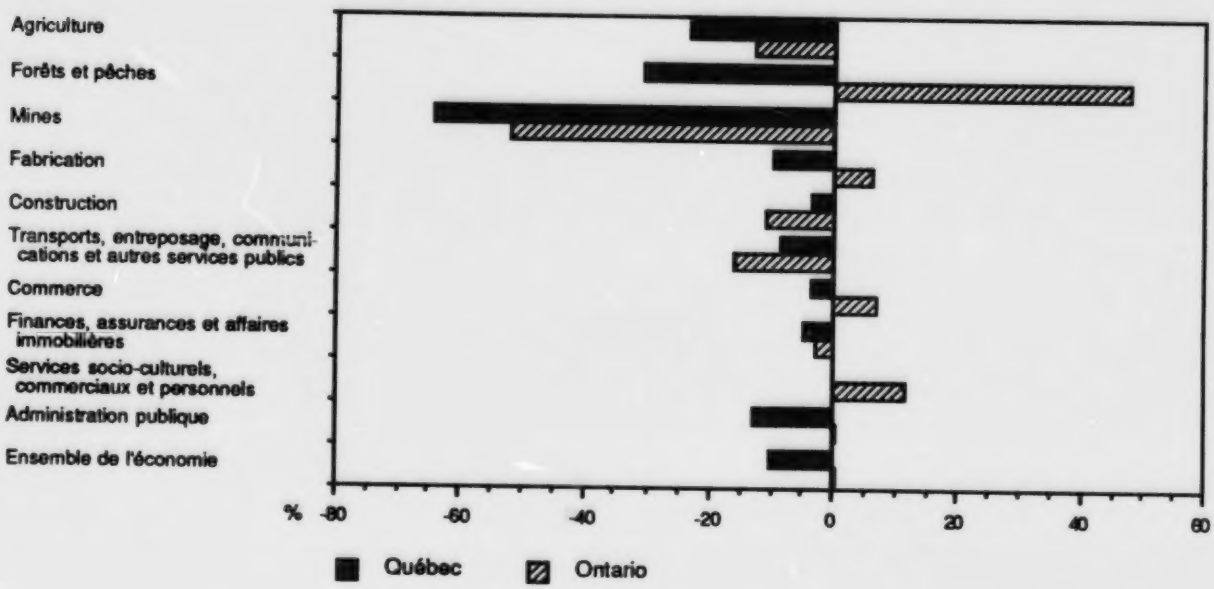
Graphique 1L
Taux de croissance annuel moyen de la productivité* par secteur d'activité, Québec, 1976-1986



* : PIB réel par travailleur.

Graphique 1M

Écart de productivité* du Québec et de l'Ontario par rapport au Canada, par secteur d'activité, 1986



* : PIB réel par travailleur.

L'ENSEMBLE DES SECTEURS

Au Québec, le secteur primaire compte pour 3,7% de l'activité économique mesurée selon le produit intérieur brut au coût des facteurs. En 1987, le rythme de progression de ce secteur surpasse celui de l'ensemble de l'économie, soit respectivement 10,4% et 9,0%. Au cours de cette période on observe une augmentation de la valeur de la production dans la majorité des sous-secteurs du secteur primaire.

Au niveau de l'agriculture, les bons résultats enregistrés dans le domaine des cultures permettent un accroissement de 0,6% de la valeur des recettes monétaires agricoles. L'industrie de la pêche et du piégeage, quant à elle, voit la valeur de sa production enregistrer une hausse de 40,5% en 1987; dans le cas de la pêche maritime, cette hausse est favorisée par une augmentation des prix et du volume des prises. L'exploitation forestière connaît des résultats plus modestes, les exportations de bois d'oeuvre vers les États-Unis étant touchées par l'imposition d'une taxe à l'exportation, et les usines québécoises de pâtes et papiers faisant de plus en plus appel aux arrivages de déchets de bois au lieu de bois à pâtes. Dans le secteur minier, outre la poussée des dépenses d'exploration, l'année 1987 est caractérisée par la hausse du prix de vente de plusieurs minéraux, ce qui permet une augmentation appréciable de 21,6% de la valeur de la production minérale. En ce qui a trait au secteur de l'énergie électrique, la production totale d'électricité augmente de 5,9% et les exportations vers les États-Unis de 29,4%. Au niveau de l'industrie de la construction, le produit intérieur brut aux coûts des facteurs progresse pour une quatrième année consécutive en 1987 (10,3%). La valeur globale des travaux de construction de même que la valeur des permis de bâtir augmentent respectivement de 16,4% et de 33,9%, alors que le nombre de mises en chantier de logements s'accroît de 22,9%.

En ce qui concerne l'emploi dans le secteur primaire, on note que son importance relative dans l'ensemble de l'économie continue de décroître en 1987. Ainsi, l'emploi dans ce secteur ne représente que 4,0% de l'emploi total en 1987, comparativement à 4,6% en 1985 et 4,8% en 1983. Plus particulièrement depuis deux ans, alors qu'on constate une croissance de l'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire, le primaire connaît des baisses de l'ordre de 2,0% en 1986 et de 7,3% en 1987. Du côté des immobilisations, en hausse de 2,3% en 1987, la part du primaire dans l'ensemble des dépenses en immobilisations se chiffre à 3,4% cette année, par rapport à 3,9% en 1986, 6,4% en 1984 et 8,1% en 1982. (Voir tableaux 1.2 et 1.5)

L'ÉVOLUTION SECTORIELLE

L'agriculture

La valeur nette des recettes monétaires agricoles[1] s'accroît de 1,6% en 1987 et s'élève à 988,5 millions de dollars. Contrairement à ce qui s'était produit en 1986, les cultures affichent une croissance supérieure en termes relatifs à celle des activités reliées au bétail et aux produits animaux en 1987.

Du côté des cultures, si les tensions internationales maintiennent les prix des céréales à la baisse, la faible récolte de pommes de terre en 1986, due aux mauvaises conditions climatiques, favorise une hausse appréciable de leur prix en 1987. Ainsi, la valeur totale des recettes monétaires provenant des cultures affiche un redressement en 1987, augmentant de 6,8% après avoir connu une diminution de 11,6% en 1986. Toutefois, cette hausse s'avère insuffisante pour ramener la valeur de ces recettes, (525,2 millions de dollars), au niveau de 1985 (556,4 millions de dollars). Quant au bétail et aux produits animaux, la croissance des recettes est plus modeste en 1987 (1,2% contre 7,4% en 1986) en raison notamment de la baisse de prix du porc. La valeur de ces recettes s'établit à 2 403,6 millions de dollars en 1987. (Voir tableaux 2.1, 2.2 et graphique 2A)

Parmi les principales cultures enregistrant une hausse de leurs recettes en 1987, notons les fruits (25,5%), les pommes de terre (22,1%), le tabac (19,4%), les légumes (12,4%) et la floriculture et les pépinières (11,9%). Par contre, on note des diminutions dans le cas de l'avoine (-29,7%), du maïs (-23,9%), du blé (-19,7%) et de l'orge (-14,7%). En ce qui a trait au bétail et aux produits animaux, on observe des augmentations de la valeur des recettes dans le cas du boeuf et du veau (6,5%), des produits laitiers (2,5%), des oeufs (1,3%) et de la volaille (1,2%). Le mouton et l'agneau (-17,4%) ainsi que le porc (-3,2%) enregistrent pour leur part une diminution en 1987. Les produits forestiers et de l'érable connaissent quant à eux une diminution de 10,2% en 1987; dans le cas des produits de l'érable, la baisse des recettes s'explique tant par une diminution du volume de production que par une baisse de la qualité. (Voir tableau 2.2)

On observe un ralentissement des exportations internationales du Québec en ce qui concerne les principaux produits reliés à l'agriculture. Dans le cas des viandes fraîches, réfrigérées et congelées, la valeur des exportations s'établit à 386,9 millions de dollars en 1987, soit 5,1% de moins qu'en 1986. Dans le cas des produits laitiers, la baisse atteint 29,5%, alors que la valeur des exportations se situe à 104,2 millions de dollars.

Par ailleurs, les dépenses d'exploitation des producteurs agricoles enregistrent une faible diminution de 0,1% en 1987. Les dépenses reliées aux loyers (-3,8%) et aux paiements des intérêts sur la dette (-4,0%) connaissent des baisses,

1. La valeur nette des recettes monétaires agricoles s'obtient en soustrayant les dépenses d'exploitation et d'amortissement des recettes monétaires agricoles.

alors que les dépenses associées à la consommation intermédiaire affichent une faible hausse de 0,1%. Néanmoins, on note parmi ces dernières des réductions au chapitre de l'entretien de la machinerie (-1,9%), de l'alimentation du bétail (-1,6%) et des autres dépenses pour le bétail (-3,3%). Par contre, les dépenses reliées aux cultures (engrais et chaux, 2,3% et les autres dépenses pour les cultures, 4,8%) affichent une augmentation.

Selon l'enquête de Statistique Canada sur la population active, le nombre de personnes occupées dans le secteur de l'agriculture passe de 82 000 en 1986 à 76 000 en 1987.

Le mouvement à la baisse des immobilisations du secteur de l'agriculture, amorcé en 1985, se poursuit en 1987. Les dépenses à ce chapitre totalisent 440,2 millions de dollars en 1987, en baisse de 6,5%; cette diminution succède à celles de 9,0% et 21,9% en 1986 et 1985. Toutefois, on observe en 1987 une hausse de 8,6% des immobilisations en construction.

L'exploitation forestière

L'industrie du bois et celle du papier et des produits connexes - les principaux débouchés de l'exploitation forestière - connaissent toutes deux une bonne croissance de la valeur de leurs expéditions en 1987, soit 15,6% et 13,2% respectivement. Toutefois, la consommation et les réceptions de bois à pâte des usines québécoises n'affichent pas de croissance notable en 1987. Il faut noter que si la valeur des expéditions de l'industrie du papier et des produits connexes enregistre une augmentation importante en 1987, on observe parallèlement une hausse presque aussi importante de son indice des prix de vente, soit 9,4% en 1987; ainsi, en termes réels, le volume des expéditions de cette industrie ne s'accroît que de 3,5%. La consommation de bois à pâte et de déchets de bois des usines, qui s'élève à 27,9 millions de mètres cubes, enregistre quant à elle une modeste hausse de 0,3% en 1987. De plus, les arrivages de déchets de bois aux usines occupent une part de plus en plus grande, leur volume atteignant 16,7 millions de mètres cubes en 1987 comparativement à 14,7 millions en 1986. Ainsi, malgré le fait que leurs stocks de matières premières à la fin de 1987 s'avèrent sensiblement au même niveau qu'à la fin de 1986 (soit 8,2 millions de mètres cubes), les usines enregistrent une diminution de leurs réceptions de bois à pâte, qui passent de 13,1 millions de mètres cubes en 1986 à 12,7 millions en 1987.

En ce qui a trait au marché du travail, les données de l'enquête sur la population active de Statistique Canada indiquent que l'emploi, passant de 20 000 en 1986 à 19 000 en 1987, connaît une légère diminution de 5,0% dans le secteur de la forêt. Par ailleurs, le nombre de salariés dans ce secteur s'établit à 13 800 en 1987, soit 13,3% de plus qu'en 1986. La rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 8,2%, et s'élève à 535,96 $ en 1987, après avoir connu une augmentation de 5,2% en 1986. (Voir tableau 2.4)

Par ailleurs, le conflit opposant le Canada et les États-Unis au sujet du bois d'oeuvre s'est soldé par l'imposition d'une taxe de 15% à l'exportation. La valeur des exportations québécoises de bois d'oeuvre vers les États-Unis enregistre un recul en 1987 (-15,0%) qui est partiellement compensé par des augmentations des exportations vers les principaux pays d'Europe, favorisées par la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis les devises européennes. Malgré tout, la valeur totale des exportations de bois d'oeuvre accuse une baisse de 4,8% en 1987.

La valeur des dépenses en immobilisations dans le domaine de l'exploitation forestière diminue de 11,3% en 1987, après s'être accrue de 1,9% en 1986. Cette valeur s'établit à 18,8 millions comparativement à 21,2 millions de dollars l'année précédente. La valeur des immobilisations en machinerie et équipement s'accroît de 18,9% et s'élève à 13,2 millions de dollars, alors qu'elle diminue de 44,6% dans le cas des immobilisations en construction, pour s'établir à 5,6 millions de dollars en 1987.

La pêche et le piégeage

L'industrie de la pêche et du piégeage continue de connaître un rythme de croissance important en 1987. En effet, la valeur de la production de cette industrie s'accroît de 40,5% en 1987 et dépasse la centaine de millions de dollars, celle-ci atteignant 133,2 millions. Cette augmentation s'inscrit dans l'important mouvement à la hausse observé en 1985 (21,4%) et 1986 (25,0%). Du côté de la pêche maritime, une hausse des prix et, pour la plupart des principales espèces, une augmentation du volume des prises entraînent une croissance de la valeur de la production. Ainsi, la valeur des prises au débarquement s'accroît de 42,3% pour atteindre 122,2 millions de dollars en 1987. En trois ans, cette valeur a plus que doublé, alors qu'elle ne s'établissait qu'à 56,1 millions de dollars en 1984. (Voir tableaux 2.5 et 2.6)

La valeur de la production du crabe des neiges, qui représente plus du quart de la valeur de l'ensemble des pêches maritimes, atteint 32,1 millions de dollars en 1987, ce qui constitue une augmentation de 23,0% en regard de 1986. Cette augmentation provient de la hausse de 79,4% du prix de vente moyen, puisque le volume des prises enregistre un recul de 31,4% dans le cas de cette espèce. Quant aux autres principaux mollusques et crustacés, la valeur de leur production s'accroît en 1987 de 92,0% pour les pétoncles, de 59,4% pour les crevettes et de 33,8% pour le homard. Cette augmentation de 59,4% de la valeur de la production de crevettes (18,3 millions) permet à celles-ci de se hisser au deuxième rang des mollusques et crustacés, devant le homard (18,2 millions). Toutefois, le volume des captures s'accroît de 17,2% dans le cas du homard et de 14,3% dans le cas de la crevette; cependant, le prix moyen de la crevette s'accroît de 39,4% et celui du homard de 14,1%.

En ce qui a trait aux pétoncles, la hausse de la valeur de la production provient d'une

augmentation de 66,9% du volume des prises associée à une hausse de 15,0% du prix moyen. La valeur de la production de pétoncles ne semble pas être affectée outre mesure par l'interdit qui a momentanément frappé la distribution commerciale des mollusques de l'est du Canada à la fin de 1987. Grâce à une hausse de 35,7%, la valeur de la production de l'ensemble des mollusques et crustacés atteint 72,7 millions de dollars en 1987.

Du côté des poissons de fonds, la valeur des prises, qui s'élève à 46,5 millions de dollars en 1987, enregistre une augmentation de 65,5% en regard de 1986. La valeur des captures de morue, l'espèce la plus importante chez les poissons de fonds, vient au second rang de toutes les espèces, derrière le crabe des neiges et devant les crevettes; cette valeur, qui s'établit à 23,0 millions de dollars en 1987, enregistre une croissance de 34,2% en regard de 1986. En dépit d'une baisse de 10,9% du volume des prises, on observe une hausse de la valeur de la production de la morue à la suite de l'augmentation de 50,5% de son prix moyen. Des augmentations de 70,3% du volume et de 62,3% du prix moyen conduisent à une augmentation de 176,4% de la valeur des captures de flétans du Groenland, qui atteint ainsi 13,8 millions de dollars en 1987.

L'industrie du piégeage connaît une croissance importante en 1987, alors que la valeur des peaux produites s'accroît de 23,6% en regard de 1986. Une forte proportion de cette croissance s'explique par la hausse de 126,3% de la valeur des peaux de martre, dont le prix moyen double ou presque en 1987 (hausse de 91,2%). On note également une augmentation de la valeur de la production en 1987 dans le cas du raton laveur (16,3%), du rat musqué (9,5%) et du castor (5,2%). Par contre, le lynx du Canada (-41,1%) et le renard (-27,2%) enregistrent des diminutions importantes à ce chapitre, en raison à la fois d'une baisse de prix (-26,4% et -21,8% respectivement) et d'une baisse du nombre de peaux produites (-20,0% et -6,9% respectivement).

Il n'existe pas de données précises sur le nombre de personnes occupant un emploi dans l'industrie de la pêche et du piégeage au Québec. Néanmoins, Pêches et Océans Canada évalue le nombre de pêcheurs à partir des permis émis pour la pêche maritime; ce nombre s'établissait à 6 237 en 1986 au Québec comparativement à 6 695 en 1985.

Finalement, selon l'enquête sur les investissements privés et publics, la valeur des dépenses en immobilisations de l'industrie de la pêche et du piégeage s'accroît de 15,0% pour atteindre 9,2 millions de dollars en 1987. Les hausses des prix des produits finis et des prix au débarquement favorisent le renouvellement de la flotte de pêche, alors que le développement de l'aquaculture se poursuit.

L'exploitation minière

Le secteur minier connaît une croissance particulièrement forte en 1987. En effet, la valeur de la production de l'industrie minière québécoise augmente de 21,6% pour atteindre 2 665,6 millions de dollars, éclipsant ainsi le sommet de 2 470,1 millions de dollars de 1980[2].

Cette situation résulte d'une conjoncture internationale favorable et de la bonne santé des économies canadienne et québécoise. Les importants investissements dans le secteur de l'exploration et la hausse marquée du prix de vente moyen de plusieurs minéraux constituent les événements marquants de l'année 1987. (Voir graphiques 2B et 2C)

La baisse du dollar américain, reliée aux problèmes des déficits commercial et budgétaire des États-Unis, ainsi que les tensions internationales contribuent à maintenir un climat d'incertitude sur les marchés mondiaux, ce qui favorise l'augmentation du prix de l'or. À la bourse des métaux de Londres le prix annuel moyen de l'once d'or est passé de 368 $US en 1986 à 446 $US en 1987, soit une hausse de 21%. Cette hausse du prix mondial de l'or a des répercussions sur les producteurs d'or du Québec qui voient leur prix de vente moyen s'accroître de 15,9% et leur volume de production augmenter de 7,8%. Conséquemment, la valeur de la production enregistre une forte hausse de 24,0% et s'élève au niveau record de 576,7 millions de dollars. Seule ombre au tableau, le krach du 19 octobre fait chuter le cours des titres des minières juniors de 30% en moyenne et ceux des minières séniors de 20%. À la fin de l'année 1987, ces titres, sauf exception, n'ont pas récupéré les pertes subies en octobre. (Voir tableaux 2.7, 2.8, 2.9)

Toujours dans le secteur des métaux précieux, les producteurs d'argent connaissent une excellente année grâce à l'augmentation de 28% du prix mondial de l'argent. Ainsi, le volume d'argent produit au Québec double presque, avec une croissance de 96,8%, et le prix de vente moyen enregistre une hausse de 22,3%, ce qui permet un accroissement de 141,0% de la valeur de la production.

En ce qui a trait au zinc, le volume de production en 1987 s'élève à 82 650 tonnes, soit le niveau de production le plus important depuis 1978. En regard de l'année 1986, on note une augmentation de 123,0% de la quantité produite. Cette forte variation s'explique d'une part, par

---

2. Le ministère de l'Énergie et des Ressources, d'où proviennent les statistiques sur la production minière au Québec, définit la production comme synonyme de "quantité vendue, expédiée ou utilisée", ce qui ne correspond pas nécessairement à la quantité produite au cours de l'année. De plus, la définition de la production minière comprend des produits habituellement considérés comme des produits du secteur manufacturier: les scories de titane, la chaux, le fer de refonte, le soufre, le ciment, les briques et les autres produits d'argile.

une faible production en 1986 à la suite de la fermeture de deux mines et, d'autre part, par une hausse de production en 1987 attribuable à l'ouverture d'une nouvelle mine à la fin de l'année 1986. L'augmentation du volume, associée à une hausse du prix de vente moyen de 4,1%, entraîne par conséquent un accroissement de 133,4% de la valeur de la production qui atteint ainsi 105,3 millions de dollars.

Malgré le fait que la production mondiale d'acier ne progresse que d'un peu plus de 2,0%, le volume de minerai de fer produit au Québec, en hausse de 15,4%, atteint son plus haut niveau depuis 1981 soit 15,6 millions de tonnes. Compte tenu qu'il n'y a qu'une seule entreprise productrice au Québec, la valeur de la production demeure confidentielle.

Le marché mondial du cuivre se caractérise par une demande excédentaire qui provoque une baisse des stocks et une pression à la hausse sur les prix. Au Québec, le prix de vente moyen augmente de 17,6% alors que la valeur de la production s'accroît de 14,2%; on observe une baisse de 3,0% de la quantité produite à la suite de la fermeture, pour cause d'incendie, de Mines Gaspé à Murdochville[3].

À le suite de la fermeture de trois sites d'extraction en 1985 et 1986, le secteur de l'amiante connaît, pour une huitième année d'affilée, une baisse de sa production; le volume des expéditions chute ainsi de 5,7% en 1987, après des baisses de 12,2% en 1986, de 10,8% en 1985 et de 7,2% en 1984. De plus, le prix moyen des expéditions d'amiante étant presque stable, 326 $ en 1987 contre 329 $ la tonne en 1986, la valeur de la production diminue de 6,5% cette année, après des baisses de 20,4% en 1986 et de 19,7% en 1985. À la suite de la décroissance des dernières années, la part du Québec dans la production canadienne d'amiante passe de 82,0% en 1985 et en 1986 à 76,0% en 1987.

Finalement, la valeur de la production des matériaux de construction augmente globalement de 15,5% en 1987, avec des hausses de 19,5% pour le ciment et de 16,2% pour la pierre. Cette croissance est en grande partie attribuable à la forte activité qui caractérise l'industrie de la construction.

En ce qui concerne les dépenses en immobilisations du secteur minier, elles suivent sensiblement le rythme de croissance de la valeur totale de la production en augmentant de 22,1% et en totalisant 393,4 millions de dollars. Par ailleurs, les dépenses d'exploration font un bond de 69,0% en 1987, après une hausse de 65,9% en 1986, pour atteindre 466,9 millions de dollars, ce qui représente 44,0% du total des investissements, comparativement à 35,7% en 1986 et 23,9% en 1985.

---

3. La chute de la production de cuivre est plus marquée que semble l'indiquer la variation de -3,0% puisque une certaine quantité de cuivre, extraite en 1986 mais traitée en 1987, figure dans les données de 1987, ce qui atténue l'ampleur réelle de la baisse de production.

Deux phénomènes expliquent ces excellents résultats: d'une part, la hausse des prix des métaux - en particulier de l'or - et, d'autre part, le succès que connaissent les mécanismes de financement à l'aide d'abris fiscaux. De plus, la crainte de perdre ces avantages, après la réforme fiscale du gouvernement fédéral, incite les compagnies d'exploration à devancer leur financement public et par conséquent leurs dépenses d'exploration.

Les résultats positifs qu'affiche le secteur minier en 1987 ne se reflètent toutefois pas sur le marché du travail. L'incendie qui a provoqué la fermeture de Mines Gaspé à Murdochville (400 emplois) ainsi que les répercussions de la faible activité minière de 1986 affectent l'emploi en 1987. Selon l'enquête sur la population active, le nombre de personnes occupées dans l'industrie minière passe de 23 000 en 1986 à 21 000 en 1987, soit une diminution de 8,7%. Par contre, après une baisse moyenne de 13,0% de l'emploi au cours des trois premiers trimestres, une hausse de 4,5% est observée au dernier trimestre. Cet état de choses affecte la rémunération où l'on constate une faible progression (0,6%) de la rémunération hebdomadaire moyenne, qui s'élève à 603,49 $ en 1987; celle-ci demeure toutefois la plus élevée parmi l'ensemble des secteurs d'activité.

La production d'énergie électrique

La production d'énergie électrique peut être considérée comme une activité primaire. Cependant, au Québec cette production est réalisée presque entièrement par Hydro-Québec, dont l'activité est classée comme service d'utilité publique en raison de sa fonction de distribution d'électricité. Il en résulte que les revenus provenant de la production d'électricité sont inclus dans le produit intérieur brut de l'industrie tertiaire de l'électricité, du gaz et de l'eau.

Selon les données préliminaires du bilan énergétique du ministère de l'Énergie et des Ressources, la consommation énergétique du Québec pour l'année 1987 (énergies non conventionnelles exclues) s'accroît de 1,5% pour atteindre 30,3 millions de TEP[4]. Alors que la consommation de pétrole diminue de 1,8%, celle de l'électricité est en hausse de 5,4% ce qui fait passé sa part dans le bilan énergétique global de 40,2% en 1986 à 41,7% en 1987; la part du pétrole diminue de 43,6% à 42,2%, celle du gaz naturel baisse faiblement de 14,9% à 14,7% et finalement celle du charbon augmente de 1,3% à 1,4%.

Avec un taux de croissance de 5,9% en 1987 - le plus faible depuis 1983 - la production d'électricité[5], qui atteint 157,0 milliards de kWh, s'accroît relativement au même rythme que la consommation (5,4%). En ce qui concerne les

4. Tonne d'équivalent pétrole.
5. Il s'agit de la production d'Hydro-Québec à laquelle s'ajoute celle d'un certain nombre de producteurs privés (environ 15% du total).

réceptions totales d'électricité en provenance de l'extérieur du Québec (presque entièrement des chutes Churchill), elles enregistrent une baisse (-1,0%) pour une troisième année consécutive et s'élèvent à 30,4 milliards de kWh.

Quant aux livraisons d'électicité hors Québec, elles augmentent de 48,9% depuis 1983 et totalisent 29,2 milliards de kWh en 1987. Comme en 1986, les ventes aux États-Unis sont responsables de l'expansion des livraisons d'électricité. Après une hausse importante de 32,3% l'an dernier, les exportations vers ce pays, qui s'élèvent à 16,4 milliards de kWh, augmentent de 29,4% en 1987 et représentent 56,2% des livraisons hors Québec. À ce propos, deux accords importants sont signés durant l'année 1987. Un premier contrat avec le Vermont Joint Owners prévoit des livraisons de puissance garantie atteignant 500 mégawatts (70 milliards de kWh d'énergie électrique) entre les années 1990 et 2015 et rapportant des revenus de l'ordre de 8,6 milliards de dollars courants à la société d'État. Le deuxième consiste en une lettre d'entente avec la Central Maine Power Company pour la vente de 400 à 900 mégawatts de puissance garantie (122 milliards de kWh d'énergie électrique) de 1992 à 2020, représentant des revenus de 15 milliards de dollars courants (un contrat de vente de 400 mégawatts a été officiellement signé à l'été 1988 à cet effet). Pour ce qui est des livraisons vers les autres provinces canadiennes, elles régressent de 11,8% pour s'établir à 12,8 milliards de kWh. Compte tenu des échanges avec l'extérieur, l'énergie électrique disponible pour la consommation au Québec totalise 158,2 milliards de kWh, un accroissement de 4,2% par rapport à 1986. (Voir tableau 2.10)

D'autre part, la puissance installée d'Hydro-Québec à la fin de l'année 1987 s'élève à 24,5 millions de kilowatts, une hausse minime de 0,2% attribuable à la modernisation de turbines dans certaines centrales. Quant aux dépenses totales en immobilisations d'Hydro-Québec, elles se chiffrent à 1 581 millions de dollars en 1987, ce qui représente une augmentation de 7,6% en regard de 1986 et constitue la première hausse depuis 1981. Les investissements dans le secteur du transport de l'électricité assure cette croissance, plus particulièrement des dépenses de 233 millions de dollars reliées à la construction de la ligne à courant continu Radisson-Nicolet-Des Cantons, qui servira à alimenter le sud du Québec et les états de la Nouvelle-Angleterre au début de la prochaine décennie.

Dans le secteur de la production, les dépenses d'immobilisation diminuent de 8,6% pour atteindre 340 millions de dollars en 1987; cette baisse fait suite à un accroissement de 13,4% en 1986 alors que les immobilisations s'élevaient à 372 millions de dollars. Parmi ces dépenses, on note cette année des montants de 133 et 65 millions de dollars, consacrés respectivement aux centrales Manic 5 et LG2 pour l'installation de nouveaux équipements.

L'industrie de la construction

Pour une cinquième année consécutive l'industrie de la construction poursuit sa phase de croissance. Ainsi, la valeur globale des travaux de construction s'accroît de 16,4% pour atteindre 18 129,3 millions de dollars en 1987. Il s'agit de la deuxième hausse en importance depuis 1983, après celle de 22,4% enregistrée en 1985. La croissance de 23,3% dans le secteur résidentiel s'avère plus forte que celle du secteur non résidentiel où la valeur des travaux de construction augmente de 9,7%. (Voir tableau 2.11)

Pour ce qui est de la construction résidentielle, on assiste en 1987 à des hausses très importantes de la valeur des travaux de construction de logements simples, semi-détachés et doubles (47,6%) ainsi que d'appartements et de logements en rangée (46,0%). En regard de 1985, la valeur des travaux de construction de chacune de ces deux catégories a plus que doublé (103,4% pour la première et 105,2% pour la seconde).

En ce qui a trait à la construction non résidentielle, elle affiche une hausse de 12,4% de la valeur des travaux de construction dans le secteur des bâtiments et de 6,9% pour ce qui concerne les travaux de génie. C'est le secteur des édifices commerciaux qui, depuis deux ans, assure la bonne croissance de la valeur de la construction de bâtiments avec une augmentation de 23,3% en 1987 et de 28,5% en 1986. En effet, tout comme en 1986 (1,9%), le secteur des bâtiments institutionnels croît faiblement en 1987 (0,8%) alors que les bâtiments industriels connaissent une baisse de 4,2% cette année et ce, après une diminution de 11,0% en 1986. (Voir tableau 2.12 et graphique 2D)

La valeur des travaux de génie enregistre de fortes hausses pour les voies férrées et les lignes téléphoniques (19,7%) ainsi que pour les réseaux électriques (21,4%). Le secteur des installations de gaz et pétrole (2,5%) s'accroît pour sa part plus faiblement. Dans ces deux derniers cas, il s'agit de la première hausse depuis le ralentissement important, au début des années quatre-vingt, des travaux reliés au secteur énergétique. Par ailleurs, la valeur des travaux des routes et pistes d'envol, de même que celle des travaux de génie maritime diminuent respectivement de 2,0% et de 4,8% en 1987, alors que le secteur des barrages et irrigation connaît une baisse relativement importante de 12,0%, après s'être accru de 43,1% en 1986.

Les mises en chantier de logements constituent un autre indicateur qui permet de mesurer l'activité dans le secteur de la construction résidentielle. Pour une cinquième année consécutive, on note en 1987 une augmentation (22,9%) du nombre de logements mis en chantier qui atteint 74 179, nombre qui dépasse largement les 68 748

mises en chantier de logements de l'année 1976. Les logements simples et les appartements, qui représentent 93,1% des mises en chantier en 1987, augmentent respectivement de 32,7% et de 17,5% et ce, après des hausses de 28,5% des logements simples et de 29,5% des appartements en 1986. Par ailleurs, les logements en rangée, après une baisse de 49,2% en 1986, connaissent une augmentation de 55,4%, alors que les mises en chantier de logements doubles diminuent de 5,1%.

Résultat de la forte croissance des mises en chantier, l'indice des prix des logements neufs (1981=100) enregistre en 1987 sa plus forte hausse en cinq ans; cet indice s'élève à Montréal à 152,1, en hausse de 15,1% comparativement à 7,4% en 1986, alors qu'à Québec il s'accroît de 8,9% en 1987 pour atteindre 145,1. Pour sa part l'indice des prix des entrées dans la construction résidentielle au Canada (1981=100), qui mesure la variation des salaires et des prix de certains matériaux, se situe à 134,6 soit une hausse relativement modérée (4,1%) étant donné la forte croissance du secteur résidentiel. Quant à la construction non résidentielle, l'indice des prix des entrées dans ce secteur augmente de 3,8%.

Les statistiques sur la valeur des permis de bâtir permettent d'observer l'activité du secteur de la construction selon les différentes régions du Québec. La courbe ascendante des dernières années se poursuit en 1987 avec une augmentation, dans l'ensemble de la province, de 33,9% par rapport à des hausses de 31,6% en 1986, de 23,9% en 1985, de 17,7% en 1984 et de 44,2% en 1983. La valeur totale des permis de bâtir émis en 1987 atteint 7 884,2 millions de dollars. (Voir tableau 2.13)

La valeur des permis de bâtir émis à des fins résidentielles a presque doublé en deux ans (97,1%), celle-ci passant de 2 406,0 millions en 1985 à 4 741,6 millions de dollars en 1987. Tout comme en 1986, les régions les plus dynamiques sont celles de Montréal, Québec et de l'Estrie. La région de Montréal compte à elle seule pour 68,8% de la valeur des permis de bâtir résidentiels émis en 1987, le sommet des cinq dernières années. La valeur des permis s'y accroît de 39,2% pour atteindre 3 263,3 millions de dollars en 1987 et, par rapport à 1985, on constate une augmentation de 131,9%. Les régions de Québec et de l'Estrie connaissent aussi une seconde année de très forte croissance en 1987 avec des hausses respectives de 28,1% et de 30,3% de la valeur des permis de bâtir. Par ailleurs, les régions du Saguenay — Lac-St-Jean (5,8%), de Trois-Rivières (8,1%), de l'Abitibi-Témiscamingue (9,9%) et de l'Outaouais (2,0%) connaissent une croissance relativement plus modérée. Finalement, on observe des baisses de la valeur des permis de bâtir dans les régions de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (-42,2%) et du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (-0,4%).

En ce qui concerne le secteur non résidentiel, la valeur globale des permis de bâtir en

1987 totalise 3 142,6 millions de dollars, en hausse de 38,5% en regard d'une hausse de 9,7% l'année précédente et de 51,8% en 1985. Contrairement au secteur résidentiel, c'est la région de Montréal qui connaît la hausse la plus modérée (6,2%) de toutes les régions du Québec, à l'exception de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (-59,4%); aussi, sa part de la valeur totale des permis de bâtir non résidentiels, la plus faible en cinq ans, se situe à 51,6%. La région de l'Estrie et celle de Québec enregistrent, quant à elles, de fortes augmentations de 26,7% et 36,5%. Par ailleurs, on observe de très importantes hausses dans les régions du Saguenay — Lac-Saint-Jean (253,6%), de Trois-Rivières (238,1%), du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (115,3%), et de l'Abitibi - Témiscamingue (107,9%) et de l'Outaouais (63,5%).

La répartition de la valeur des permis de bâtir par secteur, indique que le secteur industriel se révèle être le plus dynamique de la construction non résidentielle en 1987; la valeur des permis de bâtir industriels se chiffre à 1 138,6 millions de dollars, une hausse très marquée de 143,5% qui fait suite à une baisse de 31,1% en 1986. Après de fortes augmentations de 60,5% en 1985 et de 48,2% en 1986, la valeur des permis de bâtir dans le secteur commercial connaît une croissance plus modérée de 10,3% en 1987 pour atteindre 1 616,4 millions de dollars. Finalement, le secteur institutionnel et gouvernemental voit la valeur de ses permis de bâtir se chiffrer à 387,6 millions de dollars en 1987, une augmentation de 15,3% qui fait suite à une baisse de 16,4% en 1986.

Tableau 2.1
Statistiques principales de l'agriculture, Québec,
1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Valeur brute de la production ('000 000 $)	**2 763,5**	**3 126,5**	**3 155,0**	**3 255,3**	**3 305,7**
Variation en %	**-3,7**	**13,1**	**0,9**	**3,2**	**1,5**
Recettes monétaires agricoles	2 736,4	3 057,5	3 110,5	3 225,3	3 246,1
Variation en %	-2,3	11,7	1,7	3,7	0,6
Revenu en nature	59,1	59,1	59,7	62,0	60,1
Variation en %	-1,2	-0,1	1,0	3,9	-3,1
Valeur de la variation des stocks	32,1	9,9	-15,2	-32,0	-0,5
Indice des prix à la ferme des produits agricoles (1981 = 100)	**104,4**	**104,9**	**102,5**	**108,0**	**110,7**
Variation en %	**-0,4**	**0,5**	**-2,3**	**5,4**	**2,5**
Valeur des consommations intermédiaires ('000 000 $)	1 471,0	1 527,1	1 483,0	1 475,4	1 476,8
Variation en %	0,4	3,8	-2,9	-0,5	0,1
Indice des prix des entrées (Est du Canada) (1981 = 100)	**104,4**	**107,1**	**106,2**	**108,71**	**110,9**
Variation en %	**1,5**	**0,9**	**-0,8**	**2,4**	**2,0**
Emploi ('000)	**79,0**	**77,0**	**85,0**	**82,0**	**76,0**
Variation en %	**3,6**	**-3,2**	**10,5**	**-3,5**	**-7,1**
Immobilisations ('000 000 $)	**614,8**	**662,6**	**517,7**	**470,9**	**440,2**
Variation en %	**-12,9**	**7,8**	**-21,9**	**-9,0**	**-6,5**
Construction	220,4	233,6	186,7	167,7	182,2
Variation en %	-27,4	6,0	-20,7	-10,2	8,6
Machinerie et équipement	394,4	429,0	331,0	303,2	258,0
Variation en %	-2,0	8,8	-22,8	-8,4	-14,9

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Tableau 2.2
Recettes monétaires agricoles, Québec,
1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Bétail et produits animaux	**2 069 871**	**2 249 917**	**2 210 391**	**2 374 302**	**2 403 574**
Variation en %	**-7,3**	**8,7**	**-1,8**	**7,4**	**1,2**
Produits laitiers	878 319	997 404	987 092	1 019 615	1 045 083
Variation en %	-7,7	13,6	-1,0	3,3	2,5
Porc	563 519	596 345	567 083	673 415	651 747
Variation en %	-17,5	5,8	-4,9	18,8	-3,2
Boeuf et veau	296 301	276 581	273 652	292 234	311 182
Variation en %	12,2	-6,7	-1,1	6,8	6,5
Volaille	215 909	251 733	252 917	267 100	270 328
Variation en %	-3,2	16,6	0,5	5,6	1,2
Oeufs	82 798	89 175	91 453	89 561	90 701
Variation en %	3,5	7,7	2,6	-2,1	1,3
Mouton et agneau	3 732	4 295	5 351	7 460	6 161
Variation en %	25,7	15,1	24,6	39,4	-17,4
Autres bétails et produits animaux	29 293	34 384	32 843	24 917	28 372
Variation en %	3,8	17,4	-4,5	-24,1	13,9
Cultures	**434 595**	**494 661**	**556 418**	**491 698**	**525 233**
Variation en %	**24,0**	**13,8**	**12,5**	**-11,6**	**6,8**
Maïs	115 849	142 759	158 489	126 088	95 955
Variation en %	23,2	23,2	11,0	-20,4	-23,9
Blé	9 023	11 094	14 528	14 647	11 756
Variation en %	-7,4	23,0	31,0	0,8	-19,7
Orge	19 111	24 066	27 838	25 557	21 803
Variation en %	6,6	25,9	15,7	-8,2	-14,7
Avoine	12 290	17 494	19 190	12 794	8 990
Variation en %	27,6	42,3	9,7	-33,3	-29,7
Betterave sucrière	2 614	1 762	1 251	636	0
Variation en %	-11,4	-32,6	-29,0	-49,2	-100,0
Pomme de terre	40 852	48 398	36 944	39 943	48 773
Variation en %	-2,1	18,5	-23,7	8,1	22,1
Légumes	83 487	94 470	106 287	111 047	124 860
Variation en %	-2,1	13,2	12,5	4,5	12,4
Fruits	35 115	35 306	44 018	40 618	50 982
Variation en %	-1,7	0,5	24,7	-7,7	25,5
Floriculture et pépinières	33 596	46 283	51 619	55 898	62 523
Variation en %	-0,7	37,8	11,5	8,3	11,9
Tabac	26 370	27 487	25 147	18 833	22 480
Variation en %	11,2	4,2	-8,5	-25,1	19,4
Autres cultures	22 415	29 864	65 265	25 572	25 782
Variation en %	...	33,2	118,5	-60,8	0,8
Assurance-récolte[1]	33 873	15 678	5 842	20 065	51 329
Variation en %	276,5	-53,7	-62,7	243,5	155,8
Produits forestiers et de l'érable	**49 259**	**49 173**	**69 214**	**90 795**	**81 521**
Variation en %	**6,7**	**-0,2**	**40,8**	**31,2**	**-10,2**
Autres recettes monétaires[1]	**182 707**	**263 752**	**274 476**	**268 478**	**235 751**
Variation en %	**7,3**	**44,4**	**4,1**	**-2,2**	**-12,2**
Total	2 736 432	3 057 503	3 110 499	3 225 273	3 246 079
Variation en %	-2,3	11,7	1,7	3,7	0,6

1. Paiements reçus en vertu des divers programmes de soutien du revenu agricole.

Source: Statistique Canada.

Tableau 2.3
Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Dépenses d'exploitation	**1 945 892**	**2 020 050**	**1 985 622**	**1 992 786**	**1 989 838**
Variation en %	**-0,7**	**3,8**	**-1,7**	**0,4**	**-0,1**
Impôts fonciers	18 810	21 031	21 938	22 859	23 767
Variation en %	2,7	11,8	4,3	4,2	4,0
Loyers	21 244	21 053	20 948	20 881	20 096
Variation en %	17,6	-0,9	-0,5	-0,3	-3,8
Salaires	203 265	201 289	213 211	222 766	228 408
Variation en %	10,3	-1,0	5,9	4,5	2,5
Intérêts sur dette	231 573	249 538	246 550	250 873	240 727
Variation en %	-15,3	7,8	-1,2	1,8	-4,0
Entretien de la machinerie	233 641	244 334	258 365	255 459	250 729
Variation en %	6,5	4,6	5,8	-1,1	-1,9
Engrais et chaux	143 442	149 626	154 668	147 358	150 806
Variation en %	5,5	4,3	3,4	-4,7	2,3
Autres dépenses pour les cultures	119 393	130 440	127 612	138 894	145 526
Variation en %	3,9	9,3	-2,2	8,8	4,8
Alimentation du bétail	649 492	672 864	612 852	599 164	589 577
Variation en %	-3,9	3,6	-8,9	-2,2	-1,6
Autres dépenses pour le bétail	63 265	61 785	64 355	68 875	66 621
Variation en %	3,0	-2,3	4,2	7,0	-3,3
Réparation des bâtiments	51 371	52 758	50 536	54 628	56 103
Variation en %	3,5	2,7	-4,2	8,1	2,7
Électricité et téléphone	65 425	66 292	66 182	70 637	73 188
Variation en %	7,0	1,3	-0,2	6,7	3,6
Divers	144 971	149 040	148 405	140 392	144 290
Variation en %	-1,8	2,8	-0,4	-5,4	2,8
Dépenses d'amortissement	**258 500**	**259 875**	**251 916**	**259 629**	**267 705**
Variation en %	**0,7**	**0,5**	**-3,1**	**3,1**	**3,1**
Total	2 204 392	2 279 925	2 237 538	2 252 415	2 257 543
Variation en %	**-0,6**	**3,4**	**-1,9**	**0,7**	**0,2**

Sources: Statistique Canada.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Graphique 2A
Variation annuelle des recettes monétaires agricoles, Québec, 1983-1987

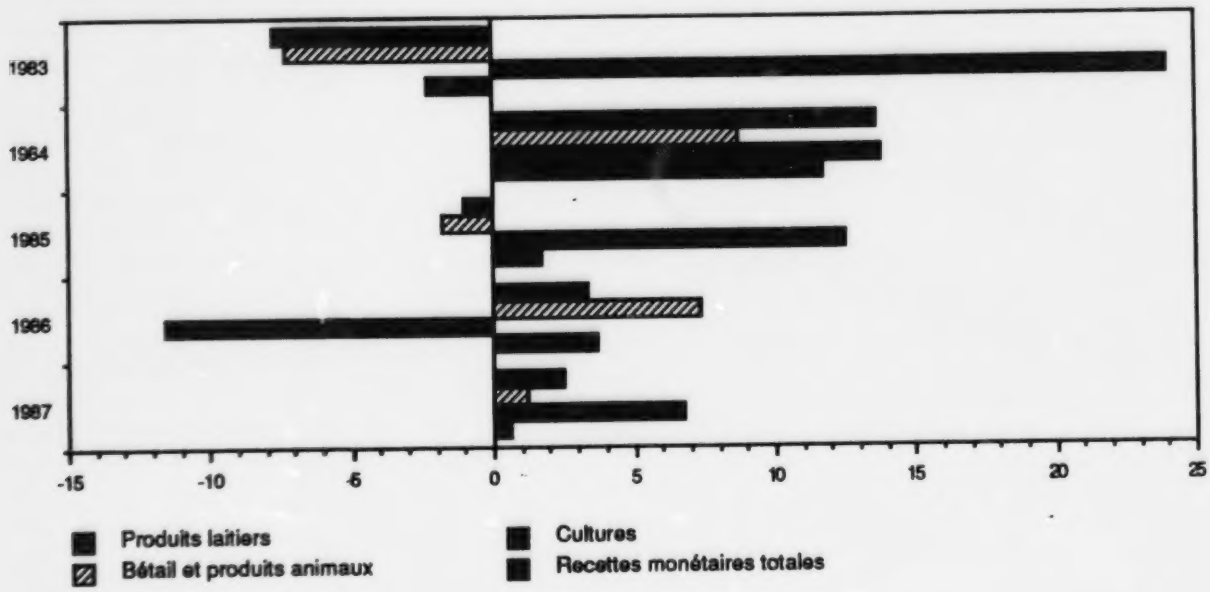


Tableau 2.4
Statistiques principales du secteur de la forêt (abattage), Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	..	477,21	471,06	495,39	535,96
Variation en %	..	..	-1,3	5,2	8,2
Nombre de salariés ('000)	..	12,4	12,7	12,2	13,8
Variation en %	..	..	2,2	-3,7	13,3
Emploi('000)	21,0	21,0	19,0	20,0	19,0
Variation en %	16,7	0,0	-9,5	5,3	-5,0
Jours-personnes perdus ('000)	6,1	8,1	3,7	0,0	1,0
Immobilisations ('000 000 $)	19,5	21,2	20,8	21,2	18,8
Variation en %	-17,0	8,7	-1,9	1,9	-11,3
Construction	12,8	9,1	12,1	10,1	5,6
Variation en %	-21,5	-28,9	33,0	-16,5	-44,6
Machinerie et équipement	6,7	12,1	8,7	11,1	13,2
Variation en %	-6,9	80,6	-28,1	27,6	18,9

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.5
Statistiques principales de la pêche et du piégeage, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Valeur de la production ('000 $)	**61 983,5**	**62 439,7**	**75 826,8**	**94 775,9**	**133 191,4**
Variation en %	**6,7**	**0,7**	**21,4**	**25,0**	**40,5**
Valeur des prises au débarquement ('000 $)	**55 276,2**	**56 110,7**	**67 689,0**	**85 903,0**	**122 224,0**
Variation en %	**10,6**	**1,5**	**20,6**	**26,9**	**42,3**
Poissons de fond	19 226,6	19 803,2	23 832,0	28 082,0	46 486,0
Variation en %	-10,0	3,0	20,3	17,8	65,5
Mollusques et crustacées	33 564,0	34 771,3	40 213,0	53 558,0	72 701,0
Variation en %	31,9	3,6	15,6	33,2	35,7
Autres	2 486,6	1 536,2	3 644,0	4 263,0	3 037,0
Variation en %	-21,8	-28,2	137,2	17,0	-28,8
Valeur des fourrures ('000 $)	**6 707,3**	**5 902,7**	**8 137,8**	**8 872,9**	**10 967,4**
Variation en %	**-17,1**	**-12,0**	**37,9**	**9,0**	**23,6**
Pêcheurs	**..**	**8 050**	**6 695**	**6 237**	**..**
Variation en %	**..**	**..**	**-16,8**	**-6,8**	**..**
Immobilisations ('000 000 $)	**5,4**	**6,5**	**7,8**	**8,0**	**9,2**
Variation en %	**8,0**	**20,4**	**20,0**	**2,6**	**15,0**
Construction	1,7	2,0	3,5	2,9	3,3
Variation en %	70,0	17,6	75,0	-17,1	13,8
Machinerie et équipement	3,7	4,5	4,3	5,1	5,9
Variation en %	7,5	21,6	-4,4	18,6	15,7

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Pêches et Océans Canada.

ableau 2.6
aleur et volume[1] des principales espèces capturées, pêche maritime et piégeage, Québec,
983-1987

êche maritime	1983	1984	1985	1986	1987			1987/1986		
	'000 $				'000 $	t	$/t	Valeur	Volume	Val.moy.
								Variation en %		
orue	15 440,2	14 382,4	18 319,0	17 169,0	23 037,0	30 543	754	34,2	-10,9	50,5
omard	9 826,5	9 348,7	11 433,0	13 569,0	18 150,0	2 658	6 828	33,8	17,2	14,1
revette	7 431,1	6 816,9	8 764,0	11 463,0	18 269,0	7 646	2 349	59,4	14,3	39,4
rabe	15 349,1	15 875,9	17 495,0	26 057,0	32 061,0	10 128	3 166	23,0	-31,4	79,4
ébaste	2 186,1	3 090,2	2 062,0	2 409,0	3 883,0	14 662	265	61,2	47,8	9,1
areng	768,9	760,4	878,0	1 027,0	1 486,0	5 593	266	44,7	45,0	0,0
létan du Groenland	589,4	851,2	1 278,0	4 994,0	13 804,0	10 631	1 298	176,4	70,3	62,3
étoncle	943,6	1 860,0	1 832,0	1 583,0	3 039,0	1 954	1 555	92,0	66,9	15,0
utres	2 746,1	3 125,0	5 628,0	7 632,0	8 495,0	...	...	11,3	...	...
otal	55 276,2	56 110,7	67 689,0	85 903,0	122 224,0	...	...	42,3	...	...

iégeage	1983	1984	1985	1986	1987			1987/1986		
	'000 $				'000 $	'000 peaux	$/peau	Valeur	Volume	Val.moy.
								Variation en %		
astor	1 417,5	1 050,5	2 100,3	3 029,2	3 187,3	86,1	37,02	5,2	12,8	-6,7
at musqué	905,6	1 108,9	1 312,8	1 240,0	1 358,3	322,6	4,21	9,5	0,0	9,6
enard	1 330,4	958,2	996,1	819,6	596,5	19,5	30,56	-27,2	-6,9	-21,8
ton laveur	320,1	172,2	173,1	200,7	233,3	14,8	15,73	16,3	-7,6	25,8
nx du Canada	986,7	569,1	1 138,8	707,7	416,7	1,0	412,99	-41,1	-20,0	-26,4
artre	830,4	1 363,9	1 414,6	1 681,0	3 805,9	46,6	81,74	126,3	18,4	91,2
utres	916,6	679,9	1 002,1	1 194,0	1 369,4	...	...	14,7	...	...
otal	6 707,3	5 902,7	8 137,8	8 872,9	10 967,4	...	...	23,6	...	...

[1] Poids vif.

ources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Pêches et Océans Canada.

Tableau 2.7
Statistiques principales des mines, carrières et puits de pétrole, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Valeur brute de la production (000 000 $)[1]	**2 022,2**	**2 168,5**	**2 245,0**	**2 192,7**	**2 665,6**
Variation en %	**0,3**	**7,2**	**3,5**	**-2,3**	**21,6**
Minéraux métalliques	1 040,0	1 066,9	684,5[2]	636,3	842,9
Variation en %	-4,4	2,6	3,2[3]	-7,0	32,5
Minéraux industriels	371,0	328,4	280,2	235,8[2]	222,5
Variation en %	9,6	-11,5	-14,7	-14,2[3]	-5,6
Matériaux de construction	332,2	398,2	415,7	454,0	493,4[2]
Variation en %	11,9	19,9	4,4	9,2	15,5[3]
Autres[4]	279,0	375,1	864,6	866,6	1 106,8
Variation en %	-4,6	34,4	11,1[3]	-0,4[3]	23,9[3]
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**-**	**554,88**	**578,47**	**600,06**	**603,49**
Variation en %	**-**	**-**	**4,3**	**3,7**	**0,6**
Nombre de salariés (000)	-	18,1	17,4	15,9	19,5
Variation en %	-	-	-3,7	-8,7	22,8
Emploi (000)	**25,0**	**27,0**	**25,0**	**23,0**	**21,0**
Variation en %	**4,2**	**8,0**	**-7,4**	**-8,0**	**-8,7**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	**28,6**	**7,8**	**16,9**	**35,6**	**113,9**
Immobilisations (000 000 $)	**268,2**	**316,8**	**348,2**	**322,3**	**393,4**
Variation en %	**-18,0**	**18,1**	**9,9**	**-7,4**	**22,1**
Construction	221,7	246,1	280,4	261,5	310,5
Variation en %	-9,6	11,0	13,9	-6,7	18,7
Machinerie et équipement	46,5	70,7	67,8	60,8	82,9
Variation en %	-43,1	52,0	-4,1	-10,3	36,3
Autres investissements (000 000 $)					
Exploration	116,8	146,1	166,5	276,2	466,9
Variation en %	4,5	25,1	13,9	65,9	69,0
Mise en valeur	156,4	163,7	180,5	174,8	200,7
Variation en %	3,3	4,6	10,3	-3,2	14,8

1. Les données du ministère de l'Énergie et des Ressources sur la valeur de la production minérale incluent la valeur de la production de certains produits habituellement considérés comme des productions du secteur manufacturier: les scories de titane, la chaux, le fer refondu, le soufre, le ciment, les produits d'argile et les briques.
2. Excluant les produits dont les données sont confidentielles, soit le minerai de fer à partir de 1985, la dolomie magnésitique brucite à partir de 1986 et les briques pour l'année 1987.
3. Les taux de variation des minéraux métalliques en 1985, des minéraux industriels en 1986 et des matériaux de construction en 1987 sont calculés par rapport à la donnée de l'année précédente excluant respectivement le minerai de fer, la dolomie magnésitique brucite et les briques; celui des "autres" produits est calculé par rapport à la donnée de l'année précédente incluant respectivement le minerai de fer, la dolomie magnésitique et les briques.
4. Les "autres" produits comprennent le fer de refonte, le niobium, l'ilménite, les scories de titane, le mica, le sel, le graphite, le gaz naturel, la chaux, le minerai de fer à compter de 1985, la dolomie magnésitique brucite à compter de 1986 et les briques en 1987.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.
Travail Québec.

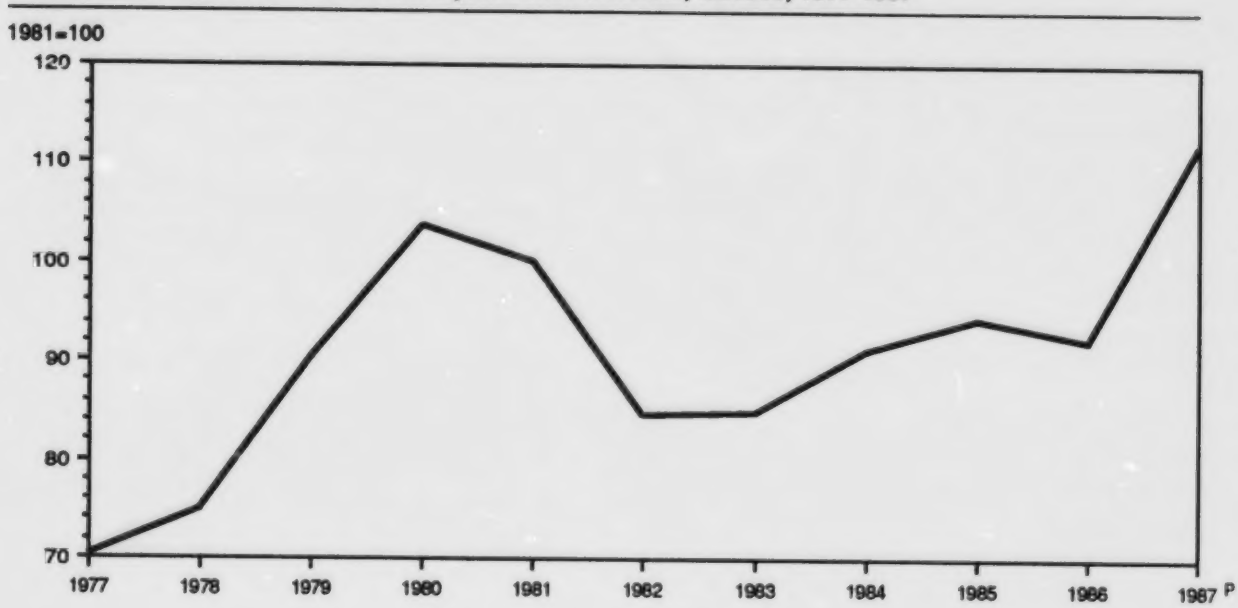
Tableau 2.8
Valeur brute de la production de l'industrie minière au niveau de la transformation, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 $		
Minéraux métalliques					
Cuivre	135 280	127 933	146 032	105 412	120 344
Variation en %	-18,2	-5,4	14,1	-27,8	14,2
Or	459 538	429 684	419 316	465 286	576 739
Variation en %	27,6	-6,5	-2,4	11,0	24,0
Molybdène	148	1 384	3 260	2 389	-
Variation en %	96,5	835,1	135,5	-26,7	-
Sélénium	1 650	5 460	3 028	1 977	1 801
Variation en %	-56,7	230,9	-44,5	-34,7	-8,9
Argent	17 896	16 340	17 133	15 730	37 856
Variation en %	21,0	-8,7	4,9	-8,2	140,7
Zinc	52 058	81 968	95 068	45 108	105 296
Variation en %	27,6	57,5	16,0	-52,6	133,4
Minerai de fer	372 880	403 398	x	x	x
Variation en %	-20,1	8,2	x	x	x
Minéraux industriels					
Amiante	321 212	278 641	223 622	178 036	166 377
Variation en %	7,7	-13,3	-19,7	-20,4	-6,5
Dolomie magnésitique brucite	6 826	6 382	5 408	x	x
Variation en %	-16,9	-6,5	-15,3	x	x
Tourbe	18 215	17 171	21 868	30 059	26 439
Variation en %	14,1	-5,7	27,4	37,5	-12,0
Quartz ou silice	15 463	14 703	15 428	17 025	17 863
Variation en %	24,3	-4,9	4,9	10,4	4,9
Soufre	7 292	9 112	10 705	7 492	8 100
Variation en %	269,0	25,0	17,5	-30,0	8,1
Matériaux de construction					
Ciment	129 261	171 651	183 794	190 289	227 340
Variation en %	5,2	32,8	7,1	3,5	19,5
Pierre	117 796	139 245	148 752	172 194	200 172
Variation en %	14,3	18,2	6,8	15,8	16,2
Sable et Gravier	64 435	66 353	64 066	61 927	62 642
Variation en %	9,2	3,0	-3,4	-3,3	1,2
Briques	18 634	18 915	16 420	26 809	x
Variation en %	76,8	1,5	-13,2	63,3	x
Autres[1]	**283 581**	**380 177**	**871 086**	**872 957**	**1 114 589**
Variation	**-4,3**	**34,1**	**11,2[2]**	**-0,4[2]**	**23,9[2]**
Total	**2 022 165**	**2 168 517**	**2 244 986**	**2 192 690**	**2 665 558**
Variation en %	**0,3**	**7,2**	**3,5**	**-2,3**	**21,6**

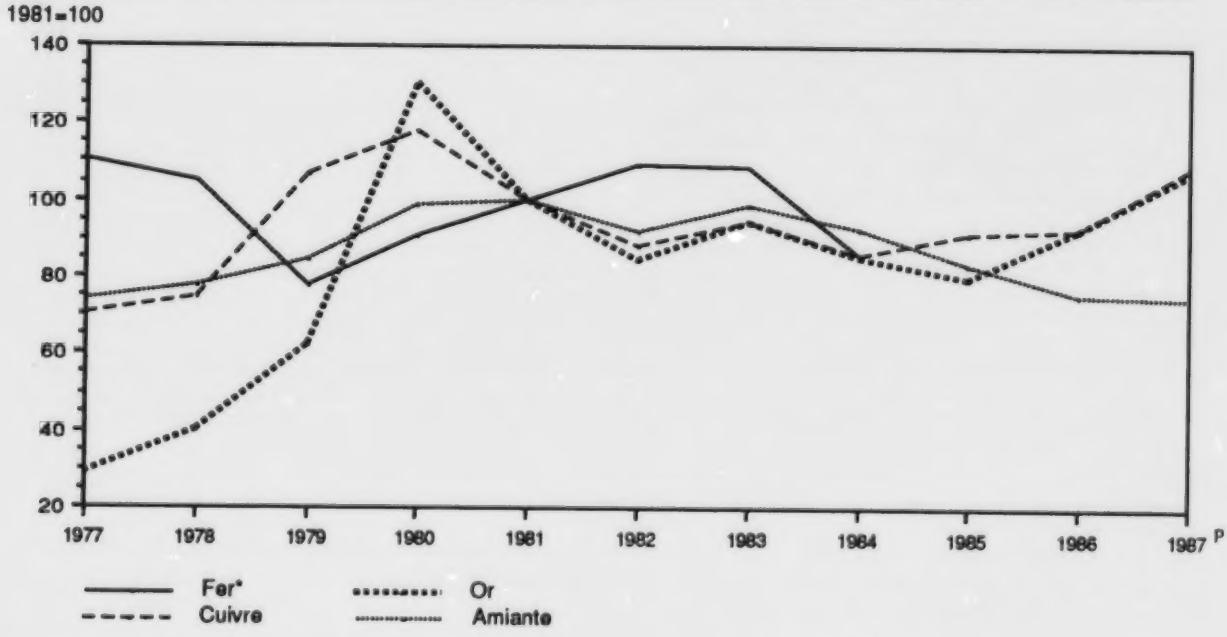
1. Incluant le minerai de fer à compter de 1985, la dolomie magnésitique brucite à partir de 1986 et les briques en 1987.
2. Les taux de variation de 1985, 1986 et 1987 sont calculés par rapport à la donnée de l'année précédente à laquelle est ajoutée respectivement la valeur de la production de minerai de fer, de dolomie magnésitique brucite et des briques.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Graphique 2B
Évolution de l'indice de la valeur de la production minérale, Québec, 1977-1987



Graphique 2C
Évolution de l'indice des prix des principaux produits miniers, Québec, 1977-1987



* : Données confidentielles à partir de 1985.

Tableau 2.9
Prix moyen de quelques minéraux, Québec,
1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987p
Argent ($/kg)	455,06	348,13	278,88	252,77	309,05
Variation en %	44,0	-23,5	-19,9	-9,4	22,3
Or ($/g)	16,74	15,01	14,07	16,42	19,03
Variation en %	12,2	-10,3	-6,3	16,7	15,9
Cadmium ($/kg)	3,06	4,83	3,64	3,82	5,69
Variation en %	0,0	57,8	-24,6	4,9	49,0
Cuivre ($/kg)	2,08	1,89	2,01	2,04	2,40
Variation en %	6,7	-9,1	6,3	1,5	17,6
Molybdène ($/kg)	9,88	10,15	9,99	8,79	8,46
Variation en %	-11,3	2,7	-1,6	-12,0	-3,8
Nickel ($/kg)	8,69	6,73	7,35	5,95	6,80
Variation en %	0,1	-22,6	9,2	-19,0	14,3
Plomb ($/kg)	0,73	0,74	0,58	0,68	1,06
Variation en %	1,4	1,4	-21,6	17,2	55,9
Sélénium ($/kg)	10,11	25,68	21,82	17,14	18,49
Variation en %	57,0	154,0	-15,0	-21,4	7,9
Tellure ($/kg)	31,78	33,50	33,12	34,46	29,00
Variation en %	2,4	5,4	-1,1	4,0	-15,8
Zinc ($/kg)	1,15	1,41	1,25	1,22	1,27
Variation en %	6,5	22,6	-11,3	-2,4	4,1
Minerai de fer ($/t)	36,39	28,77	..	..	..
Variation en %	0,7	-20,9	..	..	..
Amiante ($/t)	431,45	403,43	363,19	329,25	326,23
Variation en %	7,9	-6,5	-10,0	-9,3	-0,9

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Tableau 2.10
Statistiques principales du secteur de l'énergie électrique, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Puissance installée à la fin de l'année Hydro-Québec ('000 kW)	**21 301**	**23 480**	**23 510**	**24 475**	**24 533**
Variation en %	**11,3**	**10,2**	**0,1**	**4,1**	**0,2**
Production totale ('000 000 kWh)	**110 539**	**122 069**	**136 726**	**148 261**	**156 952**
Variation en %	**10,5**	**10,4**	**12,0**	**8,4**	**5,9**
Livraisons totales hors du Québec ('000 000 kWh)	**19 600**	**22 918**	**24 072**	**27 170**	**29 183**
Variation en %	**9,4**	**16,9**	**5,0**	**12,9**	**7,4**
États-Unis	10 228	11 250	9 581	12 674	16 401
Variation en %	19,8	10,0	-14,8	32,3	29,4
Autres provinces	9 372	11 668	14 491	14 496	12 782
Variation en %	-0,2	24,5	24,1	0,0	-11,8
Réceptions totales ('000 000 kWh)	**31 298**	**36 114**	**31 880**	**30 746**	**30 427**
Variation en %	**-12,7**	**15,4**	**-11,7**	**-3,6**	**-1,0**
Énergie électrique disponible ('000 000 kWh)	**122 237**	**135 265**	**144 534**	**151 838**	**158 196**
Variation en %	**3,6**	**10,7**	**6,9**	**5,1**	**4,2**
Immobilisations ('000 000$)	**2 170**	**1 591**	**1 528**	**1 470**	**1 581**
Variation en %	**-14,7**	**-26,7**	**-4,0**	**-3,9**	**7,6**
Secteur de la production	1 163	464	328	372	340
Variation en %	-14,3	-60,1	-29,3	13,4	-8,6
Hydro-Québec	421	325	203	348	341
Variation en %	-2,8	-22,8	-37,5	71,4	-2,0
S E B J	742	139	125	24	-1
Variation en %	-19,7	-81,3	-10,1	-80,8	-104,2
Autres immobilisations (transport, distribution, etc.)	1 007	1 127	1 200	1 098	1 241
Variation en %	-15,0	11,9	6,5	-8,5	13,0

Sources: Statistique Canada.
Hydro-Québec.

Tableau 2.11
Statistiques principales de l'industrie de la construction, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Valeur brute de la production ('000 000 $)	**10 992,5**	**11 779,6**	**14 415,7**	**15 579,2**	**18 129,3**
Variation en %	**7,6**	**7,2**	**22,4**	**8,1**	**16,4**
Construction résidentielle	4 205,1	4 681,9	6 376,3	7 648,0	9 428,4
Variation en %	51,8	11,3	36,2	19,9	23,3
Construction non résidentielle	6 787,4	7 097,8	8 039,4	7 931,2	8 700,9
Variation en %	-8,9	4,6	13,3	-1,3	9,7
Mise en chantier de logements (n)	**40 318**	**41 902**	**48 031**	**60 348**	**74 179**
Variation en %	**71,6**	**3,9**	**14,6**	**25,6**	**22,9**
Indice des prix des logements neufs (1981 = 100)					
Montréal	112,0	118,9	123,1	132,2	152,1
Variation en %	4,2	6,2	3,5	7,4	15,1
Québec	112,9	118,5	124,9	133,3	145,1
Variation en %	6,7	5,0	5,3	6,7	8,9
Indice des prix des entrées dans la construction résidentielle (1981 = 100), Canada	**111,2**	**114,9**	**119,6**	**129,3**	**134,6**
Variation en %	**6,7**	**3,3**	**4,1**	**8,1**	**4,1**
Indice des prix des entrées dans la construction non résidentielle (1981 = 100), Canada	**110,8**	**115,1**	**119,3**	**125,9**	**130,7**
Variation en %	**3,7**	**3,9**	**3,6**	**5,5**	**3,8**
Emploi ('000)	**115,9**	**121,4**	**125,7**	**141,1**	**159,8**
Variation en %	**2,5**	**4,7**	**3,5**	**12,3**	**13,3**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**19,7**	**0,4**	**-**	**1 152,0**	**17,2**
Immobilisations ('000 000 $)	**251,1**	**269,2**	**245,0**	**294,6**	**321,9**
Variation en %	**7,3**	**7,2**	**-9,0**	**20,2**	**9,3**
Construction	40,1	43,0	49,0	59,0	64,3
Variation en %	7,2	7,2	14,0	20,4	9,0
Machinerie et équipement	211,0	226,3	196,0	235,6	257,6
Variation en %	7,3	7,2	-13,4	20,2	9,3

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2D
Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction, Québec, 1982-1987

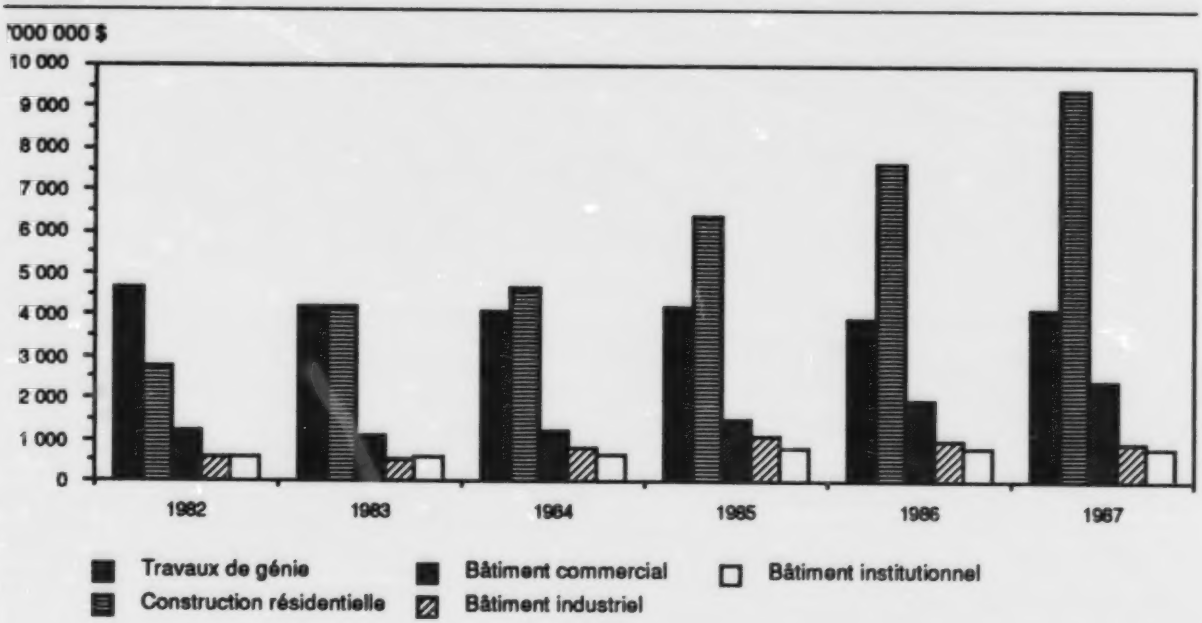


Tableau 2.12
Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 000 $		
Construction résidentielle	**4 205,1**	**4 681,9**	**6 376,3**	**7 648,0**	**9 428,4**
Variation en %	**51,8**	**11,3**	**36,2**	**19,9**	**23,3**
Logements simples, semi-détachés et doubles	1 444,0	1 480,9	1 466,5	2 020,0	2 982,8
Variation en %	146,7	2,6	-1,0	37,7	47,6
Appartements et logements en rangée	568,8	781,7	1 049,7	1 474,6	2 153,5
Variation en %	18,2	37,4	34,3	40,5	46,0
Réparations et autres	2 192,4	2 419,4	3 860,1	4 153,4	4 292,1
Variation en %	28,6	10,4	59,6	7,6	3,3
Construction non résidentielle	**6 787,4**	**7 097,8**	**8 039,4**	**7 931,2**	**8 700,9**
Variation en %	**-8,9**	**4,6**	**13,3**	**-1,3**	**9,7**
Bâtiments	2 593,0	3 032,1	3 869,4	4 042,3	4 542,7
Variation en %	-6,6	16,9	27,6	4,5	12,4
Industriels	538,8	830,3	1 071,6	953,9	914,0
Variation en %	-10,4	54,1	29,1	-11,0	-4,2
Commerciaux	1 083,2	1 206,1	1 521,9	1 956,3	2 411,8
Variation en %	-10,0	11,3	26,2	28,5	23,3
Institutionnels	598,1	614,1	784,5	799,7	806,2
Variation en %	6,0	2,7	27,7	1,9	0,8
Divers	372,9	381,6	491,3	332,4	410,7
Variation en %	-8,5	2,3	28,7	-32,3	23,6
Travaux de génie	4 194,4	4 065,6	4 170,1	3 888,9	4 158,2
Variation en %	-10,2	-3,1	2,6	-6,7	6,9
Génie maritime	77,5	126,0	63,8	73,0	69,5
Variation en %	55,2	62,6	-49,4	14,4	-4,8
Routes et pistes d'envol	715,0	835,3	854,1	973,3	953,7
Variation en %	5,6	16,8	2,3	14,0	-2,0
Canalisation et systèmes d'égout	512,1	596,7	987,5	614,1	610,8
Variation en %	-1,0	16,5	65,5	-37,8	-0,5
Barrages et irrigation	35,5	42,6	33,2	47,5	41,8
Variation en %	-12,5	20,2	-22,2	43,1	-12,0
Réseaux électriques	1 489,2	1 101,4	897,1	842,4	1 022,7
Variation en %	-15,0	-26,0	-18,5	-6,1	21,4
Voies ferrées et lignes téléphoniques	289,5	324,4	418,8	419,4	502,0
Variation en %	-5,1	12,0	29,1	0,1	19,7
Installations de gaz et pétrole	532,8	469,9	301,3	255,0	261,4
Variation en %	-32,1	-11,8	-35,9	-15,4	2,5
Puits de mines et autres	542,7	569,3	614,4	664,1	696,1
Variation en %	-0,5	4,9	7,9	8,1	4,8
Total	**10 992,5**	**11 779,6**	**14 415,7**	**15 579,2**	**18 129,3**
Variation en %	**7,6**	**7,2**	**22,4**	**8,1**	**16,4**

Source: Statistique Canada.

Tableau 2.13
Valeur des permis de bâtir par région administrative, Québec, 1983-1987

Secteur et région administrative	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 000 $		
Résidentiel	**2 096,3**	**2 247,7**	**2 406,0**	**3 618,1**	**4 741,6**
Variation en %	**80,6**	**7,2**	**7,0**	**50,4**	**31,1**
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	45,9	35,2	37,6	51,0	50,8
Variation en %	125,0	-23,4	6,8	35,8	-0,4
Saguenay — Lac-Saint-Jean	77,4	86,3	96,9	105,9	112,1
Variation en %	109,8	11,5	12,4	9,2	5,8
Québec	315,8	300,2	369,1	519,5	665,5
Variation en %	77,2	-5,0	23,0	40,8	28,1
Trois-Rivières	115,9	157,6	170,4	200,9	217,1
Variation en %	123,9	35,9	8,2	17,9	8,1
Estrie	68,6	69,4	74,1	117,7	153,4
Variation en %	192,9	1,2	6,8	58,8	30,3
Montréal	1 290,2	1 306,1	1 407,1	2 343,8	3 263,3
Variation en %	65,6	1,2	7,7	66,6	39,2
Outaouais	136,6	243,6	189,1	202,8	206,9
Variation en %	213,9	78,4	-22,4	7,2	2,0
Abitibi-Témiscamingue	34,5	37,4	44,8	54,3	59,7
Variation en %	70,2	8,3	19,7	21,3	9,9
Côte-Nord — Nouveau-Québec	11,4	12,0	17,0	22,1	12,8
Variation en %	57,8	5,0	41,3	30,4	-42,2
Non résidentiel	**972,6**	**1 363,2**	**2 068,7**	**2 268,6**	**3 142,6**
Variation en %	**0,6**	**40,2**	**51,8**	**9,7**	**38,5**
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	16,1	20,4	27,8	20,3	43,7
Variation en %	-16,0	26,8	36,2	-26,9	115,3
Saguenay — Lac-Saint-Jean	65,9	51,9	85,7	79,4	266,5
Variation en %	64,2	-21,3	65,1	-7,4	253,6
Québec	130,3	174,3	285,4	260,2	355,1
Variation en %	21,5	33,8	63,7	-8,8	36,5
Trois-Rivières	47,8	70,4	94,7	167,8	567,3
Variation en %	-21,9	47,2	34,6	77,2	238,1
Estrie	24,0	33,1	206,8	60,6	76,8
Variation en %	12,1	37,7	525,1	-70,7	26,7
Montréal	618,8	914,0	1 180,2	1 526,7	1 620,8
Variation en %	-8,5	47,7	29,1	29,4	6,2
Outaouais	34,3	57,1	137,8	79,2	129,5
Variation en %	174,0	66,5	141,4	-42,5	63,5
Abitibi-Témiscamingue	30,3	31,3	33,2	31,5	65,5
Variation en %	244,7	3,1	6,2	-5,1	107,9
Côte-Nord — Nouveau-Québec	5,1	10,7	17,2	42,9	17,4
Variation en %	-74,7	109,3	60,2	149,8	-59,4
Total	**3 068,9**	**3 610,9**	**4 474,7**	**5 886,7**	**7 884,2**
Variation en %	**44,2**	**17,7**	**23,9**	**31,6**	**33,9**

Source: Statistique Canada.

L'ENSEMBLE DU SECTEUR

Évalué au coût des facteurs, le produit intérieur brut du secteur manufacturier représente 20,7% de l'ensemble de l'activité économique québécoise en 1987. Son rythme de croissance se situe à 10,5% au cours de cette année, alors que la valeur des expéditions des manufacturiers s'accroît de 9,1% pour atteindre 68,1 milliards de dollars. Plus particulièrement, on observe une appréciation de 10,2% de la valeur des expéditions des industries de biens durables et de 8,3% de celle des industries de biens non durables. Pour une seconde année consécutive le taux de croissance des expéditions est plus élevé au Québec (9,1%) qu'en Ontario (3,7%) et qu'au Canada (6,3%); en 1986, les manufacturiers québécois avaient connu une hausse de 3,1% alors que ceux de l'Ontario et de l'ensemble du Canada n'augmentaient respectivement que de 1,2% et de 2,2%. Ces bons résultats font que la part du Québec dans les expéditions des manufacturiers canadiens passe de 24,4% en 1985 à 24,6% en 1986 et à 25,2% en 1987; quant à l'Ontario, sa part dans les expéditions canadiennes, qui se situait à 53,2% en 1985, tombe à 52,6% en 1986 et à 51,4% en 1987. (Voir tableaux 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, et graphiques 3A et 3D)

La valeur réelle des expéditions du secteur manufacturier - dégonflées à l'aide de l'indice des prix de vente industriels du Canada, en hausse de 2,7% en 1987 - augmente de 6,2%, soit la progression la plus élevée des cinq dernières années, ce qui est aussi le cas des industries de biens non durables (4,5%); quant aux biens durables (7,9%), la hausse est supérieure au taux de croissance annuel moyen observé entre 1983 et 1987 (7,5%). (Voir tableau 3.6)

La valeur de la production, quant à elle, s'accroît de 5,9% en 1987, après une hausse de 2,9% en 1986 et de 6,2% en 1985. Pour ce qui est des industries de biens durables (4,6% en 1987), on note des augmentations importantes de la production dans les industries du meuble et articles d'ameublement (15,6%), de la première transformation des métaux (15,4%), du bois (13,9%) et des produits minéraux non métalliques (11,9%); dans le cas de ces deux dernières industries, les hausses sont en partie attribuables à la forte croissance observée dans le secteur de la construction. Dans les industries de biens non durables, celles des produits en plastique (12,2%), du papier et produits connexes (12,0%) et des produits textiles (10,4%) connaissent des augmentations appéciables; l'industrie du matériel de transport (-14,3%) enregistrant l'unique baisse de production à la suite de la fermeture, à des fins de modernisation, de l'usine d'assemblage d'automobiles de Boisbriand au cours du premier semestre de 1987. (Voir tableau 3.3)

Sur le marché du travail, on observe que l'emploi[1] dans le secteur manufacturier augmente de 1,8% en 1987, après deux hausses successives de 1,2% en 1986 et 1985; de 1983 à 1987, l'emploi a progressé à un rythme annuel moyen de 1,6% dans l'ensemble du manufacturier: de 2,9% dans les industries de biens durables et de 0,7% dans celles de biens non durables. Certaines industries connaissent en 1987 des accroissements importants de leur nombre d'employés, dont celles du bois (5,1%), de la machinerie (4,8%), des produits en plastique (4,6%), du matériel de transport (4,4%) et du meuble (4,3%); toutefois les industries du tabac (-8,1%), du cuir (-3,1%) et de l'habillement (-1,3%) accusent des pertes 1 383 emplois, en regard d'un gain de 10 380 emplois pour les autres industries du secteur de la fabrication. Tout comme dans le cas des expéditions, la part du Québec dans le total de l'emploi manufacturier canadien augmente depuis deux ans en passant de 27,1% en 1985 à 27,5% en 1986 et à 28,0% en 1987. (Voir tableau 3.7)

La rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît modérément (2,4%) dans le secteur de la fabrication en 1987, bien qu'un peu plus que dans l'ensemble de l'économie québécoise (2,2%). De même, de 1983 à 1987, la rémunération hebdomadaire moyenne augmente de 9,4% dans le secteur manufacturier, comparativement à 7,8% dans l'ensemble des secteurs; durant la même période, l'indice des prix à la consommation de Montréal affiche une hausse de 14,4%. Les augmentations respectives de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire expliquent l'augmentation de 5,2% des sommes versées en salaires et traitements, celles-ci atteignant 13,0 milliards de dollars en 1987; les industries de biens durables (6,5%) connaissent une hausse plus forte que les industries de biens non durables (4,3%). Finalement, la situation est relativement stable en ce qui a trait aux relations de travail dans le secteur manufacturier pris dans son ensemble, puisqu'on y dénombre 641 571 jours-personnes perdus en raison de conflits de travail en 1987, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (649 126). (Voir tableaux 3.10, 3.11, 3.12 et graphique 38)

La croissance de la valeur ajoutée dans le secteur de la fabrication est un peu plus faible en 1987 (7,4%) qu'en 1986 (7,9%); de plus, elle est en deçà du taux de croissance annuel moyen de 8,4% enregistré de 1983 à 1987. Certaines industries connaissent par contre des augmentations très marquées: les produits métalliques (21,8%), les produits en matière plastique (16,6%), les meubles (15,1%), le papier et produits connexes (14,3%), les métaux primaires (13,9%) et le bois (13,6%). L'augmentation de la valeur ajoutée étant plus grande que celle des heures-personnes travaillées, la productivité, mesurée par le ratio valeur ajoutée/heure-personne, s'accroît de 5,6% dans les industries manufacturières

1. Selon les concepts du recensement des manufactures, les données de ce chapitre sur l'emploi correspondent au nombre de salariés et diffèrent en conséquence de celles des autres chapitres qui proviennent de l'enquête sur la population active.

québécoises en 1987, pour atteindre 36,60 $ par heure-personne comparativement à 29,20 $ en 1983, soit une progression de 25,3% depuis cinq ans. (Voir tableaux 3.8, 3.9 et graphique 3F)

Les données sur les bénéfices des entreprises manufacturières ne sont disponibles qu'à l'échelle canadienne, mais on peut supposer que l'évolution des bénéfices des entreprises québécoises est relativement semblable à celle des sociétés canadiennes. Après de fortes progressions en 1983 (41,4%) et en 1984 (31,2%), les bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, enregistrent une faible croissance en 1985 (2,5%), suivie d'une baisse de 0,1% en 1986. En 1987, ces mêmes bénéfices affichent une hausse de 21,2% dans l'ensemble du manufacturier alors qu'ils s'accroissent de 29,0% dans les industries de biens non durables, la plus forte hausse en cinq ans, et de 8,6% dans celles de biens durables. En 1987, certaines industries connaissent une seconde année consécutive de croissance importante des bénéfices; c'est le cas notamment des industries du papier et des produits connexes (une hausse de 174,3% de 1985 à 1987), du bois (146,0%) et du textile et de la bonneterie (96,5%). (Voir tableau 3.14)

Les bons résultats qu'affiche l'ensemble du secteur manufacturier en 1987 ont des répercussions sur le taux d'utilisation des équipements qui passe ainsi de 78,6% en 1986 à 79,6% cette année, soit le taux le plus élevé depuis sept ans. De même, dans le secteur des biens non durables, le taux d'utilisation, le plus fort aussi depuis 1981, atteint 84,3%, avec des taux particulièrement élevé dans les industries de l'imprimerie, édition et activités connexes (97,4%), de l'habillement (96,8%), des produits textiles (96,3%) et des textiles de première transformation (96,2%). Par ailleurs, le taux d'utilisation des capacités des industries de biens durables se situe à 75,3% en 1987 comparativement à 74,1% en 1986 et à 76,0% en 1985; toutefois, on remarque en 1987 un taux d'utilisation particulièrement élevé dans l'industrie des produits électriques et électroniques (92,8%) et dans celle du bois (90,9%) en regard de taux moyens respectifs de 79,9% et de 81,8% au cours des cinq dernières années.

Les dépenses en immobilisations du secteur manufacturier augmentent moins fortement en 1987 (5,4%) qu'au cours des dernières années (9,4% en 1986, 23,4% en 1985 et 31,8% en 1984). Par ailleurs, la croissance de 15,0% des dépenses d'immobilisation dans l'ensemble de l'économie se traduit - pour la première fois en cinq ans - par une diminution de la part relative des immobilisations du secteur de la fabrication, celle-ci se situant à 16,2% en 1987 comparativement à 17,7% en 1986 et à 15,0% en 1983. Dans l'ensemble des dépenses en immobilisations au Canada, la part des manufacturiers québécois se maintient en 1987 (26,2% en regard de 26,1% en 1986) bien qu'elle se situe à un niveau inférieur à celui de 1985 (29,5%) et 1984 (31,0%). Toutefois, il faut

noter que la part du Québec se situait en moyenne à 23,3% entre 1970 et 1974 et à 20,8% entre 1975 et 1979. (Voir tableau 3.13, graphiques 3C et 3E)

La situation de vingt des vingt-deux groupes d'industries existants est décrite dans les pages qui suivent. Une large part des données utilisées sont tirées de la publication intitulée Statistiques principales des manufacturiers québécois[2] laquelle repose désormais sur la classification type des industries de 1980 (CTI 1980) plutôt que sur la classification des activités économiques de 1970 (CAE 1970). Cette nouvelle classification regroupe les activités économiques en vingt-deux groupes d'industries; toutefois, les données de deux de ces groupes étant confidentielles, ceux-ci sont par conséquent exclus de l'analyse. Par ailleurs, les données relatives à certaines variables, nécessaires à l'analyse de l'évolution des divers secteurs, font l'objet de quelques réserves. En effet, plusieurs statistiques pertinentes n'existent pas encore sur la base de la classification de 1980. Il s'agit principalement des bénéfices de base des sociétés canadiennes, des dépenses en immobilisations au Québec, de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail.

Néanmoins, dans la mesure où les nouveaux secteurs, définis selon le CTI 1980, intègrent une large part des caractéristiques des anciens secteurs, définis selon la CAE 1970, il convient de présenter ces statistiques mais en gardant à l'esprit qu'elles correspondent aux secteurs de la CAE 1970.

LES VINGT GRANDS GROUPES

L'industrie du bois

La valeur des expéditions de l'industrie du bois, en hausse de 15,6%, atteint 3,3 milliards de dollars au Québec en 1987. L'intense activité qui prévaut dans la construction résidentielle au Canada et au Québec, en 1987, permet aussi aux manufacturiers de bois de minimiser les répercussions de la taxe de 15% que le gouvernement fédéral a accepté d'imposer, en décembre 1986, à la suite des représentations des États-Unis.

Après avoir connu l'appréciation la plus élevée du secteur manufacturier en 1986 (8,4%), l'indice des prix de vente de l'industrie du bois affiche, en 1987, une hausse de même ampleur que celle observée dans l'ensemble du secteur de la fabrication (2,6% par rapport à 2,7% pour l'ensemble). Par ailleurs, bien qu'ayant enregistré une forte progression de 12,7% de ses expéditions réelles en 1987, l'industrie québécoise du bois voit sa part dans les exportations canadiennes diminuer à 22,4% cette année comparativement à 23,5% en 1986 et 23,1% en 1985.

---

2. Cette publication présente les estimations préliminaires des données du recensement des manufactures de 1986 et 1987, réalisées par le Bureau de la statistique du Québec.

L'industrie québécoise, dont 20,4% de la production était écoulée hors du Canada en 1984, ne peut s'appuyer sur le dynamisme de la demande extérieure en 1987, comme en témoigne la chute de 4,8% de ses exportations de bois d'oeuvre, laquelle succède à une hausse de 8,8% en 1986. Conjugée à une appréciation du dollar canadien face à la devise américaine, la surtaxe imposée à la demande des États-Unis n'est sans doute pas étrangère à ce ralentissement au chapitre des exportations puisque ce pays accaparait 87,4% des exportations québécoises de bois d'oeuvre en 1986.

Parallèlement à l'évolution favorable du dollar face aux devises européennes, les industries québécoises envisagent l'exportation outremer comme faisant désormais partie d'une stratégie de diversification permanente de leurs sources d'écoulement de bois d'oeuvre. À cette fin, après le Royaume-Uni et l'Europe, les organismes de promotion des industries du bois orientent également leurs activités vers les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Dans l'ensemble du Canada l'industrie du bois est très active en 1987, son taux d'utilisation des capacités atteignant un sommet inégalé depuis le début de la décennie, soit 90,9% comparativement à 82,7% l'année précédente. À partir de 1981, les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, ont connu quatre années de baisses successives avant d'amorcer, en 1985, un mouvement à la hausse qui leur permet d'atteindre 1 070 millions de dollars en 1987, en regard d'une moyenne annuelle de 270 millions de dollars entre 1981 et 1986.

Au Québec, la valeur ajoutée augmente de 13,6% en 1987 par rapport à 1986 tandis que les salaires et traitements versés, en hausse de 7,3%, totalisent 662,6 millions de dollars. Cette augmentation résulte principalement de la croissance de 5,1% de l'emploi total de l'industrie, puisque la rémunération hebdomadaire moyenne ne progresse que de 0,4% et, qu'à 395,79 $, elle se situe à 13,3% sous la moyenne de l'ensemble du secteur manufacturier. Les relations de travail connaissent une amélioration notable en 1987, le nombre de jours-personnes perdus s'établissant à 8 796 comparativement à une moyenne de 46 605 au cours des quatre années antérieures. On dénombre 31 843 personnes occupant un emploi dans l'industrie du bois au Québec en 1987, comparativement à 30 298 en 1986 où la hausse s'établissait à 2,4%; l'emploi total n'a cessé de croître depuis 1981 alors que l'effectif comportait 23 566 personnes. La valeur ajoutée par heure-personne progresse sensiblement en 1987, soit de 9,5% pour atteindre 26,36 $.

Après avoir augmenté de 58,3% en 1985, la valeur des immobilisations se maintient à un niveau élevé dans l'industrie québécoise du bois, soit à 82,3 millions de dollars en 1987, ce qui représente une légère baisse de 4,8% en regard de l'année précédente. Ces dépenses d'investissement visent une production à moindre coût et de

qualité supérieure, ainsi qu'à permettre la récupération d'une plus large part de la matière ligneuse. Une partie de ces dépenses est aussi motivée par la politique forestière du gouvernement du Québec qui incite les industriels à orienter leur schéma d'exploitation dans une perspective de long terme de façon à assurer le renouvellement de la ressource, grâce notamment à l'amélioration des méthodes de coupe, aux travaux sylvicoles et au reboisement. Cette politique a par ailleurs donné lieu à un relèvement sensible des droits de coupe qui, en plus de favoriser les négociations en vue de faire accepter une mesure permanente de remplacement de la taxe fédérale sur les exportations, stimule le prix des copeaux, un élément fondamental de la rentabilité des scieries.

L'industrie du meuble

Après trois années de forte croissance caractérisées par une hausse moyenne de 8,7% de la valeur de ses expéditions réelles, l'industrie québécoise du meuble a connu un certain ralentissement en 1986 avec une baisse de 1,9%. La prospérité est toutefois de retour en 1987 et le volume des expéditions, en hausse de 11,4%, porte à 30,2% la part du Québec dans le total des expéditions nationales; cette part était passée de 29,8% en 1985 à 28,3% en 1986.

Fortement reliée au marché de la construction résidentielle, très dynamique au Canada et au Québec en 1987, l'industrie du meuble tire également parti de la baisse du loyer de l'argent et des augmentations respectives de 19,2% et de 17,4% des ventes de meubles au détail au Canada et au Québec. La demande extérieure est également très ferme et, après une hausse de 20,7% en 1986, la valeur des exportations de meubles et accessoires progresse de 24,6% en 1987; majoritairement destinées aux États-Unis, ces exportations y sont assujetties à des droits de douanes de 4,6% alors que, en contrepartie, le Canada impose un tarif de 14,3% sur les importations de meubles en provenance des États-Unis. La valeur de la production de l'industrie du meuble atteint 1 288,9 millions de dollars au Québec en 1987, et affiche ainsi une augmentation annuelle moyenne de 12,3% depuis 1983 tandis que le rythme de croissance correspondant est de 9,3% pour les industries de biens durables et de 6,3% pour l'ensemble du secteur manufacturier.

L'industrie québécoise du meuble s'est considérablement transformée au cours des dernières années, surtout en ce qui a trait au regroupement, à la mécanisation et à l'informatisation des procédés de production. Par ailleurs, pour être productives les firmes doivent atteindre une certaine taille et un certain poids financier afin de faire face au défi technologique et à la compétition internationale; les acquisitions et les fusions ont donc été nombreuses dans l'industrie. Les entreprises innovatrices ont également pu profiter des services d'organismes spécialisés tel le Centre de recherche industrielle du meuble et du bois ouvré (CRIMBO) qui pouvait les aider à régler des problèmes variés tels le choix des

équipements et des matériaux, l'aménagement de la production, la conception et la fabrication assistée par ordinateur et le transfert de technologie.

Après avoir enregistré une forte croissance de 9,9% de son nombre de salariés en 1985, l'industrie québécoise du meuble connaît des hausses respectives de 1,5% et de 4,3% au cours des deux années suivantes, parvenant ainsi à recouvrer entièrement les emplois perdus au cours de la récession. Avec 2 981 salariés de plus qu'au creux de 1982, la taille de l'effectif atteint 17 235 salariés en 1987, alors qu'on en comptait 17 036 en 1981. La rémunération hebdomadaire moyenne s'élève à 366,30 $ et inscrit la hausse la plus marquée de tout le secteur de la fabrication en 1987, soit 10,6%; de 1984 à 1986 son rythme de progression avait été limité à 1,5%, à comparer à 3,4% dans l'ensemble des industries manufacturières. Les conflits de travail se soldent par des pertes de 17 589 jours-personnes en 1987, ce qui équivaut à 20% de moins que l'année précédente.

Un gain non négligeable de 10,9% porte à 21,00 $ la valeur ajoutée par heure-personne, ce qui confine la productivité de l'industrie du meuble au dernier rang des industries de biens durables. De tout le secteur manufacturier, il n'y a d'ailleurs que l'industrie du cuir (18,80 $) et l'industrie de l'habillement (15,90 $) qui connaissent un niveau de productivité plus faible. Cette situation est toutefois susceptible de s'améliorer avec la récente vague d'investissement touchant l'industrie québécoise du meuble. Faisant suite à une augmentation de 107,1% en 1986, les dépenses en immobilisations, en hausse de 38,4%, atteignent 36,4 millions de dollars en 1987, comparativement à une moyenne de 13,6 millions de 1983 à 1986. La composante québécoise représente ainsi 38,0% des immobilisations de l'industrie canadienne du meuble en 1986 et 1987, en regard d'une moyenne de 22,4% au cours des trois précédentes années. Une large part des dépenses d'investissement est destinée à la modernisation des équipements de production; pour faire face à la nouveauté fournie sans arrêt par la concurrence étrangère, plusieurs industriels du meuble consacrent des sommes importantes pour se recycler dans des spécialités et pour chercher à se distinguer en intégrant le design dans le développement courant de leurs lignes de produits.

Dans l'ensemble du Canada, la rentabilité de l'industrie du meuble est favorisée par un taux d'utilisation des capacités qui atteint 74,3% en 1987, soit un niveau inégalé depuis le début de la décennie. Les données canadiennes, qui ne concernent toutefois que les grandes sociétés dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, révèlent que les bénéfices de base, en hausse de 46,3%, atteignent 79 millions de dollars en 1987 comparativement à 54 millions en 1986 et à 36 millions en moyenne au cours des cinq années précédentes.

L'industrie de la première transformation des métaux

L'industrie québécoise de la première transformation des métaux bénéficie d'une conjoncture stimulante au cours de la période comprise entre 1983 et 1987, la valeur de ses expéditions progressant au rythme annuel moyen de 10,3%. En 1987, ses expéditions s'élèvent à 6 071,3 millions de dollars, affichant une hausse de 24,2% en regard de 1986.

La vigoureuse croissance de l'industrie des métaux primaires est notamment attribuable à son succès sur les marchés internationaux, où elle destine près de la moitié de ses expéditions (45,7 % en 1984). En effet, deux des vingt-cinq principaux produits d'exportation du Québec sont issus de cette industrie et représentent 11,4% des exportations totales du Québec en 1987, comparativement à 9,4% en 1986. Destinées à 97,5% aux États-Unis et totalisant 1,9 milliard de dollars, les exportations d'aluminium et alliages connaissent une progression de 24,9% en 1987, tandis que les exportations de cuivre et alliages augmentent de 13,6% et se situent à 419,4 millions de dollars. Bien que moins importantes, les exportations de zinc et alliages, après avoir chuté de 50,4% en 1986, connaissent une ferme remontée (74,7%) pour s'établir à 187,1 millions de dollars en 1987.

Parmi les industries canadiennes de biens durables, celle des métaux primaires bénéficie de la plus forte appréciation (5,4%) de ses prix de vente en 1987. Néanmoins, compte tenu des fluctuations des dernières années, notamment de la baisse de 1,7% inscrite en 1985, l'indice des prix industriels des métaux primaires (112,9) occupe le dernier rang des industries de biens durables, tandis que dans l'ensemble du secteur de la fabrication il devance seulement l'indice du textile de première transformation (110,9) et celui des produits du pétrole et du charbon (101,9). Exprimées en volume à l'aide de cet indice, les expéditions québécoises de métaux primaires progressent au rythme annuel de 7,9% entre 1983 et 1987, en regard de 7,5% pour les industries de biens durables; dans ce groupe d'industries, l'importance des métaux primaires s'accroît régulièrement, passant de 20,3% en 1981 à 24,1% en 1983 puis à 24,4% en 1987.

Au Canada, après avoir chuté de 72,1% en 1985 à 69,9% en 1986, le taux d'utilisation des équipements remonte à 74,2% en 1987, son plus haut niveau de la décennie. Cet essor est grandement attribuable au Québec, dont les expéditions réelles augmentent de 17,7% en 1987, en comparaison de 8,1% dans l'ensemble du Canada. La part de la province dans les expéditions canadiennes grimpe ainsi de 3 points au cours de cette année, atteignant un sommet de 32,1%, en regard de 28,8% en 1986; il s'agit de la plus forte présence d'une industrie québécoise de biens durables à être enregistrée dans l'ensemble canadien en cinq ans. L'envergure de l'industrie québécoise des métaux primaires découle en partie de

l'importance des investissements qui y ont été réalisés depuis quelques années. En effet, de 27,2% en 1981, la part du Québec dans les dépenses en immobilisations de l'industrie canadienne des métaux primaires a grimpé à 39,3% en 1983 et a même atteint une moyenne de 60% en 1984 et en 1985. Au cours de ces deux années, les dépenses engagées dans cette industrie au Québec ont totalisé 1 577,2 millions de dollars, soit l'équivalent de 58,7% des dépenses totales des industries de biens durables. En 1987, avec 488,6 millions de dollars, les dépenses en immobilisations au Québec demeurent soutenues dans l'industrie de la première transformation des métaux, celles-ci comptant pour 32,5% du total canadien et 37,1% du total des industries québécoises de biens durables.

Au chapitre de l'emploi, l'industrie de la première transformation des métaux affiche une bonne tenue en 1987, l'effectif des salariés (27 204) étant supérieur de 2,4% à celui de 1986 (26 566) où une baisse de 1,8% était enregistrée. L'industrie a connu des fluctuations sensibles de sa main-d'oeuvre au cours des récentes années, et en 1985 elle était la seule industrie de biens durables, outre l'industrie de la machinerie, à accuser une baisse de l'emploi; la réduction de postes équivalait alors à 2,4% (662 postes). Les investissements des dernières années ont toutefois eu des effets positifs en 1987, l'accroissement de l'emploi s'accompagne d'une amélioration sensible de la productivité. L'industrie des métaux primaires détient toujours le premier rang des industries de biens durables en ce qui regarde à la fois la valeur ajoutée par heure-personne (66,60 $) et le rythme de croissance (21,2%) de cette variable en 1987. En hausse de 2,4%, la rémunération hebdomadaire moyenne se situe à 632,58 $ en 1987, se classant au second rang dans l'ensemble du secteur de la fabrication, devancée par l'industrie du tabac. De 1984 à 1987, l'augmentation annuelle moyenne de la rémunération a toutefois été limitée à 7,7% dans l'industrie des métaux primaires, comparativement à 8,8% pour le groupe des industries de biens durables, et il s'agit de la deuxième plus faible augmentation dans ce groupe, après l'industrie des produits métalliques (7,6%). On relève par ailleurs une nette amélioration au niveau des arrêts de travail, le nombre de jours-personnes perdus passant de 118 266 en 1986 à 54 729 en 1987.

Au Canada, on enregistre une hausse marquée de la rentabilité de l'industrie de la première transformation des métaux en 1987. En effet, les bénéfices de base des sociétés dont l'actif dépasse 10 millions de dollars atteignent 1 905 millions de dollars en 1987, inscrivant un gain de 46,7% en regard de 1986. L'amélioration des bénéfices des entreprises québécoises de cette industrie est sans doute appréciable, si l'on considère la hausse modérée de la rémunération hebdomadaire moyenne et l'accroissement notable de la part du Québec dans les expéditions canadiennes.

L'industrie des produits métalliques

L'industrie des produits métalliques affiche une très bonne tenue en 1987. Exprimées en termes réels, en utilisant l'indice canadien des prix de vente de l'industrie, les expéditions québécoises progressent de 16,2% au cours de l'année et portent à 27,4% la part de la province dans le total des expéditions canadiennes. Cette part se situait à 25,8% en 1986 et à 26,8% en 1985. Le Québec a été plus touché que l'ensemble du Canada par la conjoncture défavorable qui a fait chuter de 74,1% à 72,8% le taux d'utilisation des capacités de l'industrie en 1986. La reprise de l'activité en 1987 ramène ce taux à 76,7% au Canada où la santé financière des entreprises continue de s'améliorer. En hausse de 7,2%, les bénéfices de base des sociétés dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, atteignent, en 1987, leur plus haut niveau de la décennie, soit 696 millions de dollars. Depuis l'année 1983, où ils inscrivaient une progression de 46,3%, les profits des entreprises de produits métalliques se maintiennent en moyenne à 555 millions de dollars par année.

L'industrie québécoise des produits métalliques écoule la majorité (73,4% en 1984) de ses expéditions au Canada; fortement reliée au marché de la construction, elle peut ainsi tirer parti de la vigueur des mises en chantier à l'échelle canadienne. Celles-ci affichent, en 1987, leur niveau le plus élevé en onze ans. L'industrie bénéficie également du dynamisme de ses industries en aval, dont celle de la machinerie qui connaît une croissance de 6,5% du volume de ses expéditions au Québec. S'élevant à 4,5 milliards de dollars, en hausse de 19,7%, la valeur des expéditions de l'industrie des produits métalliques représente, en 1987, 16,4% des expéditions totales des neuf industries de biens durables au Québec, ce qui la classe au troisième rang de ces industries.

Le renforcement de la demande entraîne par ailleurs la création de 763 emplois additionnels en 1987 et l'effectif compte ainsi 33 213 travailleurs, comparativement à 32 450 en 1986 et à 30 046 en 1983, année où l'industrie avait enregistré sa dernière réduction de postes, laquelle représentait 9,1% de la main-d'oeuvre en place en 1982. Estimée à partir de la valeur ajoutée par heure-personne, la productivité demeure à 31,40 $ en 1987, soit au même niveau que l'année précédente. Elle avait alors connu une amélioration de 13,4% à la faveur d'une hausse de 14,1% de la valeur ajoutée manufacturière combinée à un resserrement de 4,1% du coût des intrants intermédiaires. Progressant de 1,9%, la rémunération hebdomadaire moyenne est de 443,67$ dans l'industrie et on assiste à une diminution sensible des pertes attribuables à des conflits de travail. En effet, on enregistre 23 090 jours-personnes perdus dans l'industrie des produits métalliques en 1987, soit 3,6% de l'ensemble du secteur de la fabrication; en 1986, avec 47 223 jours-personnes, l'industrie comptait pour 8,4% des pertes totales du secteur manufacturier.

Depuis la forte augmentation de 130,3% inscrite en 1984, les dépenses d'immobilisation demeurent soutenues dans l'industrie québécoise des produits métalliques, celles-ci s'élevant à 107,1 millions de dollars en 1987 et à 86,3 millions de dollars en moyenne au cours des quatre dernières années. D'ailleurs, en 1987, la part du Québec dans l'ensemble des immobilisations canadiennes se situe à 23,2% ce qui se rapproche de son importance dans les expéditions canadiennes (27,4%); de 1983 à 1986 la part des dépenses en immobilisations au Canada réalisées au Québec était en moyenne de 15,1%.

L'industrie de la machinerie

Même avec une hausse de 6,5% en 1987, le volume des expéditions de l'industrie québécoise de la machinerie demeure à 8,3% sous leur volume de 1981, comparativement à une augmentation de 22,8% de l'ensemble des industries de biens durables. Les effets de la dernière récession se sont fait sentir plus fortement sur les dépenses d'investissement en machines et équipements et par conséquent, sur l'industrie de la machinerie, qui a ainsi connu une chute de 28,1% de ses expéditions réelles entre 1981 et 1983 (-6,2% pour l'ensemble du manufacturier). Toutefois, une vigoureuse reprise a permis à l'industrie d'augmenter le volume de ses expéditions de 10,6% en 1984, suivi par des hausses respectives de 2,0% et de 6,5% en 1985 et 1986. Dans un contexte de hausses de prix modérées, la croissance de l'industrie, en 1987, porte la valeur de ses expéditions à 1 293 millions de dollars, ce qui correspond à un gain de 9,5% en regard en 1986. Malgré cette augmentation, la part des fabricants québécois dans les expéditions canadiennes diminue à 14,4% en 1987 comparativement à 14,8% en 1986.

Alors que le haut niveau d'endettement des agriculteurs, conjugué aux bas prix des denrées agricoles, comprime la demande en instruments aratoires, et que l'incertitude associée au prix du pétrole limite les investissements reliés au domaine de l'énergie, on assiste cette année à une nouvelle régression du taux d'utilisation des capacités de l'industrie au Canada. Celui-ci passe à 59,0% en 1987, comparativement à 59,5% en 1986 et à 60,3% en 1985. Par contre, après deux années de baisse, les profits des entreprises progressent de 43,1% en 1987. Selon les données disponibles à l'échelle canadienne, les bénéfices des sociétés, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, s'élèvent à 186,0 millions de dollars en 1987. Ces bénéfices atteignaient toutefois 249 et 340 millions de dollars en 1984 et en 1981 respectivement.

Le Québec absorbe un peu plus de la moitié (55,7% en 1984) des expéditions de son industrie de la machinerie, le reste se partageant entre les autres provinces canadiennes (21,5%) et les marchés étrangers (22,8%). La compétition est toutefois très intense, à la fois sur les marchés domestiques et sur les marchés outre-frontière.

En 1987, les importations, qui entrent en concurrence avec l'industrie locale, progressent sensiblement pendant que les exportations québécoises de machinerie accusent un recul. Au chapitre des importations on relève ainsi une augmentation de 10,0% pour ce qui est des machines destinées aux industries spéciales, dont la valeur atteint 1 237,4 millions de dollars. Ce groupe comprend notamment les machines à forer (276,9 millions de dollars) en hausse de 7,8%, les machines à travailler les métaux (202,4 millions) en hausse de 30,5% et les autres machines industrielles spéciales (205,1 millions) où l'augmentation est de 12,4%. Pour ce qui est du groupe des machines industrielles d'usage général, excluant les génératrices et moteurs électriques, la valeur des importations s'accroît de 3,7% et se situe à 335,7 millions de dollars en 1987. Par contre, en ce qui a trait aux exportations de l'industrie québécoise de la machinerie, le groupe des machines industrielles d'usage général, à l'exclusion des génératrices et moteurs électriques, compte pour 133,0 millions de dollars en 1987 et enregistre une baisse de 5,6%, et les exportations de machines pour industries spéciales qui totalisent 318,7 millions de dollars, connaissent un recul de 7,8% en regard de 1986; les principaux produits de ce dernier groupe sont les machines à forer pour mine, puits de pétrole et gaz dont la valeur des exportations chute de 20,2% pour s'établir à 71,1 millions de dollars, les machines pour l'industrie des pâtes et papiers, en baisse de 17,7% et représentant une valeur de 48,4 millions de dollars, et finalement les machines à travailler les métaux avec une diminution de 7,0% pour totaliser 32,4 millions de dollars.

Dans le but d'accroître leur compétitivité, les manufacturiers québécois continuent d'engager des dépenses importantes pour moderniser leurs installations tout en rétrécissant leur gamme de produits pour se spécialiser davantage. Depuis quelques années, la part du Québec dans les dépenses d'immobilisation canadiennes réalisées dans l'industrie de la machinerie va de pair avec l'importance croissante de la province dans les expéditions canadiennes. En effet, de 19,2% entre 1981 et 1983, la part moyenne des dépenses effectuées au Québec de 1984 à 1987 s'élève à 28,9%; l'industrie de la machinerie a ainsi investi 345,2 millions de dollars depuis 1984, dont 92,3 millions en 1987.

La valeur de la production de l'industrie québécoise de la machinerie atteint 1 465,8 millions de dollars en 1987, en hausse de 8,8% par raport à l'année précédente. Depuis 1983, son rythme de croissance annuel moyen (10,3%) est légèrement supérieur à celui de l'ensemble des industries de biens durables (9,3%). L'augmentation de 14,1% du coût des produits intermédaires restreint à 4,1% la croissance de la valeur ajoutée tandis que l'addition de 648 nouveaux postes, soit l'équivalent de 4,8% des emplois, entraîne une hausse de 5,6% du nombre d'heures payées en 1987: ceci se traduit par une stagnation de la

valeur ajoutée par heure-personne qui se situe à 31,80 $ en 1987 en regard de 31,90 $ en 1986.

L'effectif total, regroupant 14 121 employés en 1987, résulte d'un accroissement annuel moyen de 1,7% de l'emploi depuis 1983, comparativement à une hausse de 2,9% dans l'ensemble des industries de biens durables. Les salaires et traitements versés dans l'industrie, totalisant 349,5 millions de dollars en 1987, affichent une hausse de 6,6% qui découle en partie d'une appréciation de 4,3% de la rémunération hebdomadaire moyenne. S'élevant à 494,88$, en hausse de 4,3% en 1987, la rémunération hebdomadaire moyenne touchée dans l'industrie de la machinerie est supérieure de 8,4% à celle de l'ensemble du secteur manufacturier.

Néanmoins, les relations de travail au sein de cette industrie traversent les moments les plus difficiles des dernières années, alors que sept longs conflits, affectant 898 employés, se soldent par la perte de 76 420 jours-personnes en 1987. Réunissant 2,8% des travailleurs du secteur de la fabrication au Québec, l'industrie de la machinerie représente 11,9% des pertes attribuables à des conflits de travail en 1987, comparativement à une part moyenne de 4,2% au cours des quatre années précédentes.

L'industrie du matériel de transport

L'industrie québécoise du matériel de transport accuse une baisse significative de son volume d'affaires en 1987, la valeur de ses expéditions chutant de 13,5% pour s'établir à 5 042,4 millions de dollars. L'industrie du matériel de transports, représentant 18,5% des expéditions totales des industries de biens durables comparativement à 23,5% en 1986, glisse au deuxième rang de ces industries; la première place revient ainsi à l'industrie de la première transformation des métaux.

Comme en font foi les données relatives au commerce international, les secteurs de l'aéronautique et du transport en commun affichent une bonne tenue en 1987; le recul de l'ensemble de l'industrie du matériel de transport serait principalement attribuable à la fermeture, à des fins de modernisation, de l'usine d'assemblage d'automobiles de Boisbriand au cours du premier semestre de l'année. Même si elles demeurent importantes en 1987 avec 974,6 millions de dollars, les exportations d'automobiles et châssis, qui chutent de 49,1%, insufflent une forte tendance à la baisse dans l'activité de l'industrie; les exportations de pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles s'accroissent par contre de 11,9% pour s'élever à 223,4 millions de dollars en 1987. Pour ce qui est du matériel

aéronautique, les résultats sont plus intéressants car la valeur des ventes à l'étranger des trois principaux produits augmente de 9,2% en 1987 pour s'établir à 1 493,1 millions de dollars. Les exportations de moteurs d'avion et pièces progressent de 19,5% pour atteindre 808,4 millions de dollars et les exportations d'assemblages, équipement et pièces d'avion de 5,4% (433,7 millions de dollars) tandis que les exportations d'avions entiers avec moteurs (251,0 millions de dollars) accusent une baisse de 10,3%. Dans le domaine du transport en commun, après une hausse de 168,4% en 1986, la valeur des exportations de matériel roulant de chemin de fer connaît une baisse de 12,5% en 1987 et totalise 357,9 millions de dollars.

L'indice des prix de vente des manufacturiers canadiens de matériel de transport enregistre une diminution de 0,3% au Canada en 1987 pour se situer à 133,3. Cette industrie, qui occupait la première place de 1984 à 1986, passe en 1987 au deuxième rang des industries de biens durables en ce qui concerne l'indice des prix de vente. Dégonflées à l'aide de cet indice, les expéditions de l'industrie du matériel de transport subissent, en 1987, un recul de 13,2% au Québec. Au Canada la situation est également difficile mais la baisse est limitée à 6,3%, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes, passant à 12,1%, tombe d'un point en 1987; par ailleurs, de toutes les industries québécoises, c'est l'industrie du matériel de transport qui détient la plus faible part des expéditions canadiennes de 1983 à 1987.

Au chapitre de l'emploi, l'industrie du matériel de transport est malgré tout très dynamique en 1987, répondant de 1 548 (23,3%) des 6 639 nouveaux emplois créés dans les industries de biens durables au Québec. L'effectif de cette industrie compte 36 733 employés en 1987, soit 4,4% de plus qu'en 1986; en regard de 1983, l'emploi a progressé au taux annuel moyen de 3,4% comparativement à 2,9% dans l'ensemble des industries de biens durables. La diminution du volume d'activités de l'industrie, en 1987, entraîne une chute de 10,3% de la valeur ajoutée qui, conjuguée à la hausse de l'emploi, se traduit par une détérioration de 14,3% de la productivité. Exprimée par le rapport valeur ajoutée/heure-personne payée, la productivité de l'industrie du matériel de transport en 1987 se situe à 42,30 $ comparativement à 49,30 $ en 1986 où un faible gain de 1,1% était enregistré.

La rémunération hebdomadaire moyenne que touchent les salariés de cette industrie est la cinquième en importance du secteur manufacturier québécois. Après avoir progressé de 2,0% en 1986, pour se situer à 546,30 $, elle s'accroît d'à peine 1,3% en 1987 et atteint 553,25 $. Compte tenu de l'addition de nouveaux travailleurs, les entreprises de matériel de transport versent 1 116,4 millions de dollars en salaires et traitements en 1987, soit 6,9% de plus qu'en 1986. Pour une deuxième année consécutive, les relations de travail sont relativement calmes en 1987; le nombre de jours-personnes perdus (16 494) équivaut à 2,6% du total du secteur de la fabrication, comparativement à 27,1% en 1985

alors que l'industrie subissait des pertes de 196 228 jours-personnes.

La nécessité de suivre les derniers développements technologiques afin d'accroître la compétitivité de l'industrie sur les marchés internationaux favorise une seconde poussée des investissements, notamment dans le secteur de l'automobile. Après avoir augmenté de 55,9% en 1985 et de 10,0% en 1986, les dépenses en immobilisations bondissent de près de 100,0% en 1987; atteignant 274,6 millions de dollars, ces dépenses représentent 20,8% du total des investissements des industries québécoises de biens durables, comparativement à une moyenne de 9,1% de 1983 à 1986.

Au Canada, le taux d'utilisation des capacités de l'industrie du matériel de transport était monté jusqu'à 78,6% en 1985, avant de fléchir à 72,6% en 1986 puis à 62,6% en 1987. Cet état de choses ayant des répercussions sur la rentabilité de l'industrie, les bénéfices de base des sociétés dont l'actif dépasse 10 millions de dollars accusent une baisse de 32,1% en 1987 où ils s'établissent à 1 885,0 millions de dollars; ils avaient auparavant décliné de 25,5% en 1986 et de 3,3% en 1985. De 1983 à 1987, l'industrie du matériel de transport a réalisé des bénéfices totalisant 14 696 millions de dollars au Canada, ce qui équivaut à 38,4% du total des industries de biens durables; toutefois, le niveau de profit atteint en 1984 (3 852 millions de dollars), à la faveur d'une hausse de 56,7%, était exceptionnel du fait qu'il résultait d'un accroissement remarquable des ventes de véhicules automobiles.

L'industrie des produits électriques et électroniques

L'industrie des produits électriques et électroniques regroupe principalement au Québec les fabricants de matériel électronique, ceux de matériel électrique industriel, ainsi que les manufacturiers du groupe fils et câbles électriques et de communication. Selon la CTI 1980, le groupe machines pour bureaux et magasins fait également partie de cette industrie. Au cours de la période comprise entre 1983 et 1987, l'industrie des produits électriques et électroniques affiche une croissance annuelle moyenne de 10,3% de la valeur réelle de ses expéditions, ce qui est supérieur au rythme de 7,5% de l'ensemble des industries de biens durables. En 1987, le volume des expéditions de cette industrie est en hausse de 9,8% au Québec et de 7,7% au Canada, faisant passer la part de la province dans les expéditions canadiennes de 26,3% en 1986 à 26,8% en 1987.

En ce qui touche les dépenses d'immobilisation en construction, machinerie et équipement réalisées dans cette industrie, le Québec fait encore meilleure figure, sa part des dépenses canadiennes atteignant 30,0% entre 1983 et 1987. Portées à 157,2 millions de dollars à la faveur d'une hausse de 66,9% en 1983, ces dépenses d'investissement sont par la suite demeurées

soutenues au Québec, s'élevant à 158,4 millions de dollars en 1987 et conservant une moyenne annuelle de 153 millions de dollars depuis 1983. En permettant à l'industrie de se maintenir à la fine pointe de la technologie dans plusieurs sous-secteurs et aussi d'ajuster sa gamme de produits selon l'évolution des marchés internationaux, ces investissements ont favorisé l'expansion de l'industrie québécoise des produits électriques et électroniques sur la scène mondiale.

Selon un rythme de croissance de 8,9% en 1987, les exportations québécoises d'équipement et de matériel de communication totalisent 1,2 milliard de dollars. Comptant pour 61,0% de ce groupe de produits, les exportations de tubes électroniques et semi-conducteurs inscrivent une augmentation de 21,7% pour se situer à 734,1 millions de dollars, tandis que les exportations de matériel commercial de télécommunication, évaluées à 339,9 millions de dollars, subissent un recul de 8,0% en regard de 1986. Le groupe machines et matériel de bureau connaît aussi un franc succès à l'étranger, comme en témoigne la progression de 48,4% de ses exportations qui atteignent 283,5 millions de dollars en 1987. Par ailleurs, le haut degré de compétition dans cette industrie à l'échelle internationale se reflète dans la percée des producteurs étrangers sur le marché québécois. Surpassant les exportations, la valeur des importations d'équipement et matériel de communication s'élève 1,6 milliard de dollars en 1987 alors qu'elle enregistre une hausse de 15,5%, dont 30,6% au chapitre des tubes électroniques et semi-conducteurs (893,8 millions). La balance commerciale du Québec est aussi négative du côté des machines et matériel de bureau, la valeur des importations atteignant 409,5 millions de dollars, en baisse de 0,3% comparativement à 1986. L'afflux de produits étrangers contribuant à ralentir la croissance des prix, l'indice canadien des prix industriels des produits électriques et électroniques ne progresse que de 1,8% en 1987, même si le taux d'exploitation des équipements (92,8%) est très élevé. Depuis 1983, ce taux a connu une remontée graduelle de 33,2 points, soit la plus forte du secteur manufacturier canadien où la moyenne est de 11,3 points, et plus particulièrement celle de 15,1 points des industries de biens durables.

Au Québec, la valeur de la production de l'industrie croît de 3,5% et se situe à 4,3 milliards de dollars en 1987. En regard de 1983, elle a progressé sensiblement au même rythme que l'ensemble des industries de biens durables, soit de 10,5% comparativement à 9,3%. En matière d'emploi, l'industrie des produits électriques et électroniques affiche une croissance annuelle moyenne de 3,5% depuis 1983, contre 2,9% pour les industries de biens durables. On dénombre 36 897 travailleurs dans cette industrie en 1987, soit 481 (1,3%) de plus qu'en 1986 et 4 798 travailleurs (14,9%) de plus qu'en 1983, de sorte qu'elle est responsable de 21,1% de la création nette d'emplois dans les industries de biens durables entre 1983 et 1987. Au cours de cette période, l'accroissement de la main d'oeuvre limite à 5,1%

la progression annuelle de la valeur ajoutée par heure-personne, comparativement à une hausse de 5,8% dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Évaluée à 522,80 $, la rémunération hebdomadaire moyenne augmente de 2,8% en 1987. Au chapitre des relations de travail, l'industrie des produits électriques et électroniques a connu une situation tendue en 1986 alors qu'elle enregistrait un sommet historique de 46 022 jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail. En 1987, les pertes en jours-personnes augmentent à 51 802, soit 8,1% du total des jours perdus dans le secteur de la fabrication au Québec.

En dépit d'une croissance des expéditions inférieure à la moyenne du secteur manufacturier en termes de volume, l'industrie des produits électriques et électroniques maintient un niveau de rentabilité enviable entre les années 1983 et 1987. Comme le démontre les données relatives aux bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif atteint 10 millions de dollars et plus, cette industrie accapare 14,7% des profits des industries de biens durables, se situant au troisième rang des industries de ce groupe après celle du matériel de transport et celle des métaux primaires. S'élevant en moyenne à 1 129 millions de dollars au cours de cette période, ces profits atteignent 1 376 millions en 1987.

L'industrie des produits minéraux non métalliques

Principalement axée sur la fabrication de matériaux de construction, l'industrie des produits minéraux non métalliques voit son activité stimulée par la vigueur des mises en chantier en 1987, à quoi s'ajoute une demande non négligeable liée à des projets de construction non résidentielle. La valeur de ses expéditions s'élève à 1 639,0 millions de dollars en 1987, pour enregistrer une croissance de 15,0% en regard de l'année précédente. Exprimées en termes réels à l'aide de l'indice canadien des prix de vente de ce secteur, les expéditions inscrivent un gain de 10,9% en 1987. Depuis 1983 elles progressent au rythme annuel moyen de 7,8%, comparativement à 7,5% pour l'ensemble des industries de biens durables.

Jusqu'en 1985, le Québec avait profité de la reprise pour accroître progressivement à 23,3% sa part des expéditions canadiennes qui se situait à 21,5% en 1982. Depuis, à la faveur d'un coefficient d'exploitation des usines qui passe de 68,6% en 1985, à 73,5% en 1986 et à 79,8% en 1987, l'industrie des produits minéraux non métalliques est plus dynamique dans l'ensemble du Canada et la part du Québec tombe à 22,1% en 1986 puis à 21,8% en 1987. Mentionnons que c'est au Québec que se concentre la majeure partie de l'industrie canadienne de l'amiante dont les activités sont très ralenties; les fabricants sont toutefois encouragés, en 1987, par la décision de

l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) de surseoir à l'interdiction des produits de l'amiante aux États-Unis, en attendant de nouvelles études de toxicité. Compte tenu de la puissance des lobbys politiques en défaveur de l'amiante, le déclin des exportations vers ce pays risquent de se poursuivre et, conscients de la nécessité de transférer leur marché, les industriels québécois orientent leurs efforts de développement et de marketing vers les pays en voie de développement. L'augmentation rapide de la population dans ces pays s'accompagnant de besoins croissants en aliments, en eau et en logements, la qualité de la fibre d'amiante canadienne en fait un matériau très recherché pour la production de tuyaux d'amiante-ciment, composante essentielle des projets d'aqueduc ou d'irrigation.

L'industrie des produits minéraux non métalliques représente en 1987, 6,5% de la valeur de la production des industries de biens durables et une proportion semblable de l'emploi, soit 6,3%. En progression de 2,3% en regard de l'année précédente, le nombre de travailleurs dans cette industrie s'élève à 13 276 en 1987, ce qui représente 1 569 emplois (ou 13,4%) de plus qu'en 1983. Les hausses successives de l'emploi des dernières années s'accompagnent d'une amélioration de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'élève à 40,10 $ en 1987, en hausse de 9,0% en regard de 1986. Au chapitre de la productivité, l'industrie occupe le troisième rang des industries de biens durables, devancée par l'industrie des métaux primaires et celle du matériel de transport. Par ailleurs, après avoir profité d'une hausse de 7,2% qui l'avait porté à 503,50 $ en 1986, la rémunération hebdomadaire moyenne de cette industrie connaît, en 1987, une baisse de 1,3% qui la ramène à 496,83 $. Il s'agit de la première baisse à survenir au sein des industries de biens durables depuis 1983, année de mise sur pied de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures travaillées (EERH). Le nombre de jours perdus à cause de conflits de travail est de 9 368, ce qui traduit une amélioration sensible en regard des deux années antérieures où il s'élevait en moyenne à 28 505.

De tous les fabricants canadiens de biens durables, ce sont ceux de l'industrie des produits minéraux non métalliques qui bénéficient de la plus forte appréciation de leur indice des prix de vente depuis 1981. Ainsi, à l'exception d'un léger recul de 2,3% en 1986, les profits des entreprises canadiennes de ce secteur, tirant parti de cette situation, progressent à un rythme soutenu depuis le début de la reprise. S'élevant à 968 millions de dollars en 1987, les bénéfices de base des sociétés, qui ont un actif supérieur à 10 millions de dollars, se sont appréciés au rythme annuel moyen de 47% depuis 1982.

Au Québec, les dépenses en immobilisations de l'industrie en 1986 et 1987 totalisent 174,2 millions de dollars, ce qui excède de près de 80% la moyenne des cinq années précédentes. Pour mieux affronter la concurrence, les grandes

cimenteries engagent des sommes importantes en vue d'étendre géographiquement leurs activités et, à cet effet, elles procèdent soit à des acquisitions, soit au développement de leurs réseaux de distribution. Par ailleurs, la réduction des coûts de production se poursuit via la modernisation des usines et via la recherche et le développement, notamment en vue de pouvoir recycler des déchets municipaux et des huiles usées pour les utiliser comme combustible, un intrant important dans le processus de fabrication. L'accroissement de la compétitivité de l'industrie devrait lui permettre de tirer avantage du plan quinquennal approuvé par le Sénat et le Congrès américains pour la réfection du réseau routier des États-Unis au coût de 88 milliards $US; cette loi ne contient aucune clause protectionniste qui empêcherait les producteurs canadiens de participer à ces projets de construction.

L'industrie des aliments et l'industrie des boissons

Représentant 13,2% de la valeur totale des expéditions du secteur de la transformation au Québec, l'industrie des aliments se classe en première place parmi les 22 industries manufacturières; en matière d'emploi, elle se situe cependant au second rang, avec 9,3% du total, précédée de l'industrie de l'habillement (12,4%). Comme elle n'exporte qu'une faible partie de ses expéditions (7,8% en 1984), le développement de l'industrie des aliments est subordonné au marché domestique dont l'expansion est toutefois limitée par la faible croissance de la population. Cet état de choses entraîne une intensification de la concurrence entre les fabricants désireux d'accroître leur part de marché.

Les faibles hausses de la valeur des expéditions de l'industrie des aliments depuis le début des années 80 sont principalement attribuables à l'évolution des prix. En 1987, l'indice canadien des prix (1981=100) de cette industrie atteint 122,4, ce qui le maintient dans la moyenne du secteur manufacturier (122,8). Les fluctuations très peu prononcées en termes de volume se soldent par une baisse des expéditions réelles de 0,1% en 1987 par rapport à 1981. En 1987, la diminution est de 0,8% en regard de 1986, où le recul était de 1,7%. La part du Québec qui représentait 26,8% des expéditions canadiennes d'aliments en 1984, est ramenée à 24,4% en 1987 après trois baisses consécutives. Les marchés extérieurs n'apportent en outre aucune contribution à la croissance de l'industrie en 1987, les exportations de viandes fraîches, réfrigérées et congelées diminuant de 5,1% tandis que celles de produits laitiers chutent de 29,5% après des baisses de 8,8% en 1985 et de 20,8% en 1986.

Malgré la stabilité des marchés, l'emploi est en hausse pour une quatrième année consécutive dans l'industrie des aliments en 1987. On y dénombre 47 244 travailleurs ce qui équivaut à 3 432 emplois de plus qu'en 1983, soit 7,8% de l'effectif d'alors. Depuis 1985, l'accroissement de l'emploi a toutefois provoqué un recul de la

productivité. À raison de 36,40 $ en 1987, la valeur ajoutée par heure-personne accuse une baisse de 0,4% par rapport à 1986 où la chute atteignait 4,4%.

À l'instar des statistiques relatives aux dépenses en immobilisations et aux jours-personnes perdus en arrêts de travail, les données concernant la rémunération hebdomadaire moyenne sont disponibles seulement sur la base de la CAE 1970 et ainsi, se rapportent au groupe d'industries aliments et boissons. En 1987, la rémunération hebdomadaire moyenne atteint 450,63 $, surpassant de 10,9% celle de 1984, tandis que dans l'ensemble des industries de biens non durables la hausse est limitée à 2,1%. Les relations de travail sont par ailleurs difficilles dans le groupe aliments et boissons en 1987. Comptant pour 11,5% de l'emploi manufacturier, ce groupe accapare néanmoins 22,5% des jours-personnes perdus dans l'ensemble du secteur de la fabrication. Les pertes enregistrées totalisent 144 536 jours-personnes en 1987, comparativement à une moyenne de 86 479 jours-personnes au cours des trois dernières années.

Les dépenses en immobilisations de l'industrie des aliments et boissons se situent à 245,2 millions de dollars en 1987; il s'agit d'une augmentation de 21,2% en regard de 1986, alors qu'on notait une baisse de 12,5% par rapport à 1985. Pour la période comprise entre 1983 et 1987, ces dépenses sont demeurées fermes, s'élevant en moyenne à 217,5 millions de dollars. La province compte ainsi pour 21,6% des investissements réalisés dans cette industrie au Canada, ce qui est néanmoins inférieur à sa part des expéditions qui représente plus de 25%. Dans un contexte de vive concurrence, les dépenses d'investissement des entreprises visent à poursuivre la rationalisation des activités et à adapter l'industrie aux préférences des consommateurs qui vont vers des aliments à plus grande valeur nutritive, vers des produits traités davantage de façon à réduire le temps de préparation à la maison, etc. Une part des dépenses est aussi consacrée à la mise en place des nouvelles techniques d'emballage permettant de prolonger la durée d'entreposage sur les étagères et ainsi de réduire les besoins en réfrigération.

Dans l'industrie des aliments, les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, progressent de 10,4% au Canada pour atteindre 1 673,0 millions de dollars en 1987. Plus stables que ceux de l'ensemble des industries de biens durables, les profits de l'industrie des aliments, ont progressé en moyenne de 10,0% annuellement depuis 1983, en maintenant un niveau moyen de 1 378,4 millions de dollars.

L'industrie des boissons affiche de bons résultats au Québec en 1987. Même si les prix de vente de cette industrie n'augmentent que modérément, soit de 2,8% selon l'indice canadien des prix industriels, la valeur des expéditions progresse de 12,7% au Québec pour atteindre

1,5 milliard de dollars en 1987. Sur la base 1981=100, l'indice des prix de vente de l'industrie se situe à 141,8 en 1987, ce qui en fait le deuxième plus élevé du secteur manufacturier. Exprimées en volume, après une baisse de 1,8% en 1985 et une hausse de 5,9% en 1986, les expéditions grimpent de 9,6% en 1987. L'importance de la province dans les expéditions nationales se situe à 26,0% en 1987 après s'être chiffrée à 24,6% en 1986 et en 1985. Au chapitre de la valeur de la production, avec une augmentation de 9,0%, l'industrie des boissons figure parmi les leaders au sein des industries de biens non durables où elle est devancée par l'industrie des produits en matière plastique (12,2%) et celle des produits textiles (10,4%).

Bien qu'elle représente 14,4% des expéditions du groupe aliments et boissons, la composante boissons répond de 18,4% des emplois de ces industries en 1987 tandis que l'augmentation de son effectif de travailleurs représente 8,7% en regard de l'année 1983, ce qui est supérieur à la hausse de 7,8% de l'industrie des aliments. Le renforcement de la demande entraîne l'addition de 263 emplois en 1987 ce qui porte à 10 682 le nombre de travailleurs de l'industrie des boissons.

Combinée à une augmentation de 11,9% du coût des matières et des fournitures, la hausse de 5,4% du nombre d'heures-personnes payées limite à 1,1% la croissance de la productivité en 1987. Avec une valeur ajoutée par heure-personne qui s'élève à 62,90 $, l'industrie des boissons occupe le cinquième rang au sein du secteur manufacturier québécois. En 1983, l'industrie se classait au troisième rang en termes de productivité, devancée par l'industrie du pétrole et du charbon (160,00 $) et par l'industrie du tabac (79,30 $); affectée par les hausses importantes de l'emploi, la productivité a par la suite connu un premier repli de 2,6% en 1984 et un second de 1,6% en 1985.

Au deuxième rang du secteur manufacturier quant à la vigueur de ses hausses de prix entre 1981 et 1987, l'industrie des boissons accapare, au cours de cette période, 35,6% des profits des entreprises du groupe aliments et boissons au Canada. Après une forte poussée de 66,1% en 1986, les bénéfices des sociétés, dont l'actif total dépasse 10 millions de dollars, accusent une baisse de 20,9% en 1987 et s'élèvent à 925,0 millions de dollars.

L'industrie du tabac

Le changement de mentalité face à l'usage du tabac et la hausse des taxes à la consommation sur ses produits se répercutent sur les activités des fabricants de produits du tabac; au Canada, le volume des ventes de cigarettes, en chute constante depuis 1982, accuse une nouvelle baisse de 5,1% en 1987 par rapport à 1986 où la baisse était de 6,0%. L'industrie québécoise du tabac, qui écoule une large part de ses expéditions à l'extérieur de la province (67,3% en 1984), a connu une année particulièrement difficile en

1986, son volume d'expéditions déclinant de 5,6%. La situation s'améliore en 1987 alors que la forte hausse de 17,1% du volume des expéditions, conjuguée à une appréciation de 5,4% de l'indice des prix de vente des manufacturiers, permet un accroissement de 23,0% de la valeur des expéditions qui s'élève à 1 005,2 millions de dollars. Ce redressement est supérieur à celui de l'Ontario, où est localisé le reste de l'industrie canadienne, de sorte que la part du Québec dans les expéditions nationales poursuit sa progression et atteint 55,4% en 1987, comparativement à 51,3% en 1986, 49,4% en 1985 et 47,0% en 1984.

Amorcé depuis quelques années, le programme de rationalisation de l'industrie semble privilégier le Québec. Avec des investissements de 30 millions de dollars, la province accapare 84,2% des dépenses d'immobilisation réalisées au Canada en 1987. Cette part était déjà de 82,6% en 1986, comparativement à environ 50% au début de la décennie. La restructuration a atteint un point culminant à la fin de 1986 lorsque deux des quatre géants canadiens de l'industrie ont fusionné, et ensuite au début de 1987 lorsqu'un troisième fabricant a décidé de fermer progressivement son usine de Québec et de relocaliser ses 344 employés à ses usines de Montréal et de Guelph (Ontario).

De 72,9% en 1983, le taux d'utilisation des capacités de l'industrie au Canada est tombé à 62,0% en 1986 et à 60,2% en 1987. Cette régression a entraîné entre 1983 et 1987 la mise à pied de 847 travailleurs au Québec, soit une baisse annuelle moyenne de 5,2%. Pour l'année 1987, on dénombre 3 465 employés dans l'industrie du tabac, une diminution de 8,1% en regard de 1986. Combinée à une compression de 12,1% du nombre d'heures-personnes payées, la hausse de 8,1% de la valeur ajoutée dans l'industrie en 1987 se traduit par une forte progression de 20,6% de la productivité. Telle qu'exprimée par le ratio valeur ajoutée par heure-personne payées, la productivité passe de 107,10 $ en 1986 à 129,20 $ en 1987 et on assiste parallèlement à une amélioration sensible de la santé financière de l'industrie du tabac, comme en témoignent les statistiques canadiennes relatives aux bénéfices de base des sociétés, celles dont l'actif atteint plus de 10 millions de dollars. Après une dégringolade de près de 50% en 1986, ces bénéfices progressent de 71% en 1987; s'élèvant à 301 millions de dollars, ils reviennent ainsi à leur niveau moyen de la période comprise entre 1983 et 1985.

Comme par les années passées, on n'enregistre aucune perte attribuable à des conflits de travail au Québec en 1987 et la rémunération hebdomadaire moyenne, la plus forte de tout le secteur manufacturier, profite d'une hausse de 6,2% pour atteindre 713,37 $. La baisse de l'emploi donne toutefois lieu à une diminution de 3,3% des salaires et traitements versés dans l'industrie, lesquels s'élèvent à 130,9 millions de dollars en 1987.

L'industrie des produits en matière plastique

Très dynamique depuis le début de la reprise, l'industrie québécoise des produits en matière plastique affiche, en 1987, son meilleur taux de croissance des cinq dernières années en ce qui a trait au volume de ses expéditions. Profitant d'une hausse de 10,0% en 1987, les expéditions réelles arborent un taux de croissance annuel moyen de 7,0% depuis 1983, surpassant largement le rythme de 1,6% des industries de biens non durables. Malgré sa vigueur, l'industrie des produits en matière plastique ne contribue que faiblement à l'essor des industries de biens non durables, sa part des expéditions de ce secteur étant limitée à 3,1%.

La vigueur de l'industrie des produits en matière plastique touche l'ensemble du Canada et, même avec son dynamisme, la part de l'industrie québécoise dans les expéditions canadiennes n'évolut pas sensiblement depuis 1984, où elle se chiffrait à 25,0% comparativement à 24,9% en 1987 et à 25,1% en 1986, tandis que dans l'ensemble du secteur de la fabrication, la part du Québec s'élève à 25,2% en 1987 contre 24,6% en 1986 et 24,8% en 1984.

L'industrie des produits en matière plastique se distingue avec le taux de croissance de l'emploi le plus élevé du secteur manufacturier entre 1983 et 1987. Le nombre de ses salariés progresse ainsi de 6,4% en moyenne par année, comparativement à une croissance de 0,7% dans les industries de biens non durables et de 1,6% dans l'ensemble du secteur de la fabrication. L'effectif compte 10 498 salariés en 1987, ce qui équivaut à une addition de 462 emplois (4,6%) en regard de 1986. Cette création d'emplois étant accompagnée d'un raffermissement prononcé de la valeur ajoutée, l'industrie enregistre un gain de productivité de 14,1%, la valeur ajoutée par heure-personne s'élevant à 30,90 $ en 1987 en regard de 27,10 $ en 1986.

Rappelons que certaines variables économiques pertinentes à l'analyse de l'évolution du secteur des produits en matière plastique ne sont disponibles que sur la base de la CAE 1970 et se rapportent donc au secteur du caoutchouc et des produits en matière plastique: la rémunération hebdomadaire moyenne, les pertes attribuables à des arrêts de travail, les bénéfices des sociétés et les dépenses en immobilisations.

Après avoir connu la plus forte hausse du secteur manufacturier en 1985, la rémunération hebdomadaire moyenne de l'industrie à continué de progresser au delà de la moyenne en 1986, soit de 6,0% comparativement à 2,6% dans l'ensemble du secteur de la fabrication. Toutefois, l'année 1987 marque un revirement, puisque les travailleurs du caoutchouc et des produits en matière plastique, avec ceux des produits minéraux non métalliques, sont les seuls à subir un recul de leur rémunération hebdomadaire moyenne. Accusant une baisse de 3,1% celle-ci se situe à 411,83 $

en 1987, en regard de 424,81 $ l'année précédente. Les pertes en arrêts de travail représentent 10 685 jours-personnes en 1987 contre 12 700 en 1986, ce qui demeurait bien en deça du sommet de 87 328 jours-personnes inscrit en 1985.

Même si elle maintient le taux d'utilisation de sa capacité à 93,9% en 1987, l'industrie des produits en matière plastique au Canada ne peut en tirer les mêmes profits que l'année précédente. Accusant une baisse de 11,9%, les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, s'établissent à 297 millions de dollars en 1987, ce qui correspond toutefois à la moyenne des cinq dernières années.

Déjà favorisée par une activité économique vigoureuse, l'industrie plastique voit se multiplier les nouvelles applications de ses produits, ce qui est de nature à favoriser de nouveaux investissements. D'une valeur de 78,2 millions de dollars en 1987, les dépenses en immobilisations réalisées dans l'industrie se maintiennent au niveau atteint l'année précédente alors qu'elles grimpaient de 67,7%. Pour ces deux années l'importance du Québec dans les dépenses d'immobilisation canadiennes atteint près de 22% tandis que, avant 1983, cette part était inférieure à 10%.

L'industrie du cuir

Au cours des dernières années, l'industrie québécoise du cuir connaît des conditions difficiles. Les expéditions réelles de cette industrie augmentent légèrement de 0,1% en 1984 et de 0,5% en 1985, alors qu'elles enregistrent des reculs de 0,6% en 1986 et de 4,5% en 1987. La valeur des expéditions des produits du cuir atteint 477,3 millions de dollars en 1987, une hausse de 1,8% en regard de 1986. La part des manufacturiers québécois dans les expéditions canadiennes chute de 1983 à 1986, de 35,9% à 34,2%, puis augmente à 35,3% en 1987.

Selon les dernières données disponibles relativement à la destination des expéditions des manufacturiers, soit celles de 1984, l'industrie québécoise du cuir effectuait 56,3% de ses expéditions dans la province même, tandis que l'Ontario en absorbait 27,2%, la Colombie-Britannique 3,6%; les données relatives aux autres destinations canadiennes sont confidentielles. Après un certain rattrapage au cours de 1986, la demande de chaussures se stabilise en 1987, la valeur des ventes au détail des magasins de chaussures s'accroissant de 4,5% au Québec et de 5,0% au Canada, après des augmentations respectives de 9,9% et de 10,6% en 1986. Parmi les autres facteurs qui exercent une influence négative sur le volume d'affaires de l'industrie en 1987, mentionnons d'une part, la réduction graduelle des tarifs à l'importation et, d'autre part, la perte d'efficacité des restrictions reposant sur les quotas,

étant donné l'émergence de nouveaux pays exportateurs et de nouveaux produits qui menacent la part des marchés qui a pu être préservée jusqu'ici. Après un bond de 30,6% en 1986, les importations de chaussures demeurent au niveau de 239,6 millions de dollars au Québec en 1987, tandis que les importations de cuir et demi-produits en cuir grimpent de 45,5% et s'élèvent à 124,7 millions de dollars.

La concurrence toujours plus grande entraîne une baisse du taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie du cuir au Canada qui passe de 96,4% en 1986 à 90,3% en 1987. Les producteurs réussissent tout de même à transmettre une large part de la hausse de leurs coûts, l'indice des prix de vente de l'industrie inscrivant la plus forte appréciation (6,4%) du secteur manufacturier après l'industrie du papier (9,4%).

La baisse d'activité est accompagnée d'un nombre important de perte d'emplois. Dans l'ensemble du secteur manufacturier c'est, après l'industrie du tabac, l'industrie du cuir qui subit les plus importantes réductions de personnel depuis 1983. En 1987, elle compte 7 768 travailleurs, soit 1 583 travailleurs (-16,9%) de moins qu'en 1983. Après avoir atteint 11,9% en 1985, le rythme des réductions de l'effectif s'est poursuivi à raison de 2,3% et 3,1% respectivement en 1986 et en 1987.

Avec les baisses successives de l'emploi, le nombre d'heures-personnes payées a été réduit de 15,3% depuis 1983, entraînant une appréciation de 40,0% de la productivité mesurée à l'aide du rapport valeur ajoutée/heure-personne. Toutefois, en 1987, la productivité de l'industrie du cuir (18,80 $) équivaut à peine à la moitié de la productivité moyenne de l'ensemble du secteur de la fabrication. Cela se reflète sur la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'industrie du cuir; en hausse de 5,4% en 1987, elle s'élève à 311,41$. Au chapitre de la rémunération, cette industrie se situe à l'avant-dernier rang des industries du secteur manufacturier, où elle représente tout juste 68% de la rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des industries. Par ailleurs, les relations de travail sont tendues en 1987 et cinq conflits, touchant 859 travailleurs, se soldent par la perte de 13 165 jours-personnes, alors que depuis 1983 on enregistrait en moyenne 2 544 journées non travaillées par année.

Au Québec, les dépenses en immobilisations de l'industrie du cuir ne connaissent pas d'essor notable, celles-ci se révèlant sensiblement inférieures à l'importance relative de la province dans les expéditions canadiennes. Totalisant 18,2 millions de dollars de 1983 à 1987, ces dépenses représentent 16,7% du total canadien alors que le Québec assure plus de 35% des expéditions nationales; très stables au cours de cette période, les dépenses en immobilisations progressent de 2,8% en 1987 où elles se situent à 3,7 millions de dollars. Même en se modernisant, l'industrie du cuir peut difficilement soutenir la

concurrence. Les principales améliorations aux techniques de fabrication résident dans l'intégration de plusieurs activités; les nouvelles technologies sont à forte intensité travail dans ce secteur, ainsi la part de la main-d'oeuvre demeure importante dans la structure des coûts.

Dans l'ensemble du Canada, l'industrie du cuir occupe le dernier rang quant à la taille de ses profits. En effet, au cours de la période comprise entre 1983 et 1987, seulement 0,2% des bénéfices des sociétés de biens non durables est attribuable à des entreprises reliées à l'industrie du cuir. Les bénéfices s'élèvent en moyenne à 28 millions de dollars au cours de cette période. Les bénéfices de l'industrie du cuir s'établissent à 26 millions de dollars, en hausse de 13,0% en 1987.

L'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles

L'industrie du textile auparavant définie selon la CAE 1970 est désormais, dans la CTI 1980, scindée principalement en deux industries: l'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles. Par ailleurs, la partie composée des accessoires en tissus pour automobile est greffée à l'industrie du matériel de transport et les autres produits textiles sont intégrés à l'industrie de l'habillement. Tel que mentionné précédemment, certaines variables économiques pertinentes à l'analyse de l'évolution des industries définies selon la CTI 1980 ne sont disponibles que selon la CAE 1970 et dans le cas présent concernent l'industrie du textile en général. Chacune des industries de la CTI 1980 est ainsi abordée séparément et ensuite les variables qui leur sont communes sont passées en revue.

Regroupant principalement les fabricants de fibres chimiques, de files de filaments, de tissus tissés et de tissus larges à mailles, l'industrie du textile de première transformation écoule la majorité de ses expéditions au Québec (66,3% en 1984) et en Ontario (22,9% en 1984) où elle approvisionne surtout les manufacturiers de vêtements. De 1983 à 1987, les taux de croissance négatifs des expéditions réelles des industries québécoise (-0,1%) et canadienne (-1,3%) du vêtement, conjugués à une percée grandissante des importations, se traduisent par une légère baisse de 0,4% du volume des expéditions de l'industrie du textile de première transformation au Québec. Toutefois, l'industrie connaît en 1987 un regain de vigueur avec une hausse importante de 11,4% de ses expéditions réelles.

Même si les usines canadiennes sont exploitées à 96,2% de leur capacité en 1987, la montée des prix est limitée à 2,4%, notamment en raison de la concurrence étrangère. Au Québec, celle-ci se manifeste par une hausse de 13,7% de la valeur des cinq principaux produits d'importation en matières textiles qui totalise 857,2 millions de dollars, soit l'équivalent de 53,1% de la valeur de la production de l'industrie domestique. Il s'agit des importations de tissus larges de coton

(hausse de 36,0%), de filés de fibres mélangées et mixtes (27,5%), de tissus larges de fibres artificielles (21,5%), de filés et fils (21,2%) et des importations d'autres tissus larges qui, même en baisse de 18,1%, représentent néanmoins 180,1 millions de dollars.

La valeur des expéditions de l'industrie du textile de première transformation, qui s'élève à 1,6 milliard de dollars en 1987, enregistre sa plus forte augmentation des quatre dernières années avec 14,1%. Au Canada, le rythme de croissance atteint 11,5%, de sorte que la part du Québec dans les expéditions canadiennes augmente à 52,6%, comparativement à 51,4% en 1986 et à 55,8% trois ans auparavant, soit en 1983. Afin d'assurer un niveau de production en hausse de 6,7% en 1986 et de 5,9% en 1987, l'industrie embauche respectivement 536 puis 404 travailleurs additionnels au cours de ces deux années, portant son effectif à 15 328 travailleurs en 1987. Toutefois, avec 16 525 travailleurs, l'industrie du textile de première transformation comptait, en 1983, pour 52,1% de l'emploi total dans le groupe du textile au Québec. Depuis, après avoir subi 68,6% des mises à pied de ce groupe, l'industrie du textile de première transformation accuse, en 1987, une diminution de 7,2% de son effectif en regard de 1983. Ayant réduit sa main-d'oeuvre de 5,9% de 1983 à 1987, le groupe textile dans son ensemble ralentit la croissance de l'emploi des industries de biens non durables où le taux augmente de 2,6% au cours de la même période.

Le coût des principaux intrants intermédiaires (en hausse de 7,0%) s'accroît plus fortement que la valeur de la production en 1987, limitant à 4,2% l'appréciation de la valeur ajoutée, tandis que le nombre d'heures-personnes payées augmente de 3,1%. Il n'en résulte aucun gain sensible de productivité et la valeur ajoutée par heure-personne dans l'industrie du textile de première transformation se situe à 25,50 $ en 1987, comparativement à 25,20 $ en 1986.

Bien qu'elle fluctue dans le même sens que l'industrie du textile de première transformation, entre 1983 et 1987, l'industrie québécoise des produits textiles est plus dynamique, affichant une meilleure performance au niveau de la croissance des expéditions, de l'emploi, de la productivité, etc. Regroupant les manufacturiers de tapis, carpettes et moquettes ainsi que les fabricants d'articles de maison en textiles, cette industrie est fortement influencée par la tenue de l'industrie de la construction. Elle connaît ainsi une vigoureuse activité dans l'ensemble du Canada en 1987; la valeur de ses expéditions augmente de 9,9% alors que ses équipements sont utilisés à 96,3%. La croissance de l'industrie des produits textiles étant encore plus prononcée au Québec (10,1%), la part de la province dans les expéditions canadiennes passe à 49,2% en 1987.

En comparaison avec l'industrie du textile de première transformation, les hausses de coûts se répercutent plus fortement sur les prix dans

l'industrie des produits textiles, l'indice des prix de vente de cette dernière se situant à 120,8 en 1987, en regard de à 110,9 dans le cas de l'industrie des textiles primaires. Progressant de 9,5% en 1986 et de 10,4% l'année suivante, la valeur de la production de l'industrie des produits textiles représente 49,7% de l'ensemble du groupe textile en 1987, comparativement à 42,7% en 1983. L'industrie n'accroît néanmoins que de 1,9% le nombre de ses employés, estimé à 14 659 en 1987, ce qui entraîne une majoration notable de 10,0% de la valeur ajoutée par heure-personne. Celle-ci s'élève à 26,20 $ en 1987, affichant une croissance annuelle moyenne de 7,4% depuis 1983, comparativement à 3,0% pour l'industrie des textiles primaires et à 5,8% pour l'ensemble du secteur manufacturier.

Sur la base des variables relatives à l'industrie du textile en général, soit celles définies en vertu de la CAE 1970, on observe une augmentation de 1,8% de la rémunération hebdomadaire moyenne qui s'élève à 388,83 $ en 1987, c'est-à-dire la troisième plus faible du secteur manufacturier. Le nombre de jours-personnes perdus s'élève à 8 856, en 1987, en regard de 6 780 en 1986, mais ce nombre demeure largement en dessous du sommet de 76 912 jours-personnes perdus qu'a atteint cette industrie en 1985.

L'essor de l'industrie textile au cours des deux dernières années se répercute favorablement sur la situation financière des entreprises. Les données canadiennes révèlent en l'occurence que les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, atteignent 500 millions de dollars en 1986, puis 674 millions en 1987, tandis qu'ils étaient limités en moyenne à 357 millions de dollars entre 1983 et 1985.

La rentabilité accrue de l'industrie du textile entraîne une légère reprise de ses dépenses d'immobilisation en construction, machineries et équipements au Québec. D'une valeur moyenne de 82,2 millions de dollars pour les années 1986 et 1987, la valeur de ces investissements affiche une hausse de 16,1% en regard des trois années précédentes. Toutefois, au cours des deux dernières années, les fabricants de textiles témoignent d'un plus grand dynamisme dans les autres provinces et la part du Québec dans les dépenses réalisées au Canada est inférieure à 33%, tandis qu'elle représentait en moyenne 43,9% entre 1981 et 1985.

À la fin de l'année 1987, l'industrie canadienne du textile se voit confrontée à une sérieuse menace. En effet, jusqu'au 30 juin 1988, l'accord de commercialisation canado-américain reconnaît au Canada le droit d'adopter des programmes de remboursement des droits exigés sur les produits importés de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Or, afin de leur permettre de produire à meilleurs coûts et de mieux compétitionner l'industrie américaine, les fabricants canadiens de vêtements ont insisté auprès du gouvernement pour qu'il instaure un programme d'allègement et de remise des tarifs douaniers à

l'importation de textiles. L'industrie canadienne du textile désapprouve ce projet parce qu'il a pour conséquence d'éliminer tous les effets attendus de la période transitoire de 10 ans, prévue dans l'accord de libre-échange, pour l'abolition totale des tarifs dans le textile entre le Canada et les États-Unis. Par ailleurs, l'industrie américaine du textile s'oppose aussi à ce projet, craignant qu'il profite surtout aux pays ayant une main-d'oeuvre à bon marché et qu'il entrave l'accès préférentiel des États-Unis au marché canadien, une condition négociée par les américains dans l'accord de libre-échange.

L'industrie de l'habillement

Pour la première fois depuis 1982, l'industrie de l'habillement enregistre, en 1987, une hausse de ses expéditions réelles inférieure à la moyenne des industries québécoises de biens non durables, soit 1,8% en regard de 1,6%. Généralement très stable, la part du Québec dans les expéditions canadiennes se maintient à 60,6% en 1987, comparativement à 61,0% en 1986 et à 61,4% en 1985. Le rythme de croissance est donc à peine plus élevé au Canada en 1987, où l'industrie fonctionne pratiquement à pleine capacité. À 96,8%, le taux d'utilisation de ses capacités est le deuxième plus élevé du secteur manufacturier, surpassant par ailleurs son taux d'avant récession qui était de 91,5% en 1981. En dépit de la percée considérable des importations, au cours des deux dernières années, ces pressions sur l'offre se traduisent par une appréciation de l'indice des prix de vente de l'industrie supérieure à la moyenne du secteur manufacturier, soit de 2,6% contre 0,8% en 1986 et de 3,4% contre 2,7% en 1986.

La valeur des expéditions de l'industrie québécoise de l'habillement, en hausse de 5,3% en 1987, s'établit 3,8 milliards de dollars, ce qui représente une progression annuelle moyenne de 6,3% depuis 1983 comparativement à une augmentation de 4,5% dans l'ensemble des industries de biens non durables. Au cours de cette période la croissance annuelle des ventes au détail de vêtements atteint toutefois 8,4% au Québec, reflétant en partie le succès des producteurs étrangers. Ainsi, après un accroissement de 21,6% en 1986, la valeur des importations de vêtements et accessoires croît de 10,9% et totalise 712,4 millions de dollars en 1987. Les deux plus importants produits de ce groupe figurent d'ailleurs parmi les vingt-cinq principaux produits d'importation du Québec. Il s'agit des vêtements de dessus non tricotés (288,1 millions de dollars) qui affichent une augmentation de 9,2% en regard de 1986, et des vêtements de dessus tricotés (196,9 millions de dollars) en hausse de 12,7%.

Les firmes québécoises qui exploitent des créneaux particuliers, notamment dans les secteurs de la fourrure, de la mode et du haut de gamme, parviennent à compétitionner outre-frontière. Bien que les marchés internationaux n'absorbent qu'une faible part des expéditions de la province (3,6% en 1984), celle-ci représente

néanmoins des exportations de 310,7 millions de dollars au poste vêtements et accessoires, soit une augmentation de 17,6% en 1987 après une hausse de 29,9% en 1986.

Regroupant 12,4% de l'ensemble des travailleurs québécois oeuvrant dans le secteur de la fabrication, l'industrie de l'habillement emploie 62 773 travailleurs en 1987, comparativement à 63 460 en 1983, ce qui traduit une réduction de personnel de 1,1%, même si le taux de croissance de la valeur de la production à prix constants atteint 15,7% entre ces deux années. La faible productivité de cette industrie est mise en évidence par le fait qu'elle compte pour 6,6% de la valeur ajoutée du secteur manufacturier, tandis qu'elle requiert plus de 15,0% du nombre d'heures-personnes. A raison de 15,90 $ en 1987, la valeur ajoutée par heure-personne dans cette industrie équivaut à peine à 44% de la moyenne de l'ensemble des industries manufacturières, laquelle s'est appréciée annuellement de 5,8% depuis 1983, tandis que dans l'habillement la croissance était restreinte à 4,2%. À l'image de cette faible performance, la rémunération hebdomadaire moyenne de l'industrie de l'habillement est la moins élevée du secteur manufacturier et, bien qu'elle enregistre la seconde plus forte hausse annuelle en 1987 avec 9,0%, elle s'établit à 300,42 $, à 34,2% en deçà de la moyenne de l'ensemble du secteur manufacturier. Dans le domaine des relations de travail, deux conflits majeurs, touchant 5 020 travailleurs de l'habillement en 1987, se soldent par la perte de 90 660 jours-personnes; l'industrie est ainsi responsable de 14,1% du total des journées non travaillées dans le secteur de la fabrication au Québec, comparativement à 9,1% en 1986 alors qu'elle subissait également une sérieuse perte de 51 684 jours-personnes.

En ce qui a trait aux bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, l'industrie de l'habillement représente tout juste 0,4% des bénéfices de l'ensemble du secteur de la fabrication, de 1983 à 1987. Néanmoins, après la forte hausse de 170% qui les porta à 54,0 millions de dollars en 1983, ces profits sont graduellement passés à 98,0 millions de dollars en 1987, selon un rythme de croissance annuel moyen de 16,6%, en regard de 13,4% pour l'ensemble du secteur manufacturier.

Après une progression de 24,5% en 1986, les dépenses en immobilisations de cette industrie au Québec sont en hausse de 32,1% en 1987 pour atteindre 25,5 millions de dollars. Principalement destinées à permettre à l'industrie de l'habillement de soutenir la concurrence étrangère, ces dépenses demeurent toutefois modestes. Par ailleurs, totalisant 84,2 millions de dollars de 1983 à 1987, elles représentent 49,0% du total canadien, ce qui est néanmoins inférieur à la part du Québec dans les expéditions nationales.

L'industrie du papier et des produits connexes

La situation de l'industrie québécoise du papier et des produits connexes est favorable sur plusieurs plans en 1987, notamment en ce qui a trait à la valeur des expéditions et des exportations, aux prix, à l'emploi, aux investissements et aux profits. Affichant une forte croissance de 13,2%, la valeur des expéditions de papier et produits connexes atteint 7,7 milliards de dollars en 1987 et comptent pour 19,8% des expéditions des industries de biens non durables, comparativement à 15,6% en 1983. L'industrie du papier et des produits connexes occupe le second rang de ce groupe d'industries quant à la valeur des expéditions, devancée par l'industrie des aliments dont l'importance a toutefois décliné de 24,1% en 1983 à 23,0% en 1987.

Après quelques tentatives infructueuses au cours des années précédentes, les fabricants parviennent à faire augmenter substantiellement leurs prix en 1987, comme en témoigne la majoration de 9,4% de l'indice canadien des prix de vente industriels du papier et des produits connexes; il s'agit de la plus forte appréciation du secteur manufacturier. L'industrie avait enregistré, en 1986, une hausse (4,2%) qui surpassait largement la moyenne de l'ensemble du secteur de la fabrication (0,8%), mais il faut remonter à 1984 pour retrouver une augmentation de prix aussi prononcée. En effet, après avoir chuté de 3,3% en 1983, les prix de vente de cette industrie s'étaient raffermis de 11,3% en 1984, inscrivant la plus importante hausse du secteur de la fabrication dont la moyenne se situait à 4,5%.

En considérant les sommes importantes consacrées à l'expansion et à la modernisation de l'industrie du papier et des produits connexes, les expéditions réelles progressent au rythme annuel moyen de 4,3% entre les années 1983 et 1987, comparativement à 1,6% pour les industries de biens non durables. Au Canada, l'activité est encore plus intense, avec un taux de croissance de 5,2%. La part du Québec demeure relativement stable passant de 33,7% en 1983 à 33,6% en 1984, à 33,5% en 1985 puis à 33,7% en 1986; compte tenu de l'augmentation de 3,5% du volume des expéditions québécoises en 1987, comparativement à 5,6% au Canada, la part de la province tombe à 33,0% en 1987.

Selon les données du recensement de 1984, 29,4% des expéditions québécoises de l'industrie du papier et des produits connexes demeurent dans la province, 21,4% sont écoulées dans le reste du Canada et 49,2% sur le marché international, principalement aux États-Unis. Au 7e rang des produits d'exportation du Québec, les pâtes de bois et pâtes similaires contribuent sensiblement au dynamisme de l'industrie; destinées à 57,5% aux États-Unis, ces exportations, qui atteignent 529,4 millions de dollars, connaissent une forte hausse de 32,1% en 1987 après avoir augmenté de 25,0% en 1986. En ce qui touche le papier d'impression, principal produit d'exportation du

Québec, les résultats sont moins impressionnants. Après une croissance de 9,7% en 1986, la valeur des exportations de papier d'impression enregistre une hausse de 3,9% en 1987 et s'élève à 3,1 milliards de dollars; les États-Unis absorbent 89,4% de ces exportations, comparativement à 90,2% en 1986.

Totalisant 7,7 milliards de dollars en 1987, la valeur de la production de l'industrie du papier et des produits connexes est en hausse de 12,0% par rapport à 1986 et l'augmentation moins prononcée du coût des intrants intermédiaires accentue la croissance de la valeur ajoutée; celle-ci s'élève à 3,3 milliards de dollars en 1987, ce qui correspond à une hausse de 14,3% en regard de 1986. Au cours de la période comprise entre 1983 et 1987, la valeur ajoutée par heure-personne, qui constitue un indicateur de productivité, a progressé au rythme annuel moyen de 11,5%, comparativement à 5,8% dans l'ensemble du secteur de la fabrication. Cet indicateur se situe à 49,70 $ en 1987, affichant une augmentation de 11,6% en regard de 1986. Cette bonne tenue de l'industrie se reflète sur la rémunération hebdomadaire moyenne; en hausse de 3,2% en 1987, elle s'élève à 588,13 $ et, sur ce plan, l'industrie du papier vient au deuxième rang des industries de biens non durables, après l'industrie du tabac.

L'industrie québécoise du papier et des produits connexes regroupe 42 381 employés en 1987, accroissant ainsi son effectif de 2,1% en regard de 1986; les 1 552 emplois qu'elle a créés depuis 1983 représentent 22,0% du total des nouveaux postes inscrits dans les industries de biens non durables de 1983 à 1987. Dans le domaine des relations de travail, le nombre de jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail s'accentue en 1987, celui-ci s'établissant à 67 946 comparativement à 36 496 en 1985 et à 18 449 en 1986. Néanmoins, ce nombre atteignait 147 569 en 1984, alors que l'industrie comptait pour 19,0% du total des jours-personnes perdus dans l'ensemble du secteur manufacturier.

À l'échelle canadienne, le taux d'utilisation des équipements de l'industrie du papier et des produits connexes monte graduellement depuis 1982, celui-ci se situant à 91,7% en 1987, soit un taux supérieur à celui de 1981 (85,6%). Les profits des grandes entreprises suivent une tendance identique, comme le démontrent les bénéfices de base des sociétés dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars. Après avoir grimpé de 70,1% pour atteindre 2,9 milliards de dollars en 1986, comparativement à une moyenne de 1,3 milliard au cours des trois années précédentes, ces bénéfices, qui s'élèvent à 4,6 milliards, connaissent une hausse prononcée de 61,2% en 1987. Au Québec, l'industrie poursuit son développement et les dépenses d'immobilisation en construction, machinerie et équipement, qui se situent à 1,1 milliard de dollars en 1987, affichent une croissance de 7,9% en regard de 1986, où la hausse dépassait 48%. De 1983 à 1987, l'industrie du papier et des produits connexes répond en moyenne de 44,7% des dépenses en

immobilisations des industries québécoises de biens non durables. Par ailleurs, au cours de cette même période, le Québec effectue en moyenne 42,9% des dépenses réalisées dans cette industrie au Canada, comparativement à 23,6% en 1981 et 1982.

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes

Après une augmentation vigoureuse de 3,0% de ses expéditions réelles en 1986, le groupe des industries de l'imprimerie, de l'édition et des industries connexes enregistre, en 1987, une croissance de 2,0% qui porte à 6,6% la part qu'il détient dans les expéditions réelles des industries québécoises de biens non durables; le fait que cette part se situait à 5,9% en 1981 témoigne du dynamisme de cette industrie. La valeur de ses expéditions, qui s'élève à 2 940,5 millions de dollars en 1987, progresse de 8,1% en regard de l'année précédente. En effet, avec le taux d'utilisation des équipements le plus élevé du secteur manufacturier depuis deux ans (97,4% en 1987 et 97,3% en 1986), les pressions de la demande se sont traduites par une forte appréciation de 6,0% de l'indice des prix de vente de cette industrie au Canada en 1987.

Alimenté par l'importante augmentation de 9,4% de l'indice des prix de vente de l'industrie du papier, le coût des consommations intermédiaires grimpe de 8,1% dans l'industrie québécoise de l'imprimerie et de l'édition en 1987, tandis que la croissance de la production est limitée à 7,8%; il en résulte une hausse de 7,7% de la valeur ajoutée qui totalise 1 831,5 millions de dollars. À la faveur d'une diminution de 0,2% du nombre d'heures-personnes payées dans l'industrie, la productivité des travailleurs s'améliore de 7,9% en 1987. Mesurée par le ratio valeur ajoutée/heure-personne, la productivité s'établit à 51,33 $ en 1987, comparativement à 47,57 $ en 1986 où une hausse de 16,1% avait succédé à une baisse de 10,9% en 1985.

L'essor de l'industrie est semblable au Québec et au Canada comme en fait foi la part de la province dans la valeur des expéditions canadiennes qui, de 26,6% en 1985, passe à 26,4% l'année suivante puis à 26,2% en 1987. Depuis 1983, les profits de l'industrie ont progressé au rythme annuel moyen de 17,8%. De 595 millions de dollars en 1983, les bénéfices des sociétés canadiennes, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, atteignent 1,1 milliard en 1987. Le rendement et les perspectives de croissance que présente l'industrie de l'imprimerie et de l'édition stimule les investissements. Soucieuses de conserver leur part de la production canadienne, les entreprises québécoises consacrent 68,4 millions de dollars en immobilisations en 1987, afin de se maintenir à la fine pointe de la technologie et de rendre leurs équipements plus polyvalents. La mise au point de nouveaux produits accapare aussi une part significative des investissements québécois qui, de 1983 à 1987, représentent en moyenne 24,9% des dépenses équivalentes réalisées au Canada.

En dépit de la modernisation des équipements, l'accroissement de la production est accompagné d'une hausse des besoins en main-d'oeuvre dans l'industrie québécoise de l'imprimerie et de l'édition. De 26 471 employés en 1981, l'effectif de l'industrie regroupe 30 106 employés en 1987, soit 13,7% de plus; au cours de cette période l'industrie a vu passer de 9,3% à 11,0% sa part de l'emploi dans les industries de biens non durables. La rémunération hebdomadaire moyenne, en hausse de 2,9%, s'élève à 464,18 $ en 1987, tandis que la valeur des salaires et traitements versés totalise 840,8 millions de dollars, affichant une augmentation de 3,4% sur l'année précédente. L'industrie accuse par ailleurs une importante perte de 32 378 jours-personnes attribuable à des conflits de travail, ce qui est six fois supérieur à la moyenne de 5 070 jours-personnes inscrite au cours des quatre années précédentes.

L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon

Après une année 1986 relativement difficile alors que l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon voyait entre autres la valeur de ses expéditions chuter de 40,1%, sa part dans les expéditions canadiennes passer de 22,9% en 1985 à 19,8% en 1986 et la valeur de sa production diminuer de 24,6%, la situation s'améliore en 1987, la plupart des indicateurs étant à la hausse. Ainsi, la valeur des expéditions atteint 3 653,0 millions de dollars cette année, une augmentation de 9,2% en regard de 1986; cette hausse est sensiblement du même ordre que celle de l'ensemble du secteur manufacturier (9,1%) mais est légèrement supérieur à celle des industries de biens non durables (8,3%). La valeur des expéditions s'accroît moins fortement dans le reste du Canada, ce qui fait grimper la part du Québec dans les expéditions canadiennes à 22,4%.

Selon l'indice canadien des prix des produits industriels (1981=100), les prix de vente des produits raffinés diminuent de nouveau en 1987 (-4,9% comparativement à -19,7% en 1986) ce qui ramène l'indice à 101,9 points. Dégonflée à l'aide de cet indice, la valeur des expéditions augmente de 15,0% en termes réels, ce qui permet de récupérer une partie de la baisse de 25,5% en 1986. Par ailleurs, la valeur de la production en 1987 progresse faiblement de 0,3% pour atteindre 4 480,4 millions de dollars, ce qui place l'industrie des produits raffinés au sixième rang du secteur manufacturier quant à la valeur totale de sa production; en 1985 et 1984 elle se classait au troisième rang, alors qu'en 1983 et 1982 elle occupait le deuxième rang, derrière l'industrie des aliments. Ce recul s'explique en grande partie par la fermeture de quatre raffineries dans la région montréalaise au cours des dernières années.

La faible progression de la production a des répercussions sur le marché du travail, alors qu'on observe une légère croissance de 0,8% de l'emploi, comparativement à une hausse de 0,9%

dans l'ensemble des industries de biens non durables. L'augmentation observée cette année est la première que connaît l'industrie des produits raffinés depuis cinq ans, ce qui explique la baisse de l'emploi de 29,9% entre 1983 et 1987. La situation est relativement semblable en ce qui concerne les sommes versées en salaires et traitements puisqu'elles s'accroissent de 2,8% en 1987, après avoir chuté de 21,2% entre 1983 et 1986.

En baisse de 7,6% en 1987, la valeur ajoutée évolue en dents de scie depuis quelques annnées, elle connaît ainsi une hausse de 19,3% en 1986, après une diminution de 20,8% en 1985 et une progression de 32,7% en 1984; il ressort de ces fluctuations une croissance de 15,9% de la valeur ajoutée entre 1983 et 1987. Au cours de ces mêmes années, la valeur ajoutée par heure-personne dans l'industrie des produits raffinés s'est accrue de 12,0%. En 1987, cette industrie enregistre le plus fort taux de croissance de ce rapport (41,3%) ainsi que la valeur la plus élevée du secteur manufacturier (179,20 $ par heure-personne); deux fortes baisses avaient toutefois été observées en 1986 (-40,0%) et 1985 (-25,9%).

Alors qu'ils augmentent de 21,2% dans l'ensemble du manufacturier et de 29,0% dans les industries de biens non durables, les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, affichent en 1987 une hausse de 22,5% dans l'industrie canadienne des produits raffinés. Par contre, cette augmentation ne permet pas de retrouver les profits enregistrés avant les diminutions respectives de 38,1% et de 4,5% en 1986 et 1985. Les résultats positifs que connaît l'industrie en 1987, en regard de l'année précédente, autant sur le plan des bénéfices qu'aux niveaux des expéditions et de la production, favorisent la croissance du taux d'utilisation des équipements qui passe de 75,3% en 1986 à 78,3% en 1987; la moyenne des cinq dernières années se situait à 75,1% dans l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon.

Pour une deuxième année consécutive, les dépenses en immobilisations s'accroissent fortement (34,4% en 1987 en regard de 23,6% en 1986) pour atteindre 120,3 millions de dollars en 1987, ce qui demeure toutefois inférieur aux 199,7 millions dépensés en 1983. Finalement, avec 18,2% en 1987, la part du Québec dans les immobilisations canadiennes de l'industrie des produits raffinés se situe, pour la première fois depuis 1982, en bas des 20%, alors qu'elle était en moyenne à 22,5% entre 1983 et 1986.

L'industrie chimique

Après avoir connu une conjoncture très favorable en 1986 alors que la valeur de ses expéditions progressait de 11,6%, l'industrie chimique québécoise continue d'afficher une croissance soutenue en 1987 (7,8%). Ce succès est d'autant plus appréciable que l'indice canadien des prix des produits chimiques s'accroît modérément depuis 1981, celui-ci se situant à 120,5 en 1987, c'est-à-dire en deçà de la moyenne de l'ensemble

du secteur manufacturier (122,8). Exprimées en termes réels à l'aide de cet indice, les expéditions évoluent au taux annuel moyen de 4,8% de 1983 à 1987, à comparer à 1,6% pour l'ensemble des industries de biens non durables au Québec.

L'industrie chimique québécoise prend de l'ampleur par rapport à l'ensemble de l'industrie canadienne car de 20,5% en 1985, la part de la province dans les expéditions nationales passe à 22,2% en 1986, puis à 22,3% en 1987. Cet essor repose en partie sur l'importance des dépenses en immobilisations des fabricants québécois; ces dépenses, qui avaient augmenté de 60,5% en 1986, représentent tout de même 365,1 millions de dollars en 1987, même si elles fléchissent de 9,2%. En regard d'une moyenne inférieure à 8,0% au cours des années 1981 à 1983, le Québec accapare 29,9% des investissements de l'industrie chimique à l'échelle canadienne au cours de la période 1984-1987.

La valeur de la production de l'industrie chimique s'élève à 5 543,4 millions de dollars au Québec en 1987, affichant une augmentation de 7,6% par rapport à 1986. L'évolution plus lente du coût des intrants intermédiaires favorise la croissance de 9,4% de la valeur ajoutée qui atteint 2 408,3 millions de dollars. Par ailleurs, une hausse de 0,8% de l'emploi, qui fait passer le nombre de salariés de 25 595 en 1986 à 25 800 en 1987, accompagnée d'une augmentation plus prononcée (2,4%) du nombre d'heures-personnes payées, limite à 6,6% l'amélioration de la productivité. La valeur ajoutée par heure-personne, qui atteint 72,00 $ en 1987, permet à l'industrie chimique d'occuper la troisième place des industries de biens non durables. Reflétant ce haut niveau de productivité, la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'industrie chimique qui se situe à 563,42 $ en 1987, d'une part, affiche une augmentation de 6,9% en regard de 1986 et d'autre part, surpasse de 30,0% la rémunération moyenne des industries de biens non durables. La valeur des salaires et traitements versés dans cette industrie, totalisant 786,3 millions de dollars en 1987, connaît une croissance de 5,2% en regard de 1986 et on enregistre des pertes de 10 152 jours-personnes à la suite d'arrêts de travail; ces pertes représentaient 3 808 jours-personnes en 1986 et avaient atteint un sommet de 38 789 en 1985.

Sur le plan de la situation financière, l'industrie chimique se porte bien au Canada en 1987, du moins en ce qui a trait aux sociétés dont l'actif dépasse 10 millions de dollars. En effet, les bénéfices de base de ces sociétés s'accroissent de 44,4% pour atteindre 3 042 millions de dollars en 1987 et ils totalisent 10 496 millions de dollars depuis 1983; entre ces deux années, ils ont progressé sans cesse, au rythme moyen de 18,8%.

Tableau 3.1
Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien, 1970-1987

	Valeur des expéditions		Emploi		Immobilisations	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario
			%			
1970-1974 (moyenne)	27,1	51,4	..	..	23,3	46,0
1975-1979 (moyenne)	26,1	50,5	30,0	47,8	20,8	51,7
1983	25,7	51,1	28,2	49,6	23,6	43,9
1984	24,8	53,0	27,2	51,9	31,0	45,1
1985	24,4	53,2	27,1	51,6	29,5	50,9
1986	24,6	52,6	27,5	51,6	26,1	56,1
1987	25,2	51,4	28,0	50,6	26,2	50,9

Source: Statistique Canada.

Graphique 3A
Évolution de la valeur des expéditions des manufacturiers, Québec, Ontario et Canada, 1983-1987

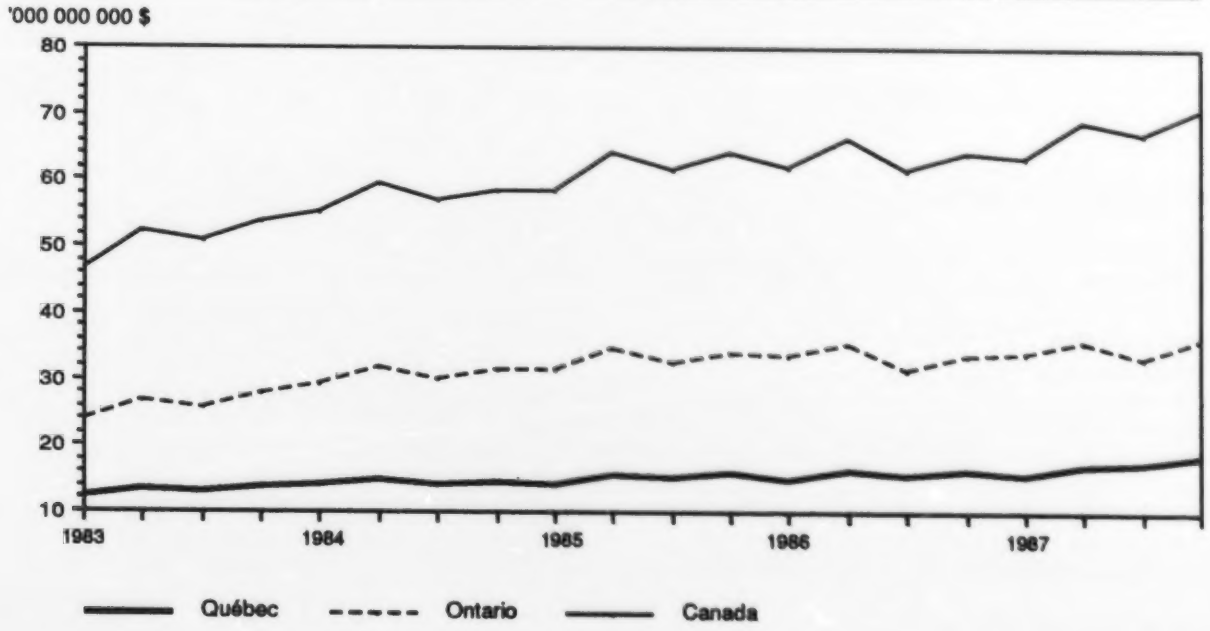


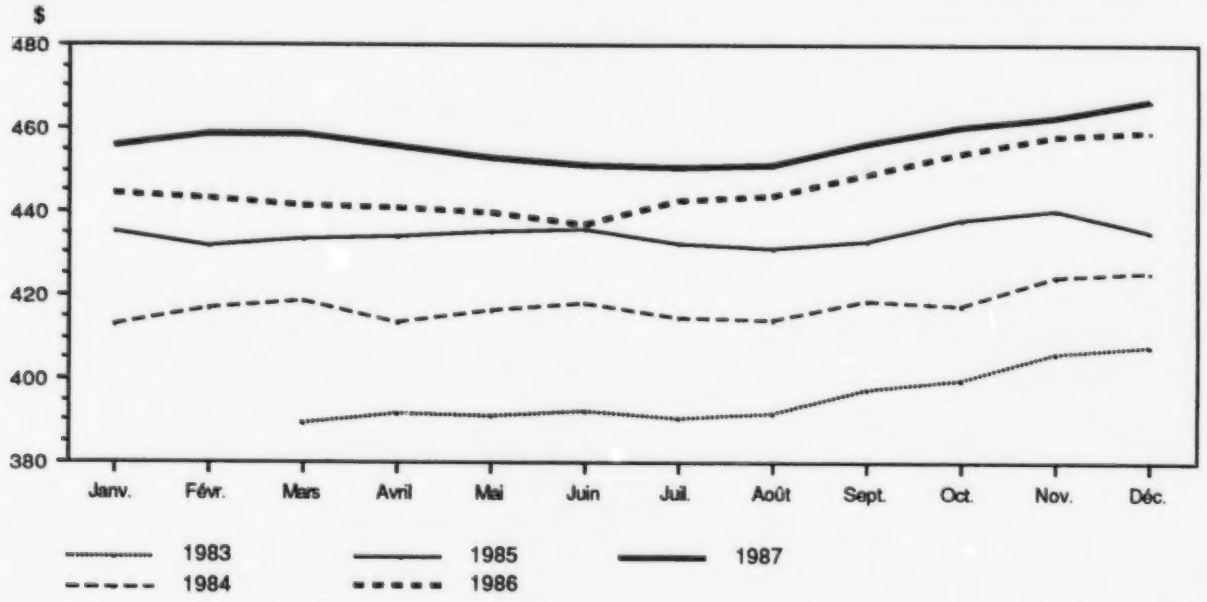
Tableau 3.2
Statistiques principales des industries manufacturières, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Valeur de la production ('000 000 $)	**56 571,8**	**62 356,3**	**66 232,4**	**68 169,0**	**72 178,9**
Variation en %	**5,8**	**10,2**	**6,2**	**2,9**	**5,9**
Biens durables[1]	19 204,1	20 960,8[2]	24 374,6[2]	26 248,4	27 452,7
Variation en %	6,6	16,5	9,2	7,7	4,6
Biens non durables[1]	35 694,8	38 192,4	39 906,9	39 847,7	42 555,9
Variation en %	4,9	7,0	4,5	-0,1	6,8
Valeur des expéditions et autres recettes ('000 000 $)	**52 091,5**	**57 089,3**	**60 540,7**	**62 421,9**	**68 110,5**
Variation en %	**6,8**	**9,6**	**6,0**	**3,1**	**9,1**
Indice des prix de vente industriels au Canada (1981=100)	**110,4**	**115,4**	**118,6**	**119,6**	**122,8**
Variation en %	**3,5**	**4,5**	**2,8**	**0,8**	**2,7**
Consommations intermédiaires ('000 000 $)	**33 238,4**	**35 776,0**	**38 607,6**	**38 483,6**	**40 327,8**
Variation en %	**3,0**	**7,6**	**7,9**	**-0,3**	**4,8**
Salaires et traitements ('000 000 $)	**10 378,2**	**11 178,3**	**11 797,2**	**12 362,4**	**13 006,1**
Variation en %	**5,0**	**7,7**	**5,5**	**4,8**	**5,2**
Bénéfices de base Canada ('000 000 $)	**15 610,0**	**20 485,0**	**20 994,0**	**20 963,0**	**25 415,0**
Variation en %	**41,4**	**31,2**	**2,5**	**-0,1**	**21,2**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**417,2**	**434,3**	**445,7**	**456,4**
Variation en %	**..**	**..**	**4,1**	**2,6**	**2,4**
Emploi salarié	**474 820**	**484 883**	**490 742**	**496 732**	**505 729**
Variation en %	**-1,1**	**2,1**	**1,2**	**1,2**	**1,8**
Heures-personnes payées ('000 000)	**706,8**	**726,1**	**752,9**	**763,3**	**781,4**
Variation en %	**0,3**	**2,7**	**3,7**	**1,4**	**2,4**
Valeur ajoutée par heure-personne ($)	**29,2**	**32,6**	**32,8**	**34,7**	**36,6**
Variation en %	**9,4**	**11,6**	**0,6**	**5,9**	**5,6**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**538,9**	**777,1**	**723,6**	**564,5**	**641,6**
Immobilisations ('000 000 $)	**2 087,8**	**2 751,0**	**3 394,5**	**3 713,9**	**3 914,4**
Variation en %	**-3,3**	**31,8**	**23,4**	**9,4**	**5,4**
Construction	493,6	652,1	912,9	771,5	711,9
Variation en %	-15,2	32,1	40,0	-15,5	-7,7
Machinerie et équipement	1 594,2	2 098,9	2 481,6	2 942,4	3 202,5
Variation en %	1,0	31,7	18,2	18,6	8,8

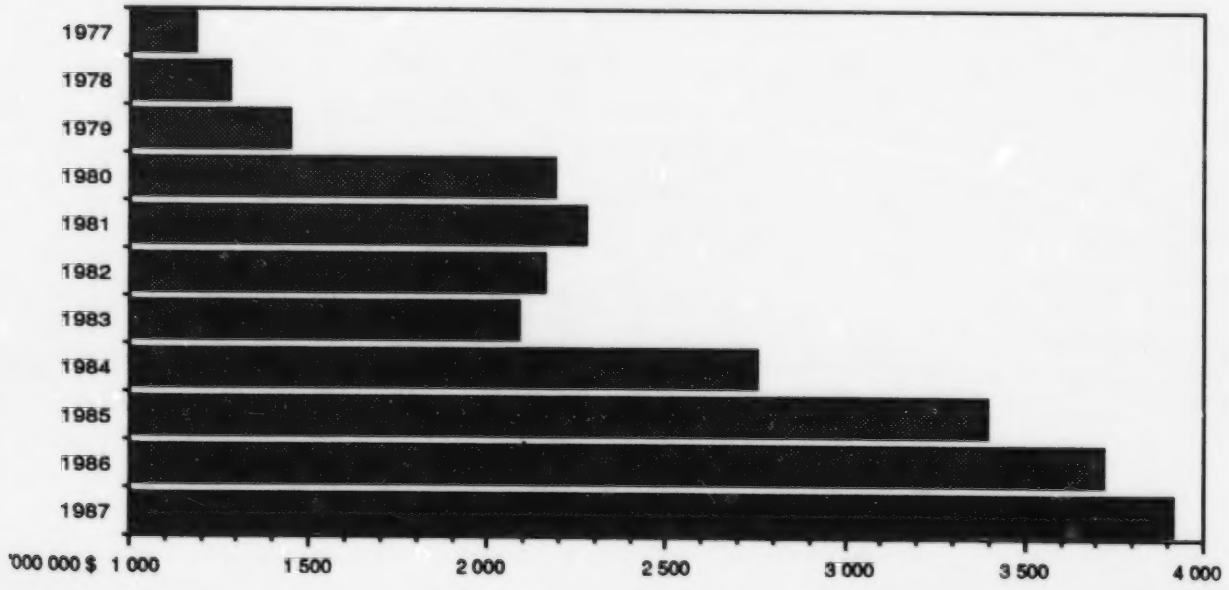
1. Excluant les données confidentielles relatives à l'industrie des produits en caoutchouc et au groupe des autres industries manufacturières.
2. Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.

Graphique 3B
Évolution mensuelle de la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière, Québec, 1983-1987

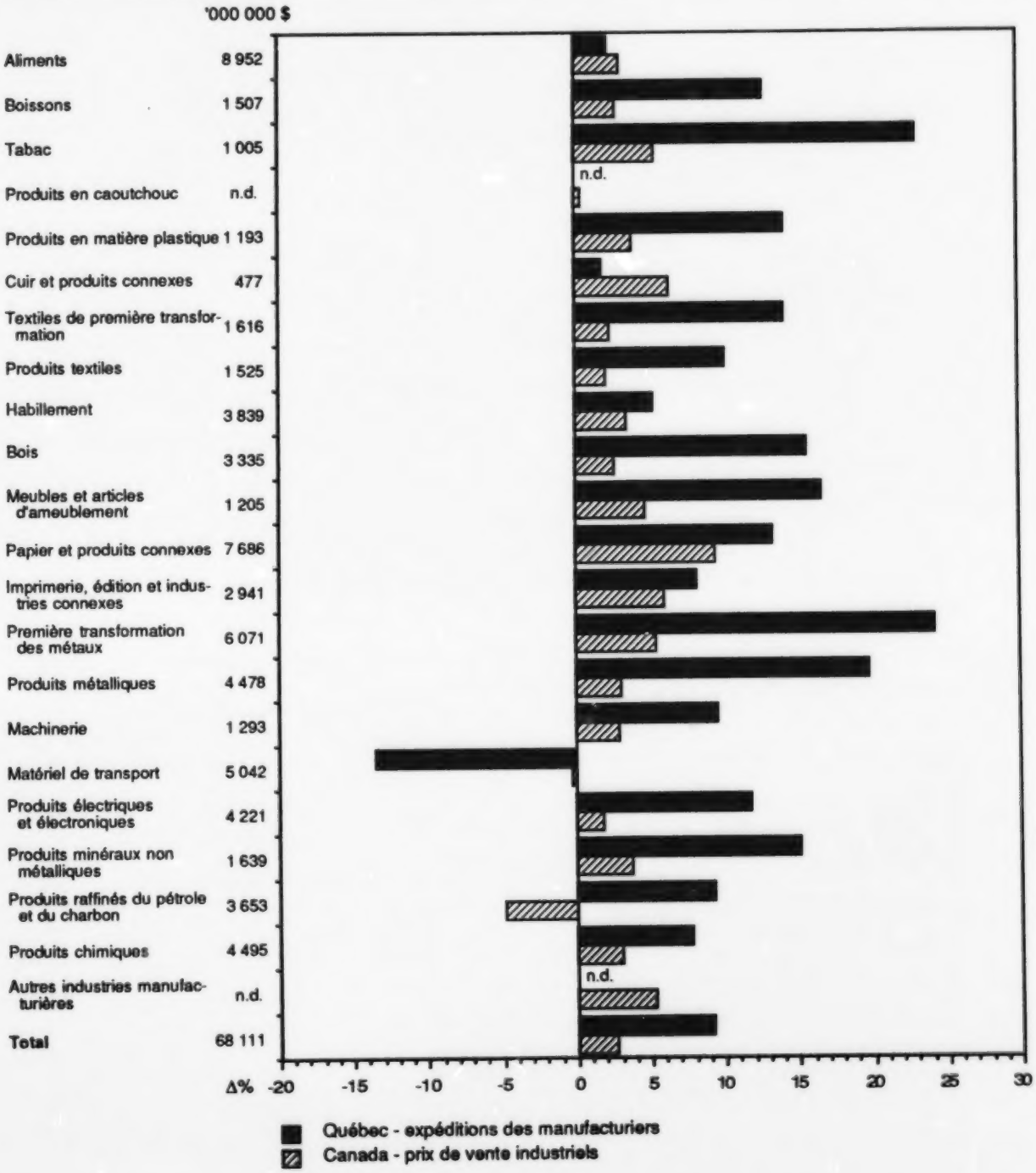


Graphique 3C
Dépense en immobilisations du secteur de la fabrication, Québec, 1977-1987



Graphique 3D

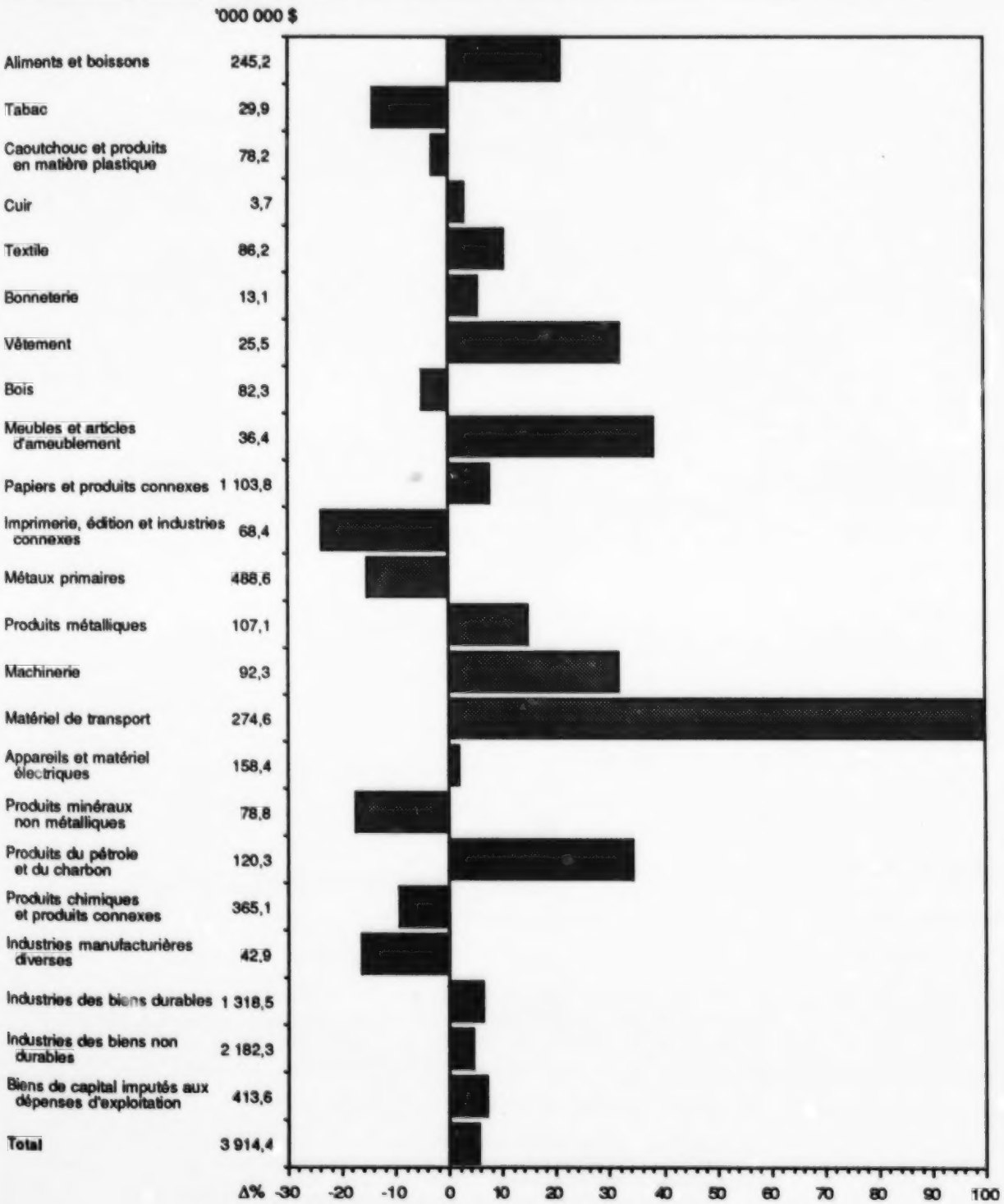
Variation de la valeur des expéditions des manufacturiers québécois et des prix de vente industriels du Canada, 1987/1986



n.d.: Donnée non disponible.

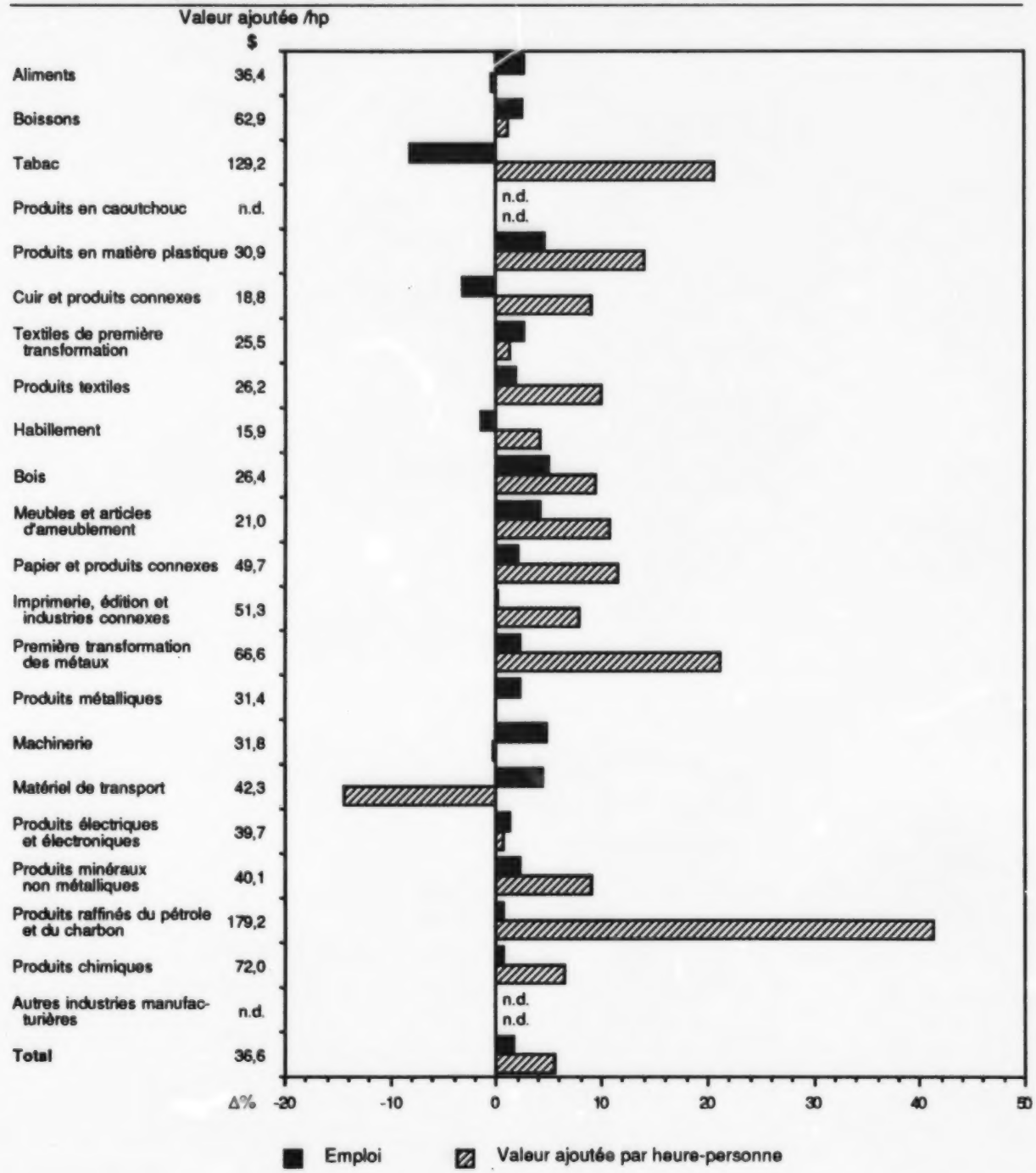
Source: Statistique Canada.

Graphique 3E
Variation des dépenses en immobilisations par industrie, Québec, 1987/1986



Graphique 3F

Variation de l'emploi et de la valeur ajoutée par industrie, Québec, 1987/1986



n.d.: Donnée non disponible.

Source: Bureau de la statistique du Québec,
Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.

Tableau 3.3
Valeur de la production, par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Aliments	8 848 138	9 395 992	9 491 174	9 654 925	10 094 065
Variation en %	1,7	6,2	1,0	1,7	4,5
Boissons	1 215 876	1 318 181	1 344 987	1 415 085	1 542 808
Variation en %	3,6	8,4	2,0	5,2	9,0
Tabac	737 242	790 919	1 534 779	852 216	922 640
Variation en %	2,1	7,3	94,1	-44,5	8,3
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en plastique	824 422	919 304	1 080 493	1 144 670	1 284 180
Variation en %	13,4	11,5	17,5	5,9	12,2
Cuir et produits connexes	456 854	496 920	492 141	523 650	555 908
Variation en %	-2,5	8,8	-1,0	6,4	6,2
Textiles de première transformation	1 690 642	1 568 166	1 427 238	1 523 468	1 612 857
Variation en %	23,2	-7,2	-9,0	6,7	5,9
Produits textiles	1 259 627	1 282 930	1 318 327	1 443 206	1 592 874
Variation en %	26,5	1,8	2,8	9,5	10,4
Habillement	3 206 699	3 400 139	3 581 425	3 894 003	4 100 074
Variation en %	8,0	6,0	5,3	8,7	5,3
Bois	2 148 229	2 506 289	2 692 679	3 060 045	3 486 081
Variation en %	38,2	16,7	7,4	13,6	13,9
Meubles et articles d'ameublement	810 677	936 736	1 052 548	1 115 233	1 288 864
Variation en %	12,9	15,5	12,4	6,0	15,6
Papier et produits connexes	5 441 367	6 201 964	6 411 765	6 879 748	7 705 238
Variation en %	3,8	14,0	3,4	7,3	12,0
Imprimerie, édition et activités connexes	2 281 595	2 578 690	2 623 293	2 895 108	3 121 387
Variation en %	16,5	13,0	1,7	10,4	7,8
Première transformation des métaux	4 208 494	4 893 543	4 683 387	5 290 701	6 107 797
Variation en %	0,5	16,3	-4,3	13,0	15,4
Produits métalliques	2 909 729	3 394 173	3 932 456	3 946 296	4 105 217
Variation en %	-11,2	16,6	15,9	0,4	4,0
Machinerie	991 258	1 189 253	1 259 851	1 346 681	1 465 817
Variation en %	-13,0	20,0	5,9	6,9	8,8
Matériel de transport	4 066 253	4 614 183	5 466 477	5 769 569	4 905 866
Variation en %	22,7	13,5	18,5	5,5	-14,3
Produits électriques et électroniques	2 862 871	3 426 642	3 804 884	4 118 940	4 261 754
Variation en %	4,5	19,7	11,0	8,3	3,5
Produits minéraux non métalliques	1 206 595	x	1 482 278	1 600 964	1 791 331
Variation en %	11,8	x	x	8,0	11,9
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 578 881	5 794 011	5 927 193	4 468 708	4 480 440
Variation en %	-4,9	3,9	2,3	-24,6	0,3
Produits chimiques	4 153 494	4 445 233	4 674 129	5 152 897	5 543 412
Variation en %	8,4	7,0	5,1	10,2	7,6
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[1]	**19 204 106**	**20 960 819**	**24 374 560**	**26 248 429**	**27 452 727**
Variation en %	**6,6**	**16,5[2]**	**9,2[2]**	**7,7**	**4,6**
Industries de biens non durables[1]	**35 694 837**	**38 192 449**	**39 906 944**	**39 847 684**	**42 555 883**
Variation en %	**4,9**	**7,0**	**4,5**	**-0,1**	**6,8**
Total	**56 571 806**	**62 356 260**	**66 232 407**	**68 168 955**	**72 178 851**
Variation en %	**5,8**	**10,2**	**6,2**	**2,9**	**5,9**

1: Total excluant les données confidentielles.
2: Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques.
Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois 1982-1987.

Tableau 3.4
Valeur des expéditions des manufacturiers[1] par industrie, Québec, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Aliments	7 854 900	8 481 169	8 559 589	8 755 736	8 952 337
Variation en %	1,2	8,0	0,9	2,3	2,2
Boissons	1 076 836	1 175 394	1 195 789	1 337 788	1 507 433
Variation en %	5,0	9,2	1,7	11,9	12,7
Tabac	704 934	747 563	811 157	817 084	1 005 191
Variation en %	3,8	6,0	8,5	0,7	23,0
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	788 241	877 949	975 223	1 044 933	1 192 602
Variation en %	12,4	11,4	11,1	7,1	14,1
Cuir et produits connexes	418 468	441 010	452 866	469 049	477 299
Variation en %	-2,1	5,4	2,7	3,6	1,8
Textiles de première transformation	1 515 691	1 535 512	1 418 564	1 416 068	1 616 054
Variation en %	17,4	1,3	-7,6	-0,2	14,1
Produits textiles	1 176 063	1 206 189	1 244 800	1 385 272	1 525 241
Variation en %	23,1	2,6	3,2	11,3	10,1
Habillement	3 002 899	3 159 475	3 403 561	3 647 146	3 839 286
Variation en %	5,9	5,2	7,7	7,2	5,3
Bois	2 056 596	2 386 740	2 565 727	2 884 540	3 334 523
Variation en %	36,0	16,1	7,5	12,4	15,6
Meubles et articles d'ameublement	779 731	905 998	1 013 996	1 033 607	1 205 162
Variation en %	10,5	16,2	11,9	1,9	16,6
Papier et produits connexes	5 062 217	5 863 607	6 054 234	6 790 398	7 685 806
Variation en %	4,1	15,8	3,3	12,2	13,2
Imprimerie, édition et industries connexes	2 154 534	2 494 896	2 536 567	2 720 634	2 940 538
Variation en %	11,9	15,8	1,7	7,3	8,1
Première transformation des métaux	4 101 666	4 675 686	4 584 655	4 886 640	6 071 264
Variation en %	19,8	14,0	-1,9	6,6	24,2
Produits métalliques	2 747 467	3 237 226	3 747 184	3 740 653	4 478 173
Variation en %	-10,2	17,8	15,8	-0,2	19,7
Machinerie	886 281	1 017 085	1 078 595	1 180 838	1 293 054
Variation en %	-14,7	14,8	6,0	9,5	9,5
Matériel de transport	3 905 973	4 403 618	5 218 436	5 827 135	5 042 433
Variation en %	27,8	12,7	18,5	11,7	-13,5
Produits électriques et électroniques	2 572 714	2 975 164	3 311 713	3 777 996	4 221 014
Variation en %	2,1	15,6	11,3	14,1	11,7
Produits minéraux non métalliques	1 059 905	1 173 575	1 370 112	1 424 723	1 639 018
Variation en %	11,4	10,7	16,7	4,0	15,0
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 426 688	5 161 490	5 581 702	3 345 515	3 652 965
Variation en %	-2,6	-4,9	8,1	-40,1	9,2
Produits chimiques	3 368 918	3 548 252	3 737 843	4 170 175	4 494 969
Variation en %	6,1	5,3	5,3	11,6	7,8
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[2]	**18 110 330**	**20 775 090**	**22 890 420**	**24 756 130**	**27 284 640**
Variation en %	**11,3**	**14,7**	**10,2**	**8,2**	**10,2**
Industries de biens non durables[2]	**32 550 390**	**34 692 500**	**35 971 900**	**35 899 800**	**38 889 720**
Variation en %	**4,3**	**6,6**	**3,7**	**-0,2**	**8,3**
Total	**52 091 480**	**57 089 320**	**60 540 690**	**62 421 920**	**68 110 530**
Variation en %	**6,8**	**9,6**	**6,0**	**3,1**	**9,1**

1. Produits de propre fabrication.
2. Total excluant les données confidentielles.
Source: Statistique Canada.

Tableau 3.5
Part du Québec dans la valeur des expéditions des manufacturiers canadiens par industrie, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			%		
Aliments	26,5	26,8	26,1	25,0	24,4
Boissons	25,1	25,8	24,6	24,6	26,0
Tabac	46,5	47,0	49,4	51,3	55,4
Produits en caoutchouc	21,4	21,9	x	x	x
Produits en matière plastique	25,9	25,0	25,3	25,1	24,9
Cuir et produits connexes	35,9	34,7	34,6	34,2	35,3
Textiles de première transformation	55,8	56,3	53,1	51,4	52,6
Produits textiles	49,1	47,8	47,0	49,1	49,2
Habillement	61,4	61,1	61,4	61,0	60,6
Bois	21,8	23,9	23,1	23,5	22,4
Meubles et articles d'ameublement	28,9	30,0	29,8	28,3	30,2
Papier et produits connexes	33,7	33,6	33,5	33,7	33,0
Imprimerie, édition et activités connexes	28,4	28,8	26,6	26,4	26,2
Première transformation des métaux	30,2	28,5	27,0	28,8	32,1
Produits métalliques	24,9	26,5	26,8	25,8	27,4
Machinerie	15,3	14,8	14,5	14,8	14,4
Matériel de transport	13,8	11,7	12,1	13,1	12,1
Produits électriques et électroniques	26,0	25,6	25,0	26,3	26,8
Produits minéraux non métalliques	22,2	22,4	23,3	22,1	21,8
Produits raffinés du pétrole et du charbon	23,3	22,1	22,9	19,8	22,4
Produits chimiques	21,5	20,7	20,5	22,2	22,3
Autres industries manufacturières	23,6	25,5	x	x	x
Total	**25,7**	**24,8**	**24,4**	**24,6**	**25,2**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.6
Indice des prix de vente par industrie manufacturière, Canada, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			1981=100		
Aliments	107,0	113,0	114,2	118,8	122,4
Variation en %	2,8	5,6	1,1	4,0	3,0
Boissons	120,9	126,0	130,5	138,0	141,8
Variation en %	6,8	4,2	3,6	5,7	2,8
Tabac	120,7	126,8	135,3	144,1	151,9
Variation en %	8,2	5,0	6,7	6,5	5,4
Produits en caoutchouc	108,3	109,8	112,1	113,9	114,4
Variation en %	1,0	1,4	2,1	1,6	0,4
Produits en matière plastique	107,7	112,6	115,1	119,9	124,5
Variation en %	3,1	4,6	2,2	4,2	3,8
Cuir et produits connexes	107,3	113,0	115,6	120,5	128,2
Variation en %	3,0	5,3	2,3	4,2	6,4
Textiles de première transformation	103,6	106,7	108,0	108,3	110,9
Variation en %	0,9	3,0	1,2	0,3	2,4
Produits textiles	108,2	112,3	114,9	118,3	120,8
Variation en %	2,7	3,7	2,3	3,0	2,1
Habillement	109,4	111,9	114,0	117,0	120,9
Variation en %	3,2	2,3	1,9	2,6	3,4
Bois	109,8	107,5	109,7	118,9	122,0
Variation en %	10,3	-2,0	2,0	8,4	2,6
Meubles et articles d'ameublement	113,6	118,6	122,0	126,9	132,8
Variation en %	4,2	4,4	2,8	4,0	4,7
Papier et produits connexes	99,9	111,2	112,6	117,3	128,4
Variation en %	-3,3	11,3	1,3	4,2	9,4
Imprimerie, édition et industries connexes	115,5	121,8	127,8	133,0	141,0
Variation en %	4,6	5,4	4,9	4,1	6,0
Première transformation des métaux	103,3	106,7	104,9	107,2	112,9
Variation en %	2,8	3,3	-1,7	2,2	5,4
Produits métalliques	110,7	115,1	119,0	123,0	126,7
Variation en %	3,0	4,0	3,4	3,4	3,0
Machinerie	114,2	118,6	123,4	126,9	130,6
Variation en %	3,8	3,9	4,0	2,8	2,9
Matériel de transport	113,4	119,3	127,1	133,6	133,3
Variation en %	4,4	5,2	6,5	4,5	-0,3
Produits électriques et électroniques	109,8	114,4	117,0	119,7	121,9
Variation en %	3,3	4,3	2,3	2,3	1,8
Produits minéraux non métalliques	117,3	119,3	123,2	129,6	134,4
Variation en %	4,2	1,7	3,2	5,2	3,7
Produits raffinés du pétrole et du charbon	121,8	127,1	133,5	107,2	101,9
Variation en %	5,3	4,4	5,0	-19,7	-4,9
Produits chimiques	109,1	113,7	115,6	116,9	120,5
Variation en %	3,4	4,2	1,7	1,1	3,0
Autres industries manufacturières	111,4	112,5	115,4	122,1	128,5
Variation en %	7,1	1,0	2,6	5,8	5,2
Total	**110,4**	**115,4**	**118,6**	**119,6**	**122,8**
Variation en %	**3,5**	**4,5**	**2,8**	**0,8**	**2,7**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.7
Employés salariés par industrie manufacturière, Québec,
1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			n		
Aliments	43 812	45 107	45 557	45 953	47 244
Variation en %	-2,0	3,0	1,0	0,9	2,8
Boissons	9 826	10 213	10 466	10 419	10 682
Variation en %	-3,1	3,9	2,5	-0,4	2,5
Tabac	4 312	4 056	3 963	3 772	3 465
Variation en %	-4,0	-5,9	-2,3	-4,8	-8,1
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	8 194	8 936	9 805	10 036	10 498
Variation en %	-2,1	9,1	9,7	2,4	4,6
Cuir et produits connexes	9 351	9 310	8 206	8 017	7 768
Variation en %	-2,5	-0,4	-11,9	-2,3	-3,1
Textiles de première transformation	16 525	15 762	14 388	14 924	15 328
Variation en %	4,4	-4,6	-8,7	3,7	2,7
Produits textiles	15 208	15 228	13 959	14 385	14 659
Variation en %	11,2	0,1	-8,3	3,1	1,9
Habillement	63 460	63 454	63 209	63 600	62 773
Variation en %	1,3	-0,0	-0,4	0,6	-1,3
Bois	27 367	28 603	29 588	30 298	31 843
Variation en %	16,1	4,5	3,4	2,4	5,1
Meubles et articles d'ameublement	14 298	14 804	16 273	16 517	17 235
Variation en %	0,3	3,5	9,9	1,5	4,3
Papier et produits connexes	40 829	41 107	41 231	41 506	42 381
Variation en %	-1,5	0,7	0,3	0,7	2,1
Imprimerie, édition et industries connexes	27 074	28 955	29 301	30 036	30 106
Variation en %	4,4	6,9	1,2	2,5	0,2
Première transformation des métaux	26 974	27 723	27 061	26 566	27 204
Variation en %	-2,5	2,8	-2,4	-1,8	2,4
Produits métalliques	30 046	30 959	32 356	32 450	33 213
Variation en %	-9,1	3,0	4,5	0,3	2,4
Machinerie	13 194	13 324	13 133	13 473	14 121
Variation en %	-7,7	1,0	-1,4	2,6	4,8
Matériel de transport	32 090	32 200	34 404	35 185	36 733
Variation en %	-10,4	0,3	6,8	2,3	4,4
Produits électriques et électroniques	32 099	34 580	35 472	36 416	36 897
Variation en %	-4,4	7,7	2,6	2,7	1,3
Produits minéraux non métalliques	11 707	x	12 861	12 978	13 276
Variation en %	0,6	x	x	0,9	2,3
Produits raffinés du pétrole et du charbon	2 974	2 336	2 159	2 070	2 086
Variation en %	-26,3	-21,5	-7,6	-4,1	0,8
Produits chimiques	24 173	24 420	24 983	25 595	25 800
Variation en %	-3,0	1,0	2,3	2,4	0,8
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[1]	**187 775**	**182 193**	**201 148**	**203 883**	**210 522**
Variation en %	**-3,12**	**3,5[2]**	**3,3[2]**	**1,4**	**3,3**
Industries de biens non durables[1]	**265 738**	**268 884**	**267 227**	**270 313**	**272 790**
Variation en %	**-0,03**	**1,2**	**-0,6**	**1,2**	**0,9**
Total	**474 820**	**484 883**	**490 742**	**496 732**	**505 729**
Variation en %	**-1,1**	**2,1**	**1,2**	**1,2**	**1,8**

1. Total excluant les données confidentielles
2. Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques.

Source: Bureau dela statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.

Tableau 3.8
Valeur ajoutée par industrie manufacturière, Québec,
1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Aliments	2 235 370	2 450 632	2 583 867	2 495 140	2 585 840
Variation en %	4,9	9,6	5,4	-3,4	3,6
Boissons	640 774	691 466	718 417	755 795	802 398
Variation en %	2,6	7,9	3,9	5,2	6,2
Tabac	416 961	439 932	504 297	481 589	520 383
Variation en %	0,4	5,5	14,6	-4,5	8,1
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	339 774	385 782	459 280	488 392	569 423
Variation en %	16,4	13,5	19,1	6,3	16,6
Cuir et produits connexes	228 127	247 192	241 142	256 562	272 970
Variation en %	-2,0	8,4	-2,4	6,4	6,4
Textiles de première transformation	598 825	573 238	535 034	561 839	585 696
Variation en %	34,2	-4,3	-6,7	5,0	4,2
Produits textiles	522 748	518 262	545 744	602 497	667 095
Variation en %	28,9	-0,9	5,3	10,4	10,7
Habillement	1 533 670	1 601 514	1 680 174	1 852 590	1 947 180
Variation en %	7,0	4,4	4,9	10,3	5,1
Bois	886 814	1 045 422	1 099 043	1 274 980	1 448 060
Variation en %	38,3	17,9	5,1	16,0	13,6
Meubles et articles d'ameublement	430 333	494 693	559 573	585 752	674 171
Variation en %	17,6	15,0	13,1	4,7	15,1
Papier et produits connexes	2 080 010	2 571 317	2 713 083	2 911 330	3 328 430
Variation en %	-1,7	23,6	5,5	7,3	14,3
Imprimerie, édition et industries connexes	1 350 754	1 539 830	1 545 719	1 700 860	1 831 490
Variation en %	21,6	14,0	0,4	10,0	7,7
Première transformation des métaux	1 691 178	1 999 885	1 758 108	2 086 630	2 376 370
Variation en %	35,4	18,3	-12,1	18,7	13,9
Produits métalliques	1 174 402	1 394 472	1 484 155	1 553 440	1 891 780
Variation en %	-15,2	18,7	6,4	4,7	21,8
Machinerie	511 508	634 497	570 019	697 976	726 626
Variation en %	-13,2	24,0	-10,2	22,4	4,1
Matériel de transport	1 676 525	1 993 067	2 405 307	2 503 770	2 245 940
Variation en %	25,2	18,9	20,7	4,1	-10,3
Produits électriques et électroniques	1 465 298	1 729 949	1 895 975	2 087 710	2 171 770
Variation en %	-0,5	18,1	9,6	10,1	4,0
Produits minéraux non métalliques	568 027	x	726 396	783 388	876 952
Variation en %	15,3	x	x	7,8	11,9
Produits raffinés du pétrole et du charbon	568 276	754 070	597 395	712 586	658 815
Variation en %	2,2	32,7	-20,8	19,3	-7,6
Produits chimiques	1 757 702	1 947 659	2 017 860	2 200 520	2 408 300
Variation en %	14,0	10,8	3,6	9,1	9,4
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Total	**21 465 289**	**24 558 411**	**25 543 156**	**27 562 160**	**29 600 957**
Variation en %	**10,0**	**14,4**	**4,0**	**7,9**	**7,4**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.

Tableau 3.9
Valeur ajoutée par heure-personne par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			$		
Aliments	33,9	35,9	38,2	36,5	36,4
Variation en %	7,3	5,9	6,2	-4,4	-0,4
Boissons	60,4	58,8	57,8	62,2	62,9
Variation en %	6,0	-2,6	-1,6	7,6	1,1
Tabac	79,3	90,5	97,6	107,1	129,2
Variation en %	14,9	14,1	7,9	9,7	20,6
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	24,3	25,3	26,7	27,1	30,9
Variation en %	15,2	4,1	5,5	1,6	14,1
Cuir et produits connexes	13,4	14,3	16,0	17,2	18,8
Variation en %	1,5	6,7	12,2	7,6	9,1
Textiles de première transformation	22,7	23,5	24,4	25,2	25,5
Variation en %	23,4	3,5	4,0	3,1	1,3
Produits textiles	19,7	19,4	21,9	23,8	26,2
Variation en %	8,8	-1,5	12,9	8,5	10,0
Habillement	13,5	13,9	14,2	15,3	15,9
Variation en %	3,1	3,0	2,1	7,7	4,3
Bois	18,9	21,2	21,2	24,1	26,4
Variation en %	18,1	12,2	0,2	13,6	9,5
Meubles et articles d'ameublement	17,4	19,3	18,5	19,0	21,0
Variation en %	15,8	10,9	-4,3	2,8	10,9
Papier et produits connexes	32,2	39,7	41,7	44,6	49,7
Variation en %	-2,1	23,3	5,0	6,9	11,6
Imprimerie, édition et industries connexes	40,0	46,0	41,0	47,6	51,3
Variation en %	12,0	15,0	-10,9	16,1	7,9
Première transformation des métaux	45,6	52,5	46,3	55,0	66,6
Variation en %	39,9	15,1	-12,0	18,8	21,2
Produits métalliques	24,5	27,5	27,7	31,4	31,4
Variation en %	-6,1	12,2	0,7	13,4	0,0
Machinerie	27,5	30,2	27,2	31,9	31,8
Variation en %	-2,8	9,8	-9,9	17,3	-0,1
Matériel de transport	36,4	44,6	48,8	49,3	42,3
Variation en %	49,8	22,5	9,4	1,1	-14,3
Produits électriques et électroniques	32,5	35,3	37,1	39,4	39,7
Variation en %	-2,7	8,6	5,2	6,2	0,7
Produits minéraux non métalliques	31,3	x	34,6	36,8	40,1
Variation en %	15,5	x	x	6,5	9,0
Produits raffinés du pétrole et du charbon	160,0	285,2	211,4	126,9	179,2
Variation en %	35,1	78,3	-25,9	-40,0	41,3
Produits chimiques	58,7	62,4	64,5	67,5	72,0
Variation en %	11,0	6,3	3,3	4,7	6,6
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Total	**29,2**	**32,6**	**32,8**	**34,7**	**36,6**
Variation en %	**9,4**	**11,6**	**0,6**	**5,9**	**5,6**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.

Tableau 3.10
Rémunération hebdomadaire moyenne par industrie manufacturière, Québec, 1984-1987

Industrie	1984	1985	1986	1987
			$	
Aliments et boissons	406,5	413,5	439,8	450,6
Variation en %	..	1,7	6,4	2,5
Tabac	592,7	634,1	671,9	713,4
Variation en %	..	7,0	6,0	6,2
Caoutchouc et produits en matière plastique	359,7	400,8	424,8	411,8
Variation en %	..	11,4	6,0	-3,1
Cuir	284,9	276,9	295,4	311,4
Variation en %	..	-2,8	6,7	5,4
Textile	352,8	362,2	382,0	388,8
Variation en %	..	2,7	5,5	1,8
Bonneterie	278,2	300,7	300,1	319,7
Variation en %	..	8,1	-0,20	6,5
Vêtement	265,9	275,4	275,7	300,4
Variation en %	..	3,6	0,1	9,0
Bois	357,2	392,1	394,1	395,8
Variation en %	..	9,8	0,5	0,4
Meubles et articles d'ameublement	321,6	326,8	331,2	366,3
Variation en %	..	1,6	1,4	10,6
Papiers et produits connexes	523,2	547,2	570,0	588,1
Variation en %	..	4,6	4,2	3,2
Imprimerie, édition et industries connexes	409,9	438,1	451,1	464,2
Variation en %	..	7,0	3,0	2,9
Métaux primaires	587,5	607,4	618,0	632,6
Variation en %	..	3,4	1,8	2,4
Produits métalliques	412,3	421,5	435,5	443,7
Variation en %	..	2,2	3,3	1,9
Machinerie	431,5	465,6	474,3	494,9
Variation en %	..	7,9	1,9	4,3
Matériel de transport	496,7	535,7	546,3	553,3
Variation en %	..	7,9	2,0	1,3
Appareils et matériel électriques	468,5	490,7	508,7	522,8
Variation en %	..	4,7	3,7	2,8
Produits minéraux non métalliques	459,1	469,8	503,5	496,8
Variation en %	..	2,3	7,2	-1,3
Produits du pétrole et du charbon	660,7	688,8	676,9	..
Variation en %	..	4,3	-1,7	..
Produits chimiques et produits connexes	490,7	510,4	527,3	563,4
Variation en %	..	4,0	3,3	6,9
Industries manufacturières diverses	350,8	354,7	361,6	346,4
Variation en %	..	1,1	2,0	-4,2
Total	**417,2**	**434,3**	**445,7**	**456,4**
Variation en %	..	**4,1**	**2,6**	**2,4**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.11
Salaires et traitements par industrie manufacturière, Québec,
1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $		
Aliments	918 683	974 289	1 016 668	1 077 680	1 139 940
Variation en %	4,9	6,1	4,3	6,0	5,8
Boissons	275 348	300 749	319 108	333 301	351 255
Variation en %	5,5	9,2	6,1	4,4	5,4
Tabac	126 731	129 306	135 366	135 285	130 862
Variation en %	8,2	2,0	4,7	-0,1	-3,3
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	151 755	173 302	199 811	215 175	232 621
Variation en %	3,9	14,2	15,3	7,7	8,1
Cuir et produits connexes	136 255	141 399	132 855	132 341	133 530
Variation en %	1,4	3,8	-6,0	-0,4	0,9
Textiles de première transformation	325 478	326 312	305 106	328 996	348 594
Variation en %	14,8	0,3	-6,5	7,8	5,6
Produits textiles	255 768	272 091	264 814	279 569	297 936
Variation en %	15,8	6,4	-2,7	5,6	6,6
Habillement	882 756	914 953	944 443	964 840	974 655
Variation en %	4,4	3,6	3,2	2,2	1,0
Bois	493 795	551 038	585 084	617 490	662 596
Variation en %	25,6	11,6	6,2	5,5	7,3
Meubles et articles d'ameublement	239 674	262 381	294 790	307 545	323 935
Variation en %	8,4	9,5	12,4	4,3	5,3
Papier et produits connexes	1 156 073	1 228 781	1 296 061	1 368 710	1 433 400
Variation en %	7,5	6,3	5,5	5,6	4,7
Imprimerie, édition et industries connexes	630 105	703 286	752 537	813 225	840 793
Variation en %	11,7	11,6	7,0	8,1	3,4
Première transformation des métaux	868 542	952 517	981 446	1 015 420	1 081 790
Variation en %	5,9	9,7	3,0	3,5	6,5
Produits métalliques	656 865	698 547	748 175	777 613	818 308
Variation en %	-4,6	6,3	7,1	3,9	5,2
Machinerie	292 808	318 550	315 481	327 723	349 492
Variation en %	-6,6	8,8	-1,0	3,9	6,6
Matériel de transport	821 919	882 068	1 005 137	1 044 090	1 116 430
Variation en %	-2,9	7,3	14,0	3,9	6,9
Produits électriques et électroniques	758 761	874 300	936 053	986 537	1 056 280
Variation en %	4,5	15,2	7,1	5,4	7,1
Produits minéraux non métalliques	271 709	x	330 484	345 494	365 349
Variation en %	7,0	x	...	4,5	5,7
Produits raffinés du pétrole et du charbon	103 951	91 421	86 635	81 964	84 272
Variation en %	-22,4	-12,1	-5,2	-5,4	2,8
Produits chimiques	616 650	663 169	702 928	747 161	786 339
Variation en %	3,7	7,5	6,0	6,3	5,2
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[1]	4 404 073	4 539 401	5 196 650	5 421 912	5 774 180
Variation en %	3,3	9,8[2]	7,2[2]	4,3	6,5
Industries de biens non-durables[1]	5 579 553	5 919 058	6 156 332	6 478 247	6 754 197
Variation en %	6,2	6,1	4,0	5,2	4,3
Total	10 378 165	11 178 304	11 797 245	12 362 444	13 006 117
Variation en %	5,0	7,7	5,5	4,8	5,2

1. Total excluant les données confidentielles
2. Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.

Tableau 3.12
Joure-personnes perdus en arrêts de travail par industrie manufacturière, Québec, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			n		
Aliments et boissons	168 927	95 855	87 487	76 095	144 536
Tabac	0	0	0	0	0
Caoutchouc et produits en matière plastique	14 829	1 486	87 328	12 700	10 685
Cuir	1 188	5 280	3 710	0	13 165
Textile	6 785	1 957	76 912	6 780	8 856
Bonneterie	3 754	2 592	2 043	1 530	4 905
Vêtement	65 278	11 355	3 859	51 684	90 660
Bois	22 472	74 839	44 740	44 370	8 796
Meubles et articles d'ameublement	35 922	17 304	16 530	21 921	17 589
Papiers et produits connexes	23 325	147 569	36 496	18 449	67 946
Imprimerie, édition et industries connexes	2 615	1 976	7 516	8 168	32 378
Métaux primaires	29 306	34 502	25 914	118 266	54 729
Produits métalliques	15 307	26 686	17 065	47 223	23 090
Machinerie	1 565	38 739	15 397	54 112	76 420
Matériel de transport	88 560	139 943	196 228	12 709	16 494
Appareils et matériel électriques	12 147	29 050	22 732	46 022	51 802
Produits minéraux non métalliques	23 876	117 425	20 802	36 209	9 368
Produits du pétrole et du charbon	0	0	0	0	0
Produits chimiques et produits connexes	10 238	12 791	38 789	3 808	10 152
Industries manufacturières diverses	12 782	17 785	20 031	4 424	0
Total	**538 876**	**777 134**	**723 579**	**564 470**	**641 571**

Source: Travail Québec.

Tableau 3.13
Immobilisations par industrie manufacturière, Québec,
1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 000 $		
Aliments et boissons	179,3	229,4	231,2	202,3	245,2
Variation en %	-5,8	27,9	0,8	-12,5	21,2
Tabac	33,0	32,0	44,7	34,8	29,9
Variation en %	44,1	-3,0	39,7	-22,1	-14,1
Caoutchouc et produits en matière plastique	33,2	47,9	48,0	80,5	78,2
Variation en %	17,3	44,3	0,2	67,7	-2,9
Cuir	3,8	3,6	3,5	3,6	3,7
Variation en %	15,2	-5,3	-2,8	2,9	2,8
Textile	63,7	75,0	73,6	78,1	86,2
Variation en %	-21,0	17,7	-1,9	6,1	10,4
Bonneterie	15,2	14,5	7,9	12,4	13,1
Variation en %	35,7	-4,6	-45,5	57,0	5,6
Vêtement	10,3	13,6	15,5	19,3	25,5
Variation en %	41,1	32,0	14,0	24,5	32,1
Bois	83,1	62,9	99,6	86,4	82,3
Variation en %	-33,5	-24,3	58,3	-13,3	-4,8
Meubles et articles d'ameublement	5,7	9,6	12,7	26,3	36,4
Variation en %	32,6	68,4	32,3	107,1	38,4
Papiers et produits connexes	401,3	473,3	688,4	1 023,0	1 103,8
Variation en %	-15,0	17,9	45,4	48,6	7,9
Imprimerie, édition et industries connexes	40,6	83,5	55,6	89,8	68,4
Variation en %	41,0	105,7	-33,4	61,5	-23,8
Métaux primaires	260,3	658,7	918,5	576,6	488,6
Variation en %	-7,0	153,1	39,4	-37,2	-15,3
Produits métalliques	31,0	71,4	73,5	93,3	107,1
Variation en %	-13,6	130,3	2,9	26,9	14,8
Machinerie	58,0	86,5	96,4	70,0	92,3
Variation en %	-5,2	49,1	11,4	-27,4	31,9
Matériel de transport	80,8	80,1	124,9	137,4	274,6
Variation en %	-8,8	-0,9	55,9	10,0	99,9
Appareils et matériel électriques	157,2	142,8	153,3	155,5	158,4
Variation en %	66,9	-9,2	7,4	1,4	1,9
Produits minéraux non métalliques	42,2	47,7	48,7	95,4	78,8
Variation en %	-7,9	13,0	2,1	95,9	-17,4
Produits du pétrole et du charbon	199,7	95,5	72,4	89,5	120,3
Variation en %	-9,5	-52,2	-24,2	23,6	34,4
Produits chimiques et produits connexes	135,0	207,8	250,5	402,1	365,1
Variation en %	12,3	53,9	20,5	60,5	-9,2
Industries manufacturières diverses	23,6	28,7	43,7	51,2	42,9
Variation en %	38,8	21,6	52,3	17,2	-16,2
Industries de biens durables	**718,3**	**1 159,7**	**1 527,6**	**1 240,9**	**1 318,5**
Variation en %	**-2,3**	**61,5**	**31,7**	**-18,8**	**6,3**
Industries de biens non durables	**1 138,7**	**1 304,8**	**1 535,0**	**2 086,6**	**2 182,3**
Variation en %	**-5,3**	**14,6**	**17,6**	**35,9**	**4,6**
Biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	**230,8**	**286,5**	**331,9**	**386,4**	**413,6**
Variation en %	**3,9**	**24,1**	**15,8**	**16,4**	**7,0**
Total	**2 087,8**	**2 751,0**	**3 394,5**	**3 713,9**	**3 914,4**
Variation en %	**-3,3**	**31,8**	**23,4**	**9,4**	**5,4**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.14
Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, par industrie, Canada, 1983-1987

Industrie	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 000 $		
Aliments	1 143,0	1 256,0	1 305,0	1 515,0	1 673,0
Variation en %	22,6	9,9	3,9	16,1	10,4
Boissons	613,0	569,0	704,0	1 169,0	925,0
Variation en%	3,2	-7,2	23,7	66,1	-20,9
Tabac	292,0	298,0	344,0	176,0	301,0
Variation en %	7,4	2,1	15,4	-48,8	71,0
Caoutchouc et produits en matière plastique	216,0	327,0	313,0	337,0	297,0
Variation en %	35,0	51,4	-4,3	7,7	-11,9
Cuir	33,0	33,0	25,0	23,0	26,0
Variation en %	37,5	0,0	-24,2	-8,0	13,0
Textile et bonneterie	380,0	348,0	343,0	500,0	674,0
Variation en %	171,4	-8,4	-1,4	45,8	34,8
Vêtement	54,0	62,0	72,0	85,0	98,0
Variation en %	170,0	14,8	16,1	18,1	15,3
Bois	310,0	92,0	435,0	673,0	1 070,0
Variation en %	-	-70,3	372,8	54,7	59,0
Meubles et articles d'ameublement	35,0	32,0	44,0	54,0	79,0
Variation en %	9,4	-8,6	37,5	22,7	46,3
Papiers, produits connexes et exploitation forestière	685,0	1 545,0	1 678,0	2 855,0	4 603,0
Variation en %	22,5	125,6	8,6	70,1	61,2
Imprimerie, édition et industries connexes	595,0	710,0	739,0	976,0	1 140,0
Variation en %	8,2	19,3	4,1	32,1	16,8
Métaux primaires	670,0	1 279,0	1 094,0	1 299,0	1 905,0
Variation en %	84,1	90,9	-14,5	18,7	46,7
Produits métalliques	420,0	469,0	542,0	649,0	696,0
Variation en %	46,3	11,7	15,6	19,7	7,2
Machinerie	102,0	249,0	191,0	130,0	186,0
Variation en %	-38,9	144,1	-23,3	-31,9	43,1
Matériel de transport	2 458,0	3 852,0	3 725,0	2 776,0	1 885,0
Variation en %	384,8	56,7	-3,3	-25,5	-32,1
Appareils et matériel électriques	926,0	1 083,0	1 025,0	1 235,0	1 376,0
Variation en %	29,9	17,0	-5,4	20,5	11,4
Produits minéraux non métalliques	357,0	497,0	742,0	725,0	968,0
Variation en %	153,2	39,2	49,3	-2,3	33,5
Produits du pétrole et du charbon	4 447,0	5 555,0	5 307,0	3 286,0	4 024,0
Variation en %	4,0	24,9	-4,5	-38,1	22,5
Produits chimiques et produits connexes	1 528,0	1 858,0	1 961,0	2 107,0	3 042,0
Variation en %	40,7	21,6	5,5	7,4	44,4
Industries manufacturières diverses	346,0	371,0	405,0	393,0	447,0
Variation en %	18,1	7,2	9,2	-3,0	13,7
Industries des biens durables	5 624,0	7 924,0	8 203,0	7 934,0	8 612,0
Variation en %	131,6	40,9	3,5	-3,3	8,6
Industries des biens non durables	9 987,0	12 561,0	12 791,0	13 029,0	16 803,0
Variation en %	15,9	25,8	1,8	1,9	29,0
Total	15 610,0	20 485,0	20 994,0	20 963,0	25 415,0
Variation en %	41,4	31,2	2,5	-0,1	21,2

Source: Statistique Canada.

L'ENSEMBLE DU SECTEUR

Mesuré selon le produit intérieur brut au coût des facteurs, le secteur tertiaire représente 70,5% de l'activité économique au Québec en 1987, où son taux de croissance atteint 8,3%. De tous les secteurs d'activité, c'est le tertiaire qui connaît, en 1987, les plus importantes augmentations de l'emploi et des dépenses en immobilisations. Sur le marché du travail, le secteur tertiaire affiche une création de 82 100 emplois en 1987 comparativement à 100 000 dans l'ensemble de l'économie. Le tertiaire représente ainsi 71,3% de l'emploi total en 1987. Par ailleurs, pour une première fois depuis 1982, les dépenses en immobilisations s'accroissent plus fortement dans le secteur tertiaire (12,1% en 1987) que dans le secteur secondaire (5,7%). Une ombre au tableau, le tertiaire enregistre une hausse importante des jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail; on y dénombre 827 800 jours-personnes perdus en 1987 comparativement à 494 600 en 1986. (Voir tableaux 1.2 et 1.5 et graphiques 4C et 4D)

L'ÉVOLUTION SECTORIELLE

Les transports, les communications et les autres services d'utilité publique

En 1987, les industries du transport, des communications et des autres services d'utilité publique connaissent une croissance de l'emploi de 6,1%. Le nombre de 231 600 observé en 1987 s'avère supérieur au sommet de 230 200 atteint en 1980. Il s'agit d'un regain de croissance de l'emploi en 1987, alors qu'on observait une diminution de 1,4% en 1986. Dans le secteur des postes et communications, l'emploi s'accroît de 10 000 pour atteindre 75 000 en 1987. Le secteur des transports et de l'entreposage connaît également une augmentation (hausse de 6 000), alors qu'on note une baisse de 2 000 emplois dans le secteur des services d'électricité, de gaz et d'eau. (Voir tableau 4.1)

Les dépenses en immobilisations, en hausse de 17,1%, totalisent 3 240,0 millions de dollars en 1987. C'est la première augmentation que connaissent ces dépenses dans les transports, les communications et les autres services d'utilité publique depuis 1982, augmentation qui s'observe tant au niveau des dépenses en construction (19,0%) qu'en machinerie et équipement (15,2%). Ce sont les services d'utilité publique qui enregistrent l'augmentation la plus forte en 1987 (26,0%) après avoir connu des diminutions de 9,1% et 18,0% en 1986 et 1985; les dépenses en immobilisations y atteignent 1 910,0 millions de dollars en 1987. Ce redressement s'explique notamment par la poursuite de la construction du réseau de distribution d'énergie électrique vers la Nouvelle-Angleterre.

Dans le cas des communications, les immobilisations connaissent une hausse de 11,1% pour atteindre 864,3 millions de dollars. Les développements récents que connaît ce secteur (tels que la téléphonie cellulaire, l'utilisation de la

fibre optique et les préparatifs en vue de la mise en place de systèmes de télématique) contribuent à cette hausse. Par contre, le secteur des transports (465,7 millions de dollars) enregistre une diminution de 1,7% de ses dépenses en immobilisations en 1987.

Le commerce de gros et de détail

Les ventes au détail représentent une bonne mesure de l'activité du commerce de détail. La valeur des ventes au détail s'accroît fermement en 1987, atteignant 38 865,8 millions de dollars en hausse de 12,4% en regard de 1986. Les ventes au détail enregistraient des augmentations de 9,6% en 1985 et de 8,8% en 1986. On note plus particulièrement une cinquième hausse consécutive d'importance (plus de 14%) des ventes des concessionnaires d'automobiles (18,5% en 1987). (Voir graphique 4A)

L'essor du commerce de détail se manifeste également sur le plan des nouveaux emplois que crée ce secteur. On dénombre 391 000 personnes occupant un emploi dans le commerce de détail en 1987, soit 15 000 ou 4,0% de plus qu'en 1986. Par contre, l'effectif du commerce de gros enregistre une baisse de 9 000 ou 6,5% en regard de 1986 et atteint 130 000. Le secteur du commerce demeure celui où la rémunération hebdomadaire moyenne est la plus faible. Celle-ci s'établit à 313,35 $ en 1987, une hausse de 2,7%; il s'agit d'une augmentation plus faible que celles de 1985 (5,1%) et 1986 (3,5%). (Voir tableau 4.2)

Sur le plan des relations de travail, le secteur du commerce connaît une hausse prononcée des jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail. On dénombre 251 000 jours-personnes perdus en 1987 comparativement à 125 900 en 1986. Ces pertes sont surtout concentrées dans le commerce de détail (220 032 jours-personnes) alors que le commerce de gros enregistre une perte de 30 955 jours-personnes.

Par ailleurs, la valeur des dépenses en immobilisations s'élève à 506,3 millions de dollars en 1987, une hausse de 8,8% en regard de 1986. Ces dernières années, les dépenses en immobilisations en construction (36,4% en 1986 et 19,2% en 1987) augmentent beaucoup plus fortement que les dépenses en machinerie et équipement (3,2% et 3,9%).

Les finances, les assurances et les affaires immobilières

Le secteur des finances, assurances et affaires immobilières connaît en 1987 une année mouvementée. D'une part, la décision de certains pays en voie de développement de suspendre le paiement des intérêts de leur dette extérieure fait de nouveau ressortir l'aspect mondial de ce problème financier. Cette situation force les banques à charte canadiennes à former de très importantes réserves pour faire face aux pertes éventuelles sur ces prêts; ces provisions affectent les résultats financiers des banques. D'autre part, le krach du 19 octobre 1987, qui a

secoué l'ensemble des places boursières, affecte les marchés financiers en général et les firmes de courtage en particulier. Étant donné le caractère récent des événements, les conséquences de la débâcle boursière sur l'emploi, les résultats financiers et le niveau d'activité des firmes de courtage se préciseront au cours des prochains mois.

En dépit de ces événements, le secteur des finances, assurances et affaires immobilières enregistre une croissance prononcée de l'emploi en 1987. On dénombre 169 200 personnes occupant un emploi dans ce secteur, une hausse de 13 700 ou 8,8% en regard de 1986. La rémunération hebdomadaire moyenne des salariés de ce secteur atteint 451,07 $ en 1987, soit une augmentation de 3,1%. Sur le plan des relations de travail, ce secteur affiche, en 1987, une perte de 37 300 jours-personnes due aux arrêts de travail comparativement à 16 400 en 1986. (Voir tableau 4.3)

Au Canada, l'encours des prêts personnels des banques à charte enregistre une hausse plus prononcée en 1987 qu'en 1986 (16,0% comparativement à 10,4%). Cet encours totalise 48 499 millions de dollars en 1987 dont 45 616 millions sont imputés aux prêts à la consommation. Quant aux prêts des institutions de dépôt au Québec, leur valeur affiche une forte croissance depuis déjà quelques années. L'effervescence de la construction résidentielle se traduit par une hausse de 23,2% des prêts hypothécaires résidentiels des institutions de dépôt en 1987, alors que les prêts hypothécaires non résidentiels s'accroissent de 22,8% en regard de 1986. En ce qui a trait aux prêts non hypothécaires, on note une croissance de 28,1% de la valeur des prêts aux entreprises, de 18,8% des prêts aux particuliers et une faible hausse de 4,1% des prêts aux agriculteurs. (Voir tableaux 4.4 et 4.5)

Par ailleurs, la valeur des dépenses en immobilisations du secteur des finances, assurances et affaires immobilières continue sa forte croissance des dernières années. Après des hausses de 12,4% en 1984, de 51,3% en 1985 et de 44,5% en 1986, les dépenses en immobilisations de ce secteur augmentent de 35,2% en 1987 et atteignent 1 784,0 millions de dollars.

Le processus de décloisonnement des institutions financières, tant à l'échelle canadienne que québécoise, se poursuit. C'est dans cet environnement que les grandes banques à charte canadiennes entrent dans le domaine du courtage mobilier, soit par l'acquisition de grandes firmes de courtage, soit par la création d'une filiale de courtage à escompte. Finalement, le 28 septembre 1987, la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal devient une banque à charte sous la raison sociale de Banque Laurentienne.

Les services socio-culturels, commerciaux et personnels

Le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels est le secteur d'activité économique qui regroupe le plus grand nombre de personnes occupées. On y retrouve en effet le tiers (33,2%) des emplois disponibles sur le marché du travail au Québec en 1987; cette proportion s'élevait à 33,0% en 1986 et à 32,5% en 1983.

En terme de création d'emplois, ce secteur affiche une croissance de 4,0% en 1987, un résultat supérieur à celui de l'ensemble de l'économie québécoise (3,5%). D'ailleurs, à l'exception de l'année 1986, où l'emploi dans les services n'a augmenté que de 1,0% (2,2% dans l'économie en général), on observe depuis 1983 des hausses plus importantes dans ce secteur que dans l'ensemble des secteurs au Québec (5,5% contre 3,0% en 1985, 3,5% contre 3,0% en 1984 et 3,1% contre 2,2% en 1983). (Voir tableau 4.6)

En 1987, le nombre de personnes occupant un emploi augmente de 37 500 en regard de 1986 et passe ainsi de 946 500 à 984 000, ce qui représente 37,5% des 100 000 emplois créés en 1987. De façon plus détaillée, on remarque que dans les services publics, l'emploi se chiffre à 288 000 pour le secteur des services médicaux et sociaux, un accroissement important de 7,1% par rapport à 1986 (19 000 nouveaux emplois), alors que dans l'enseignement on dénombre 204 000 personnes occupées, soit une augmentation de 2,5% (5 000 nouveaux emplois). Par ailleurs, le secteur de l'hébergement et de la restauration voit son effectif atteindre 170 000 employés en 1987 comparativement à 163 000 en 1986, alors que celui du divertissement et des loisirs passe de 30 000 à 32 000 emplois entre 1986 et 1987, une hausse de 6,7%. Finalement, on observe une faible croissance de 1,7% dans le secteur des services aux entreprises alors que le nombre de personnes occupées s'élève à 120 000 en 1987 en regard de 118 000 en 1986.

Cependant, sur une longue période, les services aux entreprises présentent la plus forte croissance de l'emploi de tous les secteurs d'activité. En effet, de 1976 à 1987, ces services affichent une croissance moyenne de l'emploi de 4,4% comparativement à 1,7% pour l'ensemble de l'économie. Cette caractéristique des économies postindustrielles résulte d'une part, de la décision des grandes entreprises de recourir à des firmes de services spécialisées plutôt qu'à une équipe maison onéreuse à maintenir et, d'autre part, à l'importance grandissante des petites et moyennes entreprises dont le seul moyen d'accéder à ces services est le recours à des firmes spécialisées, étant donné les contraintes financières inhérentes à la taille des PME. Ces tendances ont favorisé la formation d'un secteur des services aux entreprises plus important.

Les résultats positifs au chapitre de l'emploi en 1987 sont toutefois accompagnés d'une

augmentation du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail, celui-ci totalisant 180 100 en 1987 comparativement à 150 700 en 1986; ce secteur n'est toutefois responsable que de 11,2% du total des jours-personnes perdus au Québec en 1987 et de 6,7% en 1986. Pour ce qui est de la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels, elle s'accroît de 1,4% en 1987, pour se situer à 368,35 $. De tous les secteurs d'activité, le secteur des services est celui où la rémunération hebdomadaire moyenne est la plus faible en 1987, après le secteur du commerce (313,35 $), alors que la moyenne de l'ensemble des secteurs s'élève à 419,56 $, en hausse de 2,2% en regard de 1986. Depuis 1984 (première année où les données sont disponibles selon la nouvelle enquête), c'est dans le secteur des services que cette même rémunération s'est accrue le plus faiblement, soit de 5,4% par rapport à une hausse de 7,8% dans l'ensemble des secteurs.

Finalement, les dépenses en immobilisations du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels s'élèvent à 2 831,0 millions de dollars en 1987, un accroissement de 7,3%, comparativement à 16,9% en 1986 et à 28,8% en 1985. Depuis cinq ans, il s'agit de la première année où le taux de croissance des immobilisations dans le secteur des services est plus faible que ceux observés dans le tertiaire (12,1%) et dans l'ensemble de l'économie (15,0%).

L'administration publique et la défense

L'administration publique enregistre la première hausse importante de son effectif depuis 1984 alors que celui-ci passe de 197 800 employés en 1986 à 208 600 en 1987; cette croissance de 5,5% fait suite à une augmentation modérée de 1,5% en 1986 et à deux baisses identiques de 0,4% en 1985 et 1984. C'est au niveau de l'Administration publique provinciale que l'on constate la plus forte hausse de l'emploi (10,1%), celui-ci se situant à 76 000 en 1987 comparativement à 69 000 en 1986. Pour sa part, l'Administration publique fédérale au Québec conserve le même nombre de personnes occupées en 1987 que l'année précédente (64 000), alors que dans les administrations locales on enregistre 3 000 nouveaux postes, ce qui porte à 67 000 le nombre d'emplois en 1987, un accroissement de 4,7% en regard de 1986. (Voir tableau 4.7)

La rémunération hebdomadaire moyenne dans ce secteur atteint 563,20 $ en 1987, comparativement à 540,47 $ en 1986, ce qui représente une augmentation de 4,2%, soit près du double de celle enregistrée dans l'ensemble de l'économie (2,2%). Toutefois, il faut noter que cette hausse est en partie attribuable aux rajustements de salaire qu'ont reçus les employés de l'Administration publique provinciale, au cours du deuxième trimestre de 1987, à la suite de la signature de leur convention collective de travail; ces employés représentent plus du tiers (36,4%) de

l'effectif de l'ensemble de l'administration publique au Québec. Depuis 1984, la rémunération hebdomadaire moyenne s'est accrue de 9,4% dans le secteur des administrations publiques, en regard de 8,0% dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Pour ce qui est des dépenses d'immobilisation, elles se chiffrent à 2 198,5 millions de dollars en 1987, accusant ainsi un recul de 1,2% après une diminution de 14,3% en 1986. Ces deux baisses consécutives résultent d'une réduction des dépenses en construction, (-2,1% en 1987 et -18,1% en 1986) étant donné que les dépenses en machinerie et équipement s'accroissent de 3,3% en 1987 et de 12,5% en 1986.

Plus précisément, au niveau de l'Administration provinciale, la valeur des immobilisations s'élève à 534,5 millions de dollars, enregistrant une troisième baisse consécutive en 1987 (-4,9%), après celles de 1986 (-0,9%) et de 1985 (-0,8%). En ce qui a trait aux dépenses d'immobilisation dans les administrations locales, elles diminuent de 4,3% en 1987 (-19,2% en 1986) et se chiffrent à 1 251,8 millions de dollars, alors que celles des ministères fédéraux au Québec se situent à 412,2 millions de dollars, une augmentation de 15,8% (-13,4% en 1986). À la suite de la baisse des deux dernières années des dépenses en immobilisations des administrations publiques, l'importance relative de celles-ci dans le total des immobilisations au Québec passe de 13,5% en 1985 à 10,6% en 1986 et à 9,1% en 1987.

Quant à l'ensemble des dépenses de l'administration publique provinciale, elles progressent de 5,1% en 1987 pour atteindre 32,7 milliards de dollars. Avec des dépenses de l'ordre de 7,6 milliards de dollars, le domaine de l'éducation connaît une croissance de 10,5%, l'une des plus fortes en 1987, et demeure ainsi le premier poste de dépenses du gouvernement québécois. Dans le domaine de la santé, on note une hausse de 3,0% des dépenses, ce qui porte celles-ci à 6,8 milliards de dollars en 1987. Pour ce qui concerne les dépenses en services sociaux, elles se chiffrent à 3,8 milliards de dollars, une augmentation de 4,9% en regard de 1986; de même, les déboursés relatifs au bien-être social enregistrent une hausse de 2,5%, en s'élevant à 4,4 milliards de dollars. À eux seuls, ces quatre postes totalisent 22,5 milliards de dollars, soit 68,8% du total des dépenses gouvernementales du Québec. Le service de la dette, en se situant à 3,1 milliards de dollars, accapare quant à lui 9,4% des déboursés totaux de 1987. Finalement, on observe une baisse importante de 14,0% des dépenses au poste travail, emploi et immigration (338 millions de dollars en 1987), ainsi qu'une hausse marquée de 15,5% des sommes allouées au secteur de l'environnement (298 millions de dollars en 1987). (Voir graphique 48)

Tableau 4.1
Statistiques principales des transports, communications et autres services d'utilité publique, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Emploi('000)	**212,2**	**202,5**	**221,3**	**218,2**	**231,6**
Variation en %	**-2,8**	**-4,6**	**9,1**	**-1,4**	**6,1**
Transports	119,0	115,0	124,0	125,0	131,0
Variation en %	-5,6	-3,4	7,8	0,8	4,8
Communications	61,0	60,0	66,0	65,0	75,0
Variation en %	-1,6	-1,6	10,0	-1,5	15,4
Électricité, gaz et eau	32,0	28,0	31,0	28,0	26,0
Variation en %	6,7	-12,5	10,7	-9,7	-7,1
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	..	508,04	527,19	552,93	559,72
Variation en %	..	..	3,8	4,9	1,2
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**81,5**	**86,2**	**55,7**	**63,2**	**348,2**
Immobilisations ('000 000 $)	**3 673,4**	**3 426,0**	**2 961,3**	**2 767,3**	**3 240,0**
Variation en %	**-14,6**	**-6,7**	**-13,6**	**-6,7**	**17,1**
Transports	755,9	774,7	612,5	473,9	465,7
Variation en %	-14,7	2,5	-20,9	-22,6	-1,7
Construction	383,2	352,1	261,7	173,8	161,4
Variation en %	-32,0	-8,1	-25,7	-33,6	-7,1
Machinerie et équipement	372,7	422,6	350,8	300,1	304,3
Variation en %	15,5	13,4	-17,0	-14,5	1,4
Communications	549,4	618,7	682,0	777,9	864,3
Variation en %	-25,4	12,6	10,2	14,1	11,1
Construction	186,3	196,1	235,7	285,4	325,8
Variation en %	-28,6	5,3	20,2	21,1	14,2
Machinerie et équipement	363,1	422,6	446,3	492,5	538,5
Variation en %	-23,7	16,4	5,6	10,4	9,3
Autres services d'utilité publique	2 368,1	2 032,6	1 666,8	1 515,5	1 910,0
Variation en %	-11,6	-14,2	-18,0	-9,1	26,0
Construction	1 499,7	1 198,1	951,2	904,2	1 135,6
Variation en %	-16,7	-20,1	-20,6	-4,9	25,6
Machinerie et équipement	868,4	834,5	715,6	611,3	774,4
Variation en %	-1,2	-3,9	-14,2	-14,6	26,7
Construction	2 069,2	1 746,3	1 448,6	1 363,4	1 622,8
Variation en %	-21,1	-15,6	-17,0	-5,9	19,0
Machinerie et équipement	1 604,2	1 679,7	1 512,7	1 403,9	1 617,2
Variation en %	-4,4	4,7	-10,0	-7,2	15,2

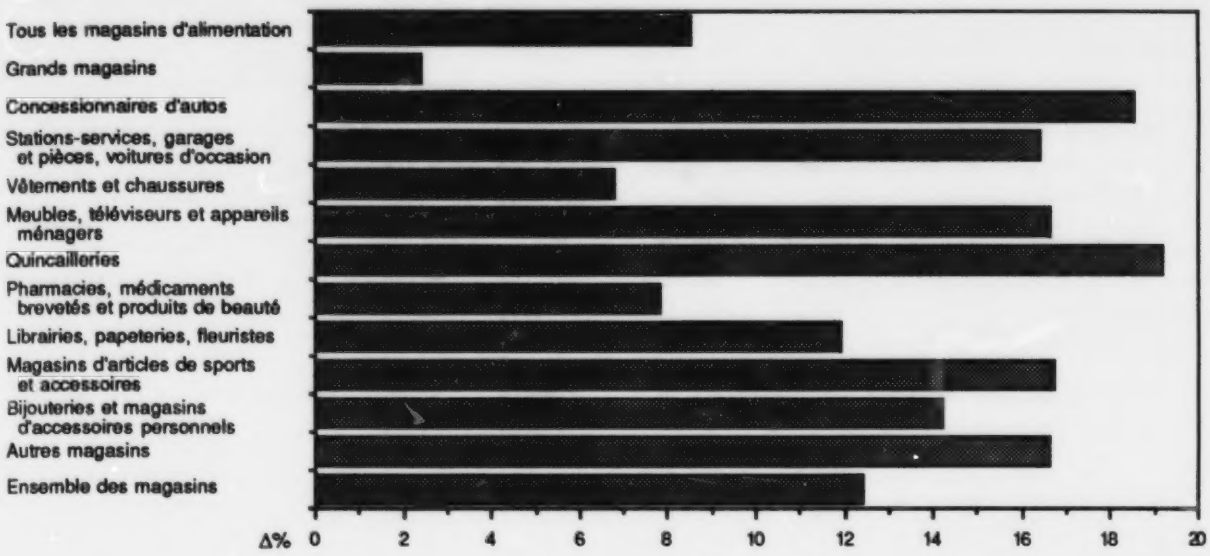
Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.2
Statistiques principales du commerce de gros et de détail, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Emploi('000)	**457,1**	**480,3**	**491,3**	**514,9**	**521,5**
Variation en %	**3,7**	**5,1**	**2,2**	**4,8**	**1,3**
Commerce de gros	115,0	114,0	128,0	139,0	130,0
Variation en %	2,7	-0,9	12,3	8,6	-6,5
Commerce de détail	342,0	367,0	363,0	376,0	391,0
Variation en %	4,3	7,3	-1,1	3,6	4,0
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**280,54**	**294,84**	**305,13**	**313,35**
Variation en %	**..**	**..**	**5,1**	**3,5**	**2,7**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**190,0**	**89,7**	**121,4**	**125,9**	**251,0**
Immobilisations ('000 000 $)	**325,7**	**408,7**	**415,4**	**465,3**	**506,3**
Variation en %	**14,0**	**25,5**	**1,6**	**12,0**	**8,8**
Construction	86,1	114,4	110,1	150,2	179,0
Variation en %	5,1	32,9	-3,8	36,4	19,2
Machinerie et équipement	239,6	294,3	305,3	315,1	327,3
Variation en %	17,6	22,8	3,7	3,2	3,9

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Graphique 4A
Variation des ventes au détail*, Québec, 1987/1986



* : Variation évaluée en dollars courants.

Tableau 4.3
Statistiques principales des finances, assurances et affaires immobilières, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Emploi ('000)	**142,9**	**146,5**	**155,9**	**155,5**	**169,2**
Variation en %	**6,2**	**2,5**	**6,5**	**-0,3**	**8,8**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**399,66**	**409,76**	**437,33**	**451,07**
Variation en %	**..**	**..**	**2,5**	**6,7**	**3,1**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**8,4**	**22,9**	**63,2**	**16,4**	**37,3**
Immobilisations ('000 000 $)	**536,8**	**603,2**	**912,9**	**1 319,4**	**1 784,0**
Variation en %	**-6,2**	**12,4**	**51,3**	**44,5**	**35,2**
Construction	392,3	425,9	598,7	1 061,2	1 468,2
Variation en %	-18,4	8,6	40,6	77,3	38,4
Machinerie et équipement	144,5	177,3	314,2	258,2	315,8
Variation en %	57,4	22,7	77,2	-17,8	22,3

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.4
Encours du crédit à la consommation des principaux intermédiaires financiers, Canada
1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			000 000 $		
Banques à charte	31 621	34 409	38 746	42 370	45 616
Variation en %	2,3	8,8	12,6	9,4	7,7
Sociétés de financement de prêts à la consommation	2 288	2 516	3 160	4 307	4 744
Variation en %	-5,0	10,0	25,6	36,3	10,1
Compagnies d'assurance	2 681	2 661	2 664	2 659	2 679
Variation en %	-0,6	-0,7	0,1	-0,2	0,8
Banque d'épargne du Québec	198	197	231	296	226[1]
Variation en %	51,1	-0,5	17,3	28,1	...
Grands magasins	1 795	2 022	2 267	2 302	2 226
Variation en %	6,5	12,6	12,1	1,5	-3,3
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	2 219	2 682	3 653	4 948	5 678
Variation en %	17,5	20,9	36,2	35,5	14,8
Total	**40 801**	**44 487**	**50 721**	**56 882**	**61 168**
Variation en %	**2,7**	**9,0**	**14,0**	**12,1**	**7,5**
Caisses populaires et "credit unions"	6 255	7 128	8 242	9 071	9 106[2]
Variation en %	9,7	14,0	15,6	10,1	4,1

1. La Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal devient une banque à charte le 28 septembre 1987.
2. Données pour les trois premiers trimestres de 1987.

Source: Banque du Canada.

Tableau 4.5
Évolution des types de prêts des institutions de dépôt, Québec,
4e trimestre, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 000 $		
Prêts hypothécaires	**18 571,3**	**20 909,2**	**24 173,9**	**28 744,3**	**35 400,8**
Variation en %	**12,5**	**12,6**	**15,6**	**18,9**	**23,2**
Résidentiels	16 179,5	18 294,5	21 333,1	25 475,6	31 386,5
Variation en %	15,0	13,1	16,6	19,4	23,2
Non résidentiels	2 391,8	2 614,7	2 840,7	3 268,7	4 014,3
Variation en %	-2,4	9,3	8,6	15,1	22,8
Prêts non hypothécaires	**20 331,4**	**23 648,1**	**25 114,6**	**28 221,9**	**34 631,0**
Variation en %	**6,4**	**16,3**	**6,2**	**12,4**	**22,7**
Aux particuliers	8 110,8	9 418,5	10 940,5	12 084,7	14 355,5
Variation en %	14,1	16,1	16,2	10,5	18,8
Aux agriculteurs	1 353,9	1 487,2	1 530,8	1 623,5	1 689,4
Variation en %	9,5	9,8	2,9	6,1	4,1
Aux entreprises	10 866,7	12 742,4	12 643,4	14 513,7	18 586,1
Variation en %	1,0	17,3	-0,8	14,8	28,1

Source: Bureau de la statistique du Québec, L'activité des institutions de dépôt au Québec, 1983-1987.

Tableau 4.6
Statistiques principales des services socio-culturels, commerciaux et personnels, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Emploi('000)	**857,8**	**888,2**	**937,3**	**946,5**	**984,0**
Variation en %	**3,1**	**3,5**	**5,5**	**1,0**	**4,0**
Enseignement	182,0	189,0	199,0	199,0	204,0
Variation en %	-2,7	3,8	5,3	0,0	2,5
Services médicaux et sociaux	232,0	245,0	265,0	269,0	288,0
Variation en %	-4,1	5,6	8,2	1,5	7,1
Organisations religieuses	35,0	43,0	27,0	23,0	27,0
Variation en %	66,7	22,9	-37,2	-14,8	17,4
Divertissements et loisirs	30,0	30,0	32,0	30,0	32,0
Variation en %	0,0	0,0	6,7	-6,3	6,7
Services aux entreprises	98,0	102,0	117,0	118,0	120,0
Variation en %	4,3	4,1	14,7	0,9	1,7
Services personnels, hébergement et restauration	280,0	279,0	297,0	307,0	312,0
Variation en %	8,5	-0,4	6,5	3,4	1,6
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**349,39**	**354,56**	**363,20**	**368,35**
Variation en %	**..**	**..**	**1,5**	**2,4**	**1,4**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**1 448,1**	**105,2**	**62,3**	**150,7**	**180,1**
Immobilisations ('000 000 $)	**1 354,6**	**1 752,7**	**2 256,9**	**2 638,5**	**2 831,0**
Variation en %	**13,3**	**29,4**	**28,8**	**16,9**	**7,3**
Construction	424,5	473,5	671,1	749,7	707,6
Variation en %	3,4	11,5	41,7	11,7	-5,6
Machinerie et équipement	930,1	1 279,2	1 585,8	1 888,8	2 123,4
Variation en %	18,5	37,5	24,0	19,1	12,4

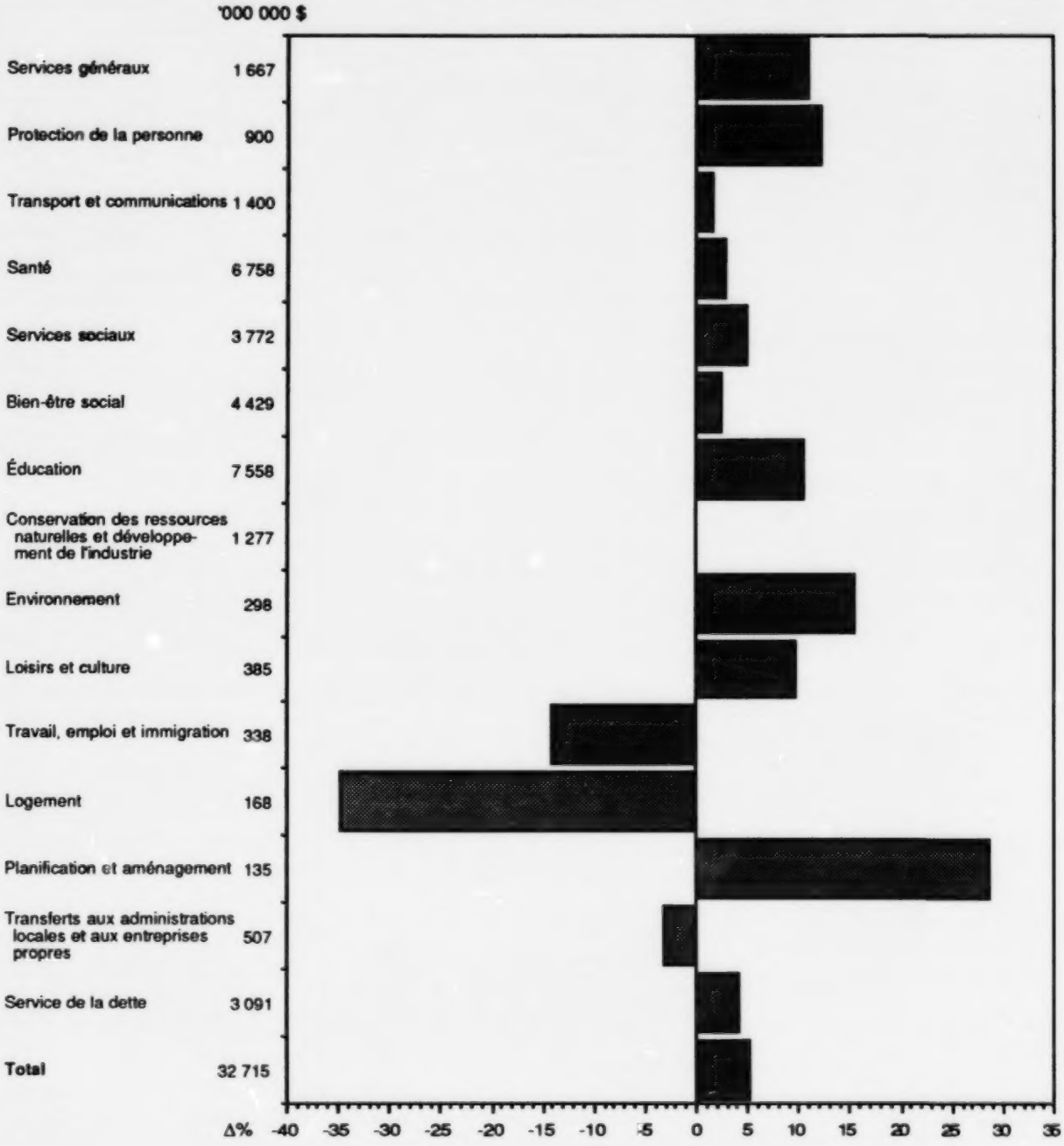
Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.7
Statistiques principales des administrations publiques et défense, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
Emploi('000)	**196,6**	**195,8**	**194,8**	**197,8**	**208,6**
Variation en %	**6,6**	**-0,4**	**-0,4**	**1,5**	**5,5**
Fédérale	63,0	64,0	60,0	64,0	64,0
Variation en %	12,5	1,6	-6,3	6,7	0,0
Provinciale	68,0	67,0	73,0	69,0	76,0
Variation en %	3,0	-1,5	9,0	-5,5	10,1
Municipale	64,0	64,0	62,0	64,0	67,0
Variation en %	3,2	0,0	-3,1	3,2	4,7
Rémunération hebdomadaire moyenne($)	**..**	**514,60**	**534,27**	**540,47**	**563,20**
Variation en %	**..**	**..**	**3,8**	**1,2**	**4,2**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**63,4**	**14,3**	**64,2**	**138,4**	**11,2**
Immobilisations ('000 000 $)	**1 694,8**	**1 996,3**	**2 595,9**	**2 225,4**	**2 198,5**
Variation en %	**14,6**	**17,8**	**30,0**	**-14,3**	**-1,2**
Fédérale	361,7	424,9	411,0	356,0	412,2
Variation en %	79,2	17,5	-3,3	-13,4	15,8
Construction	197,0	263,4	271,6	156,9	214,6
Variation en %	52,7	33,7	3,1	-42,2	36,8
Machinerie et équipement	164,7	161,5	139,4	199,1	197,6
Variation en %	126,2	-1,9	-13,7	42,8	-0,8
Provinciale	503,1	571,7	566,9	562,0	534,5
Variation en %	7,5	13,6	-0,8	-0,9	-4,9
Construction	451,4	496,4	463,6	450,4	472,5
Variation en %	6,2	10,0	-6,6	-2,8	4,9
Machinerie et équipement	51,7	75,3	103,3	111,6	62,0
Variation en %	20,0	45,6	37,2	8,0	-44,4
Municipale	830,0	999,7	1 618,0	1 307,4	1 251,8
Variation en %	2,5	20,4	61,8	-19,2	-4,3
Construction	797,7	960,0	1 534,0	1 250,7	1 131,8
Variation en %	1,8	20,3	59,8	-18,5	-9,5
Machinerie et équipement	32,3	39,7	84,0	56,7	120,0
Variation en %	24,2	22,9	111,6	-32,5	111,6
Construction	1 446,1	1 719,8	2 269,2	1 858,0	1 818,9
Variation en %	8,1	18,9	31,9	-18,1	-2,1
Machinerie et équipement	248,7	276,5	326,7	367,4	379,6
Variation en %	75,3	11,2	18,2	12,5	3,3

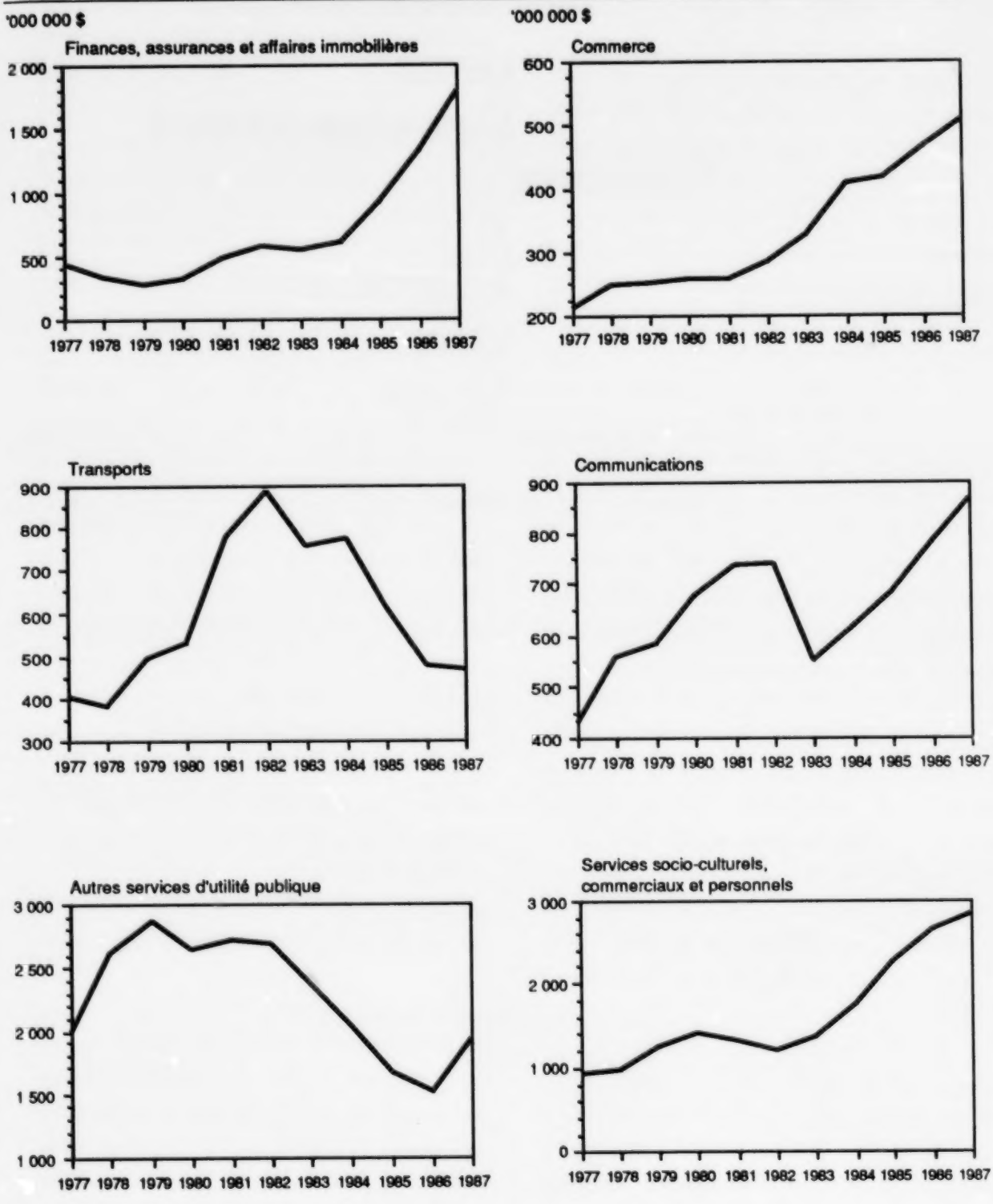
Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Graphique 4B
Variation des dépenses de l'Administration publique provinciale* selon la fonction, Québec, 1987/1986

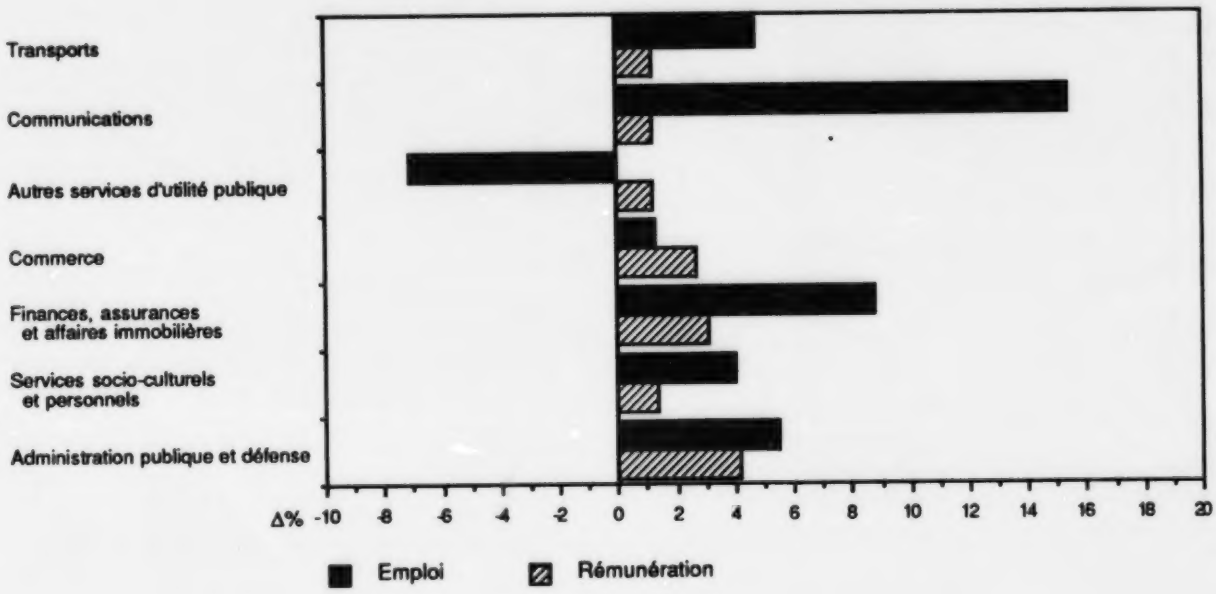


* : Incluant la Régie des rentes et les hôpitaux.

Graphique 4C
Évolution des immobilisations du secteur tertiaire par industrie, Québec, 1977-1987



Graphique 4D
Variation de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire moyenne du secteur tertiaire, Québec, 1987/1986



APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU COURS DES PREMIERS MOIS DE 1988

Le rythme soutenu de la croissance économique du Québec se maintient au cours des premiers mois de 1988. Selon les données disponibles à la fin de juillet 1988, cette fermeté apparaît tant dans les dépenses des consommateurs, les intentions d'investissements des entreprises, les expéditions des manufacturiers que dans la création d'emplois.

Les données sur les ventes au détail montrent que les dépenses en consommation demeurent dynamiques en ce début de 1988. La valeur des ventes au détail au cours des cinq premiers mois atteint 16 258,8 millions de dollars au Québec, une hausse de 9,8% en regard des cinq premiers mois de 1987. Au cours de cette période, on note d'importantes hausses des ventes au détail chez les détaillants suivants: les librairies, papeteries et fleuristes (19,3%), les quincailleries (18,9%), les concessionnaires d'automobiles (16,7%), les magasins d'articles de sports (16,3%), les bijouteries et magasins d'accessoires personnels (14,2%), les pharmacies (11,5%) et les magasins d'alimentation (5,9%). (Voir tableau 5.1)

Sur le plan des dépenses en immobilisations, les données de l'enquête sur les intentions d'investissement privés et publics de Statistique Canada indiquent que la valeur des dépenses en immobilisations excluant l'habitation connaîtrait en 1988, la plus importante hausse depuis la dernière récession. Ces dépenses s'élèveraient à 18 237,1 millions de dollars au Québec, une hausse de 16,7%. Toutefois, selon cette même enquête, les dépenses en immobilisations reliées à l'habitation devraient enregistrer un recul de 8,1% en 1988 et s'établir à 7 853,3 millions de dollars. Cette baisse anticipée apparaît également dans les mises en chantier de logements, celles-ci (11 694 unités) diminuant de 8,3% au premier trimestre de 1988.

La valeur des expéditions des manufacturiers, qui continue la croissance prononcée qu'elle a amorcée à la mi-année de 1987, atteint 29 369,5 millions de dollars au cours des cinq premiers mois de 1988, une augmentation de 10,6% par rapport à la même période de 1987. Sur le marché du travail, au cours des six premiers mois de 1988, on note la création de 86 000 emplois (3,0%) en regard de la même période de 1987. Au cours de cette période, le nombre de chômeurs chute de 44 000 ou 11,9%, alors que le taux de chômage atteint 9,7% comparativement à 11,2% au cours des six premiers mois de 1987. À noter que les industries manufacturières contribuent fortement à la hausse de l'emploi avec une augmentation de 40 000 ou 7,1%.

La montée des prix, associée généralement à la croissance continue de l'activité économique, n'est pas apparente au cours des premiers mois de 1988. Ainsi, l'indice des prix à la consommation à Montréal affiche une hausse de 4,0% au premier

semestre de 1988 en comparaison d'une hausse de 4,5% dans l'ensemble de 1987. De janvier à juin 1988, ce sont les composantes habitation (5,2%), habillement (4,8%) et tabac et boissons alcoolisées (4,8%) qui enregistrent les plus fortes hausses de prix, tandis que l'indice des prix des aliments augmente de 2,4% en regard de la même période de 1987. Par contre, les salaires affichent une progression sensible. Ainsi, la rémunération hebdomadaire moyenne atteint 437,03 $ au Québec au cours des quatre premiers mois de 1988, une hausse de 6,2% en regard de la même période de 1987, alors qu'elle augmentait de 2,2% pour l'ensemble de l'année 1986.

L'évolution sectorielle de l'activité économique

La croissance des expéditions des manufacturiers québécois, supérieure à celle observée dans l'ensemble de 1987, demeure forte au cours des cinq premiers mois de 1988 avec un taux de croissance de 10,6% en regard de la même période de 1987; la hausse annuelle atteignait 9,1% en 1987. L'augmentation s'avère particulièrement importante dans le cas des manufacturiers de biens durables (excluant les industries manufacturières diverses dont les données ne sont pas disponibles), celle-ci se situant à 17,6% au cours des cinq premiers mois de 1988. Durant cette période, les industries de biens durables qui connaissent les hausses les plus marquées sont celles du matériel de transport (32,8%), de la première transformation des métaux (24,6%), de la machinerie (15,0%), des produits métalliques (14,1%) et des produits électriques et électroniques (12,4%). Les industries du meuble et des accessoires d'ameublement (11,3%), du bois (5,6%) et des produits minéraux non métalliques (4,5%) connaissent également des augmentations. Du côté des industries de biens non durables (excluant celle du caoutchouc dont les données ne sont pas disponibles), la valeur des expéditions s'accroît de 5,8% au cours des cinq premiers mois de 1988. On note des hausses dans les industries suivantes: les produits en matière plastique (20,1%), l'imprimerie, l'édition et les activités connexes (12,5%), les produits chimiques (11,5%), le cuir (10,6%), le papier et les produits connexes (10,4%), les boissons (5,9%), les textiles de première transformation (5,6%), les produits textiles (4,9%), l'habillement (4,3%), les produits raffinés du pétrole et du charbon (1,9%) et le tabac (0,8%).

Toutefois, l'industrie des aliments (-2,1%) connaît une baisse de la valeur des expéditions au cours des cinq premiers mois de 1988. L'indice des prix de vente des manufacturiers s'accroît de 4,5% au cours des cinq premiers mois de 1988, en regard des mêmes mois de 1987; la hausse atteint 20,1% dans le cas de la première transformation des métaux et 10,7% dans le cas du papier et des produits connexes.

Au chapitre de l'emploi, le secteur manufacturier affiche de meilleurs résultats en cette

première moitié de 1988 qu'en 1987. Au cours du premier semestre de 1988, on y dénombre en moyenne 40 000 ou 7,1% emplois de plus qu'à la même période de 1987, alors que l'augmentation se situait à 8 000 ou 1,4% dans l'ensemble de 1987. Par ailleurs, selon l'enquête réalisée par Statistique Canada au début de l'année et portant sur les intentions des investisseurs, les dépenses en immobilisations des manufacturiers québécois devraient enregistrer une augmentation de 20,6% en 1988, après avoir connu une hausse de 5,4% en 1987. C'est dans l'industrie du papier et des produits connexes que la valeur des immobilisations serait la plus élevée en 1988 (968,0 millions de dollars) en dépit d'une diminution de 12,3%. À la suite d'une hausse de 94,9%, les dépenses en immobilisations de l'industrie du matériel de transport dépasseraient le cap du demi-milliard de dollars (535,3 millions). Les industries du bois (112,2%), de la machinerie (99,7%), de la première transformation des métaux (47,6%), des appareils électriques (33,1%), des aliments et boissons (31,3%) ainsi que du textile (27,7%) connaîtraient également des hausses importantes. Par contre, les dépenses en immobilisations enregistreraient des baisses marquées, en 1988, dans l'industrie du meuble et des articles d'ameublement (-27,7%), celles du vêtement (-24,3%), du cuir et des produits connexes (-16,2%) et des produits raffinés du pétrole et du charbon (-11,0%).

Les statistiques relatives aux mises en chantier indiquent un ralentissement au premier trimestre de 1988, leur nombre affichant un recul de 8,3% par rapport au premier trimestre de 1987. Dans l'ensemble de 1987, le nombre de mises en chantier s'était accru de 22,9%. En ce qui a trait aux deux plus importantes catégories de logements, les mises en chantier de logements simples demeurent en hausse au premier trimestre de 1988, l'augmentation se situant à 11,9%, alors qu'une diminution de 19,4% est observée dans le cas des appartements. Les mises en chantier de logements en rangée s'accroissent de 35,9% tandis que celles des logements doubles diminuent de 14,6%. La croissance de l'emploi dans la construction au début de 1988 se maintient presque au même rythme qu'en 1987, soit de 19 000 ou 13,7% au cours des six premiers mois de 1988, comparativement à 19 000 ou 13,3% dans l'ensemble de 1987.

Selon les principaux indicateurs disponibles, l'industrie minière connaît une légère hausse de ses activités au cours des cinq premiers mois de 1988. Durant cette période, le volume de minerai extrait s'avère supérieur de 1,4% au volume extrait au cours de la même période de 1987. Le volume de minerai d'amiante extrait s'accroît de 6,5%, celui de l'or, de 6,3%, et celui des métaux ferreux, de 0,4%, alors que les métaux usuels (-6,6%) connaissent une diminution de leur volume d'extraction. Le volume de minerai traité au cours des cinq premiers mois de 1988 enregistre une légère hausse de 1,2%. L'or (7,1%), les métaux ferreux (2,9%) et l'amiante (1,9%) connaissent une hausse à ce chapitre,

alors que le volume de minerai traité en ce qui concerne les métaux usuels diminue de 13,7%. Quant aux expéditions de minéraux métalliques, leur volume s'accroît au cours des cinq premiers mois de 1988 de 2,4% dans le cas de l'argent et de 10,1% dans le cas de l'or. Du côté des métaux usuels, soit le cuivre et le zinc, le volume des expéditions diminue respectivement de 12,4% et 23,4%. L'industrie minière devrait connaître en 1988 une hausse de 5,5% de ses dépenses en immobilisations, après celle de 22,1% observée en 1987. Selon l'enquête sur la population active, le nombre de personnes occupées dans le secteur des mines et des carrières s'élève à 23 000 en moyenne au premier semestre de 1988, comparativement à 20 000 au cours de la même période de 1987.

Du côté de l'agriculture, on note une croissance de 7,2% des recettes monétaires totales des exploitants agricoles au premier trimestre de 1988, en regard du même trimestre de 1987. Toutefois, une partie de cette augmentation s'explique par la hausse des paiements supplémentaires aux agriculteurs, qui passent de 4,7 millions au premier trimestre de 1987 à 21,3 millions de dollars au premier trimestre de 1988. La valeur des recettes provenant d'activités agricoles augmente pour sa part de 4,8% au premier trimestre de 1988.

En ce premier semestre de 1988, l'emploi s'avère l'un des plus fiables indicateurs disponibles pour mesurer l'activité dans le secteur tertiaire. Au cours des six premiers mois de 1988, l'emploi dans le secteur tertiaire s'accroît en moyenne de 36 000 ou 1,7% en regard des mêmes mois de 1987. C'est dans le domaine des finances, des assurances et des affaires immobilières, où elle est de 16 000 ou 10,2%, que l'on note la hausse la plus marquée au cours de cette période. On observe également des augmentations dans le cas des transports (12 000 ou 9,4%), des services socio- culturels, commerciaux et personnels (18 000 ou 1,8%), du commerce (1 000 ou 0,2%) et de l'électricité, du gaz et de l'eau (2 000 ou 6,9%). Le secteur des communications voit son niveau d'emploi accuser une diminution de 14 000 ou 18,2% et celui de l'administration publique de 1 000 ou 0,5%.

En 1988, les dépenses en immobilisations devraient s'accroître dans tous les sous-secteurs du tertiaire; le transport et l'entreposage connaîtrait la hausse la plus marquée, soit 71,7%. L'électricité, le gaz et l'eau (25,2%), les finances, les assurances et les affaires immobilières (13,9%), les services commerciaux (11,9%) et les communications (11,9%) enregistreraient également des hausses importantes en 1988, alors que le commerce (4,9%) connaîtrait une hausse plus modeste.

PERSPECTIVES

Dans la continuité de l'intense activité de 1987, les premiers mois de 1988 présentent une croissance économique prononcée, bien que certains événements font craindre que ce rythme de croissance pourrait être affecté. D'une part, l'appréciation soutenue du dollar canadien, en regard de la devise américaine, risque de diminuer la compétitivité des produits québécois sur son principal marché, les États-Unis. Le dollar canadien se transige à 80,09¢US au premier semestre de 1988 comparativement à 75,41¢US pour l'ensemble de 1987. Par ailleurs, la croissance importante de l'économie canadienne et les craintes inflationnistes qui y sont associées amènent la Banque du Canada à hausser son taux d'escompte, qui passe de 8,63% à la fin janvier 1988 à 9,39% à la fin de juin. Cette hausse entraîne le relèvement du taux préférentiel des banques à charte et des taux hypothécaires. L'augmentation des taux d'intérêt pourrait affecter les dépenses des consommateurs (notamment en biens durables), les activités de construction et les dépenses en immobilisations des entreprises.

Toutefois, en dépit de ces craintes, on note un vent d'optimisme tant chez les consommateurs que chez les dirigeants d'entreprise, comme en témoignent des enquêtes effectuées au premier trimestre de 1988 par le Conference Board du Canada. Ainsi, l'enquête sur l'attitude des consommateurs confirme la confiance de ceux-ci dans l'économie, les consommateurs québécois étant les plus confiants. Du côté des entreprises, malgré les craintes reliées aux hausses salariales, l'enquête révèle une attitude très positive des dirigeants d'entreprise en regard de la conjoncture économique canadienne. Ce climat de confiance favorise les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises. De plus, on estime généralement que l'application au 1er juillet 1988 de la réforme fiscale fédérale -sur les retenues à la source- devrait se traduire par une hausse du revenu disponible des salariés et ainsi favoriser les dépenses de consommation.

Après la crise boursière, les organismes effectuant des prévisions économiques corrigeaient à la baisse leurs prévisions pour 1988. Cependant, confrontés à la performance économique des derniers mois, ces organismes révisent à la hausse ces prévisions. À titre d'exemple, selon le scénario de prévisions d'avril 1988, le Conference Board du Canada s'attend à une hausse de 4,2% du produit intérieur brut réel au Québec en 1988 (comparativement à 2,6% lors du scénario de décembre 1987). Cet organisme prévoit également la création de 85 000 emplois (comparativement à 72 000), un taux de chômage de 9,0% (10,7%), des mises en chantier de 55 000 logements (44 400) et une hausse des prix à la consommation de 4,4% (4,9%) au Québec. Par ailleurs, la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (scénario de juin 1988) prévoit également une hausse du produit intérieur brut réel du Québec de 4,2% en 1988 (comparativement à 2,4% lors du scénario de décembre 1987); cette crois-

sance s'accompagnerait d'une création de 85 000 emplois (59 000), d'un taux de chômage de 9,0% (10,0%), de la mise en chantier de 51 900 logements (49 900) et d'une hausse des prix à la consommation de 4,5% (4,0%). De son côté, la Banque royale du Canada s'attend à une hausse du produit intérieur brut réel du Québec de 3,6% en 1988 (comparativement à 3,0% lors du scénario de l'automne de 1987). Contrairement à ces organismes, le scénario de prévisions de juin 1988 de la Caisse de dépôt et de placement du Québec prévoit, pour 1988, un rythme de croissance du produit intérieur brut réel du Québec inférieur à celui du scénario de décembre 1987, soit respectivement 2,8% contre 3,0%. Les révisions de cet organisme au plan des mises en chantier (53 000 contre 48 000), du taux de croissance de l'emploi (2,3% contre 2,0%), du taux de chômage (9,5% contre 10,0%) et du taux d'inflation (4,0% contre 4,4%) révèlent toutefois un certain optimisme.

Tableau 5.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise,
1988 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1988		
	Trimestre		Dernières
	I	II	données
Demande en biens et services			
Ventes au détail ('000 000 $)	8 948,0	..	3 691,9[1]
Variation en %	13,0	..	8,1
Mises en chantier (n)	11 694	..	..
Variation en %	-8,3	..	..
Immobilisations ('000 000 $)	..	..	26 090,4[2]
Variation en %	..	..	7,9
Production de biens et services			
Expéditions manufacturières ('000 000 $)	17 440,9	..	6 236,8[1]
Variation en %	12,6	..	11,9
Énergie électrique produite ('000 000 kWh)	44 727,0	..	12 245,3[3]
Variation en %	0,1	..	-2,8
Main-d'oeuvre et emploi			
Population active ('000)	3 253	3 368	3 445[4]
Variation en %	1,5	1,1	0,7
Taux d'activité (%)	62,1	64,2	65,6[4]
Emploi ('000)	2 925	3 052	3 149[4]
Variation en %	3,6	2,4	2,4
Taux de chômage (%)	10,1	9,4	8,6[4]
Prix, salaires et revenus			
Indice des prix à la consommation à Montréal(1981=100)	143,7	145,2	145,5[4]
Variation en %	4,1	3,9	3,7
Salaires et traitements ('000 000 $)	15 973,9	..	5 479,4[3]
Variation en %	8,7	..	8,8
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	435,33	..	442,13[3]
Variation en %	5,9	..	7,1
Marchés financiers			
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ($US/$CAN)	78,90	81,31	82,14[4]
Taux d'escompte (%)	8,66	9,19	9,39[4]
Taux préférentiel des banques (%)	9,75	10,42	10,75[4]

1. Mai 1988.
2. Ensemble de l'année 1988, selon les données de l'enquête "Investissements privés et publics" de Statistique Canada, perspective.
3. Avril 1988.
4. Juin 1988.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Banque du Canada.

Cette publication trace un portrait de l'économie québécoise au cours de l'année 1987. Complément de *Profil économique du Québec 1987*, elle présente des données plus complètes, révisées à la fin de juillet 1988, tout en dégageant l'évolution des cinq dernières années.

Outre des tableaux statistiques et de nombreux graphiques, le lecteur y trouvera entre autres une analyse descriptive des aspects suivants:

- **les principaux indicateurs généraux;**
- **l'évolution sectorielle de l'activité économique;**
- **l'évolution de la production, de l'emploi, des immobilisations et des exportations au sein de chacun des grands domaines d'activité liés aux secteurs primaire, secondaire et tertiaire.**

Un aperçu du premier semestre de 1988 et un survol des prévisions révisées de quelques organismes pour l'année 1988 sont présentés en conclusion.

75 ANS DE FIABILITÉ

En vertu de sa loi constitutive adoptée le 21 décembre 1912, le Bureau de la statistique du Québec a pour mandat de recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements de nature statistique sur toute matière de juridiction provinciale, de collaborer avec les ministères et organismes gouvernementaux dans la collecte, la compilation et la publication de tels renseignements et de faire de la recherche statistique. Il répond aux besoins du Québec notamment dans les domaines démographique, économique, social et culturel, et il assure la complémentarité et la coordination entre les agents du système statistique québécois. ■

Bureau de la statistique du Québec

9 782551 002667

Imprimé au Québec, Canada